

Évaluation des projets EHA de Boucan-Carré et Januaria



Consultante : Marie-Pierre Lalaude-Labayle (MP2L)

ONG : Inter-Aide

**Bailleurs de fond : Agence de l'Eau Seine Normandie,
Secours Catholique Caritas France**

Date : 08 Octobre 2014





Acronyme et Traduction

BÒS: maçon, ce qui renvoie à un travail de main d'oeuvre qualifié

KAY: tout bâtiment fermé de dimension au maximum équivalente à une habitation.

LAKOU: l'ensemble maison et cours.

AEP: Adduction d'Eau Potable

AESN: Agence de l'Eau Seine Normandie

A.K.: animateur Communautaire du programme

A.T.: Assistant Technique

ATPC: Assainissement Total Piloté par la Communauté

BC: Boucan-Carré

CASEC: Conseil d'Administration de la Section Communale

CLM: Chimen lavi miyò

CAD: Comité d'Assurance au Développement

CAEPA: Comité d'Adduction Eau Potable et Assainissement

DINEPA: Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement

EHA: Eau Hygiène Assainissement

OCDE: Organisation de Développement et de Coopération Économiques

OREPA: Office Régional de l'Eau Potable et de l'Assainissement

PEHD: Poly-Éthylène Haute-Densité

PHAST: Participatory Hygiene And Sanitation Transformation

PVC: PolyChlorure de Vinyle

R.P.: Responsable de Programme

SCCF: Secours Catholique Caritas France

TEPAC: Technicien Eau Potable et Assainissement Communautaire

URD: Unités Rurales Départementales

Bibliographie

«Boîte à Outils : Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)», USAID, Peacercorps, WASH +, Mars 2014

« Concevoir et mettre en oeuvre le SUIVI-ÉVALUATION des projets eau et assainissement », PS-Eau et F3E, 2011 1ère édition

«Concevoir et mettre en oeuvre une stratégie de sensibilisation à l'hygiène et de promotion de l'assainissement» PS-EAU, Août 2013

«Designing the next generation of Sanitation Business», HYSTRA, Septembre 2014

«Guide pratique pour la construction de latrine à simple fosse», GWI, Juin 2011

«Guide 6: Financer la filière assainissement en Afrique sub-saharienne» AFD, 2012

«Handbook on Technical Options for on-site Sanitation», Ministry of Drinking Water and Sanitation, India, Mai 2012

«Le Manuel de l'initiative de lavage des mains», Banque Mondiale, 2003



Table des matières

Synthèse	7
Présentation des programmes E.H.A.	23
1. Philosophie de l'approche EHA	24
2. Calendrier des programmes	25
2.1. Calendrier des activités Inter-Aide	25
2.2. Calendrier des financements évalués	26
3. Budget des Programmes	26
4. Objectifs des Projets AESN et SCCF	26
5. Localisation des programmes	27
Méthodologie	29
1. Division de l'évaluation par zones	30
2. Les critères d'évaluation	30
2.1. Les critères standardisés CAD, OCDE	30
2.2. Les critères retenus pour l'évaluation	31
3. Détails de la méthodologie	33
3.1. Bibliographie – Préparation terrain	33
3.2. La mission terrain	34
3.3. Critiques de la méthodologie	37
Éléments de contexte	39
1. Contexte des programmes	40
1.1. Contexte géographique des programmes	40
1.2. Contexte Sanitaire	40
1.3. Contexte Institutionnel	41
2. Directives Nationales Eau et Assainissement	41
2.1. Stratégie Hygiène/Assainissement	41
2.2. Stratégie Eau Potable en zone rurale	42
Rapport Juanaria	45
1. Détails du programme de Juanaria	46
1.1. Organisation des Ressources Humaines du programme	46
1.2. La sensibilisation à l'hygiène	46
1.3. Les Latrines Familiales	47
1.4. Les Aménagements Hydrauliques	48
1.5. Volet Scolaire	48
2. Pertinence du Programme	48
2.1. Validité des Objectifs du programme	48
2.2. Conformité avec la stratégie nationale	49
2.3. Choix des outils et méthodes	53
3. Efficacité du Programme	55
3.1. Atteinte des Objectifs initiaux	55
3.2. Qualité des Infrastructures	57
3.3. Assimilation des bonnes pratiques d'hygiène	57
3.4. Renforcement des capacités locales	61



4.	Efficienc	63
4.1.	Répartition des dépenses	63
4.2.	Calendrier d'exécution du Programme	64
4.3.	De la sensibilisation à la contractualisation	65
4.4.	Synergie programmes scolaires et EHA	67
5.	Durabilité des Programmes	68
5.1.	Compétences acquises dans la zone d'intervention	68
5.2.	Émergence de nouvelles demandes	68
5.3.	Monitoring du projet	69
5.4.	Choix des matériaux	69
6.	Conclusion	71
7.	Recommandations	73
 Rapport Boucan-Carré		 75
1.	Détails du programme de Boucan-Carré	76
1.1.	Organisation des Ressources Humaines du programme	76
1.2.	La sensibilisation à l'hygiène	76
1.3.	Les Latrines Familiales	76
1.4.	Les Aménagements Hydrauliques	77
1.5.	Volet Scolaire	77
2.	Pertinence du Programme	78
2.1.	Validité des Objectifs du programme	78
2.2.	Conformité avec la stratégie nationale	79
2.3.	Choix des outils et méthodes	82
3.	Efficacité du Programme	83
3.1.	Atteinte des Objectifs initiaux	83
3.2.	Qualité des Infrastructures	87
3.3.	Assimilation des bonnes pratiques d'hygiène	89
3.4.	Renforcement des capacités locales	93
4.	Efficienc	96
4.1.	Répartition du budget	96
4.2.	Calendrier d'exécution du Programme	97
4.3.	De la sensibilisation à la contractualisation	97
5.	Durabilité des Programmes	98
5.1.	Compétences acquises dans la zone d'intervention	98
5.2.	Émergence de nouvelles demandes	99
5.3.	Monitoring du projet	99
5.4.	Choix des matériaux	100
5.5.	Ancrage institutionnel du projet	101
6.	Conclusion	101
7.	Recommandations	103
 Annexes		 105



Synthèse

Rappel des Programmes

Nom des Projets	Programmes Eau Hygiène et Assainissement de Boucan-Carré et Juanaria
Localisation (s)	Sections communales de Boucan-Carré et Juanaria, Département du Centre, HAÏTI
Bénéficiaires et public-cible	Boucan-Carré: Sensibilisation pour 10 600 adultes et 4 500 enfants et infrastructures pour 4 000 familles et pour 25 établissements scolaires; Juanaria: Sensibilisation pour 2 000 adultes et 750 enfants et Infrastructures pour 750 familles et 5 établissements scolaires.
Contenu du projet	<p>Volet 1 : « Sensibilisation et Formation » : renforcement des connaissances et amélioration des pratiques liées à l'hygiène et à l'assainissement</p> <p>Volet 2 « Aménagements hydrauliques et sanitaires » : Amélioration durable de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les localités ciblées</p> <p>Volet 3 « Formation des élèves, maîtres et comités de parents aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement » : Sensibiliser le public cible, aménager des latrines collectives équipées de systèmes de lavages de main et améliorer l'accès à l'eau dans les écoles.</p> <p>Volet 4 « Pérennisation » : Permettre la viabilité des ouvrages, la diffusion des messages et l'ancrage des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement après le projet</p>
Durée du Projet	<p>SCCF: 12 mois initialement - 18 mois final; démarrage initial prévu au 01/12/2011, reporté au 01/12/2012. Fin au 30/06/2014</p> <p>AESN: 3 ans initialement - 4 ans final; démarrage au 01/01/2011. Fin au 30/12/2014.</p> <p>Boucan-Carré: interventions Inter-Aide de 2007 à 2016</p> <p>Juanaria: interventions Inter-Aide de 2012 à 2018</p>
Montant du Projet	<p>Budget Total: 653 350 € pour les deux zones (hors valorisation locale), dont 137 797 € sur Juanaria;</p> <p>AESN: 250 000 € et SCCF: 70 038 €</p>



Photo 1 :Boucan-Carré, zone de Petite Montagne

Contexte des Projets

Zones rurales enclavées

Il s'agit ici de programmes localisés dans des zones rurales montagneuses, pour lesquels l'accès en voiture n'est pas possible jusqu'aux bases de vie de l'organisation sauf sur une partie, environ 10 %, du programme de Boucan-Carré. Les moyens d'accéder aux communautés du programme sont donc la marche à pied.

Les temps de déplacement vers un centre urbain offrant une partie des facilités telles que banques, commerces et autres, sont en moyenne de 3 h. Depuis Juanaria, le centre urbain le plus proche est celui de Hinche, le chef-lieu du département, qui comprend aussi tous les bureaux locaux des administrations centrales. Depuis Boucan-Carré, il faut compter 1 h de moins pour la ville de Mirebalais.

Juanaria est divisée en deux zones: le Haut Juanaria, où le programme est actuellement actif, et le Bas Juanaria, plus près de Hinche, vers laquelle le programme prévoit de s'étendre. La base de vie est à Régalis.

Boucan-Carré est aussi divisé en deux zones: Petite Montagne, qui est la partie haute de la section, avec la base de vie située à Bouli, et le Bas Boucan-Carré, à la limite du bourg important de Chambo, où la base de vie est située à Sivol.

Quelques marchés, sans structures en dur, ont lieu sur chacun des deux secteurs, et représentent les lieux de rassemblement réguliers, une à deux fois par semaine. Des produits type savon/lessive y sont vendus, ainsi que la production alimentaire locale. Sur Juanaria, des produits chlorés, permettant de traiter l'eau de boisson, étaient en vente au démarrage du programme, à la différence de Boucan-Carré.

Les revenus sont en majorité issus des activités agricoles et/ou d'élevages ; ce ne sont donc pas des revenus réguliers, mais saisonniers.

Niveau d'éducation faible

Le niveau d'éducation est globalement faible, avec des bénéficiaires qui ne maîtrisent ni l'écriture ni la lecture pour nombre d'entre eux. Une école nationale existe depuis longtemps sur Régalis à Juanaria, tandis que la zone de Boucan-Carré dispose d'établissements moins «renommés», mais renforcés de 2007 à 2013 dans le cadre d'un programme Scolaire d'Inter-Aide.

Pertinence des Projets

Une bonne adéquation besoin et demande

Les programmes d'Inter-Aide démarrent leurs activités sur une section communale à la suite de courriers transmis par des leaders, et après plusieurs visites permettant d'affiner la démographie, l'étendue, et la nature de la demande. Un soin particulier est apporté pour vérifier que les demandes d'intervention reflètent un réel besoin ressenti par la population elle-même.

Au démarrage du programme, les activités du projet sont lancées dès la réception de courriers remis par les bénéficiaires d'une communauté. Ainsi, l'ensemble du processus de demande reste une initiative locale. Les bénéficiaires sont investis financièrement et humainement dans les différentes étapes du projet. La dynamique apportée est donc en grande partie liée à celle de la communauté; les communautés ne sont pas sélectionnées, mais une stratégie de déploiement est décidée et peut amener certaines communautés à être placées en attente.

Ces deux zones présentaient un taux d'accès à l'assainissement inférieur à 5%; les besoins étaient donc importants, avec le défi de renforcer les pratiques d'hygiène et de systématiser une technologie nouvelle : la latrine. Peu d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales interviennent sur ces questions, et sur la question des latrines, Inter-Aide reste le seul intervenant.

Les programmes répondent bien à un réel besoin, qui reste aussi une demande des bénéficiaires tout au long du projet. La démarche «attentiste» des usagers est dans ce cadre, évitée autant que possible, ce qui est très positif.

Des outils de sensibilisation adaptés, encore perfectibles

Les outils de sensibilisation employés par Inter-Aide sont issus de la méthode PHAST, mais présentent aussi un mixe des approches recommandées dans les méthodes ATPC. Ils prennent en compte le faible niveau général d'éducation, et l'analphabétisme des participants. Les modules de la méthode PHAST initiale ont également été revisités pour correspondre aux contraintes des activités agricoles des bénéficiaires. Ces outils sont censés s'améliorer en continue sur les programmes, et doivent aussi faire apparaître les échecs d'animation rencontrés, dans le but de faciliter la reprise en main de projets entre les personnels de l'organisation.

Concernant le volet scolaire, différentes stratégies ont été mises en place sur Boucan-Carré, visant à chaque fois une adaptation et un renforcement des outils. Certains n'étaient pas toujours accessibles, ou pas assez ludiques. Le format a donc été repris plusieurs fois. La concomitance actuelle des programmes Scolaires et EHA sur Juanaria doit permettre d'améliorer leur qualité, pour les rendre vraiment appropriés au public particulier que représentent les scolaires.

De manière générale, les supports de sensibilisation portent sur une sensibilisation centrée sur l'hygiène, alors que les motivations des bénéficiaires peuvent sortir de ce cadre, surtout chez les adultes et peuvent être la fierté ou le côté pratique de disposer d'une latrine couverte. Il est important de rester sensible à ces motivations, et de les



Photo 2 :Latrine et lave-main à Donte, Juanaria

valoriser.

Les outils élaborés rendent compte d'un souci d'adaptation et d'approche par essais, pour correspondre au mieux aux spécificités des différents publics rencontrés.

Ils peuvent continuer d'être améliorés, en mettant notamment en avant le côté «plus pratique» d'une latrine par rapport à l'extérieur. Les étapes d'accès aux toilettes sont inscrites dans un processus continu d'amélioration de l'ouvrage, et cette amélioration permanente, rendant l'usage des toilettes de plus en plus commode, doit pouvoir ressortir.

Un respect croissant de la stratégie nationale

Dans l'ensemble, la stratégie développée par Inter-Aide, notamment sur l'approche commune Assainissement / Eau Potable présente de nombreuses similitudes avec les mesures proposées dans la stratégie nationale.

La stratégie nationale en matière d'assainissement est récente, depuis 2013, et met l'accent sur une approche complète de la problématique, à savoir l'implication des autorités locales, la sensibilisation, et la création de filières autonomes financièrement. Les latrines doivent être à présent systématiquement liées à la construction d'une nouvelle maison, et la stratégie prône une approche zéro subvention, avec développement des circuits d'acheminement des matériaux et formation de personnels techniques en capacité de construction.

Dans le cadre des programmes Inter-Aide, l'approche est aussi globale, et participe à développer des filières de distribution et à former de la ressource humaine locale. Elle participe aussi au financement direct des matériaux, ce qui n'est pas une préconisation de la DINEPA. Le maintien de la subvention se limite à 50 % du coût total de l'ouvrage latrines et peut se justifier compte-tenu du contexte économique des zones touchées.

Le programme EHA a été démarré avant que la stratégie nationale ne se mette en place; il reste sur de nombreux points similaires aux directives de la DINEPA. Le virage amorcé par la stratégie est claire: sortir de l'assistanat dans la dynamique latrines familiale et encourager les différentes filières économiquement viables. Inter-Aide avait déjà entamé ce virage, en respectant sa charte, tout en évitant le



crucial passage de la subvention totale, auquel nombre d'Haïtiens sont habitués avec d'autres acteurs, au zéro subvention sans phase transitoire de développement du service appuyé au démarrage. Les choix adoptés semblent donc pertinents mais doivent progressivement intégrer les mutations en cours et renforcer la structuration de filières pour éviter, aux termes du programme, le passage brutal d'une situation de subvention partielle à zéro subvention.

Efficacité des Projets

Des résultats inégaux d'une zone à l'autre

Les objectifs de résultat fixés au démarrage des deux programmes ont été partiellement atteints.

	Juanaria	Boucan Carré
Volet 1 Sensibilisation	+ 100 %	49%
Volet 2 Infrastructures	+ 100% latrines ; 0% AEP	45% latrines; 40% AEP
Volet 3 Scolaires	0%	40%
Volet 4 Renforcement	+ 100% pour les artisans locaux	+ 100% pour les artisans locaux

Les résultats sont complètement atteints sur les volets 1 et une partie du 2 à Juanaria; les activités autour de l'AEP et des écoles ont démarré puisqu'elles sont dans une phase de repérage et élaboration de la stratégie commune aux programmes Scolaires d'Inter-Aide et au volet Scolaire des programmes EHA. Le calendrier envisagé, notamment sur le volet AEP était court : difficile en un an de prévoir des constructions.

Sur Boucan-Carré, toutes les activités ont été démarrées, mais les prévisions ont été moins bonnes que celles initialement attendues, définies par les résultats obtenus sur d'autres zones limitrophes en Haïti.

Les prévisions faites sur Juanaria sont ambitieuses, notamment sur des ouvrages hydrauliques pour lesquels la préparation de la communauté et la réalisation s'étalent sur plusieurs mois. Pour Boucan-Carré, les données recueillies sur cette zone indique que les rythmes de construction et de déploiement du programme évalués sur d'autres secteurs géographiques, n'ont pas été obtenus entre le démarrage et maintenant. Plusieurs raisons sont à invoquer, mais surtout le fait que la dynamique générale de la zone, ne permettaient peut-être pas non plus ces résultats.

Les ouvrages AEP sont dépendants des communautés, et le chiffre indicatif doit s'adapter au contexte.

Les messages clés de sensibilisation: de la parole aux actes

Trois messages-clés sont délivrés lors des phases de sensibilisation et concernent:

- * L'utilisation de la latrine
- * Le lavage de mains
- * Le traitement de l'eau de boisson

Les messages sont dans l'ensemble assimilés, c'est à dire que les déclarations des bénéficiaires interrogés, indiquent bien que le message a été acquis. C'est sur ce volet que le programme enregistre les meilleurs résultats, et les taux de participation exigés par Inter-Aide (+75%) ont dans l'ensemble été respectés.

L'évaluation du passage à l'acte s'étant basé principalement sur l'observation des pratiques, il a été difficile de valider ou d'invalider l'assimilation du message concernant le lavage de mains, puisque celui-ci nécessite des temps d'observation dans chaque habitation relativement long. Ce suivi, proposé sur les scolaires malheureusement en vacances au moment de l'évaluation, pourra être envisagé dans les activités de monitoring interne. Des systèmes de lavage de mains à proximité des toilettes ont cependant été observés sur certaines communautés visitées, et même si elles ne représentent pas une majorité, elles restent le signe d'une progression vers le changement d'habitude. Aussi, sur Boucan-Carré, la progression de la connaissance de la pratique a été importante (+19 points), là où le niveau de sensibilisation initial était plus bas qu'à Juanaria, avant intervention.

Le traitement de l'eau à domicile, évalué par la présence ou non de kits de traitement à domicile, est pratiqué à 19% à Juanaria et à 11% à Boucan-Carré sur les latrines visitées. A Juanaria, la vente de moyens de traitement existait déjà avant le démarrage du programme, et la progression par rapport aux enquêtes est de 1 point; à Boucan-Carré, cette progression est de 6 points. L'enjeu à présent sur cette zone est de mettre en place et de pérenniser des filières. Les difficultés à l'instauration de ce circuit restent la mise à disposition régulière et gratuite de kits de traitement, mais aussi l'ensemble des difficultés intrinsèques au lancement d'un «nouveau produit» sur le marché (compréhension de l'habitude des acheteurs - diffusion de l'information et promotion du produit - régularité de l'approvisionnement etc.).

L'utilisation de la latrine rencontre quant à lui un fort succès, c'est à dire que sur l'ensemble des latrines construites et visitées lors de l'évaluation, plus de 90% étaient en service. Concernant l'entretien de la latrine, les résultats diffèrent d'un secteur à l'autre: alors qu'à Juanaria seuls 12 % des ouvrages ont été estimés comme «dégradés», ce taux atteint 48% à Boucan-Carré. Cette dégradation ne représente pas un facteur bloquant concernant leur utilisation, mais signale des habitudes d'entretien qui ne sont pas encore bien maîtrisées.

Le travail sur les changements d'habitude étant une tâche de longue haleine; l'appropriation de la nouvelle technologie que représente la latrine, est donc une première étape majoritairement franchie par les communautés. L'appropriation des messages, comme expliqué plus haut, se concentre essentiellement sur l'hygiène, mais aussi la pression sociale, et des points de progression pourraient certainement être obtenus en valorisant aussi d'autres motivations. Il est important de pouvoir suivre sur le projet, les facteurs bloquant ou favorisant le changement d'habitude du bénéficiaire, qui doit alors être perçu comme un consommateur. Est-ce par exemple l'aspect purement pratique du lavage de mains qui ne facilite pas la systématisation de cette habitude, dans une habitation qui ne dispose pas de robinet ?

Qualité des infrastructures

Le choix des matériaux pour les latrines (tôle + ciment) apportent une plus-value certaine en termes de qualité de l'infrastructure. L'impact aussi sur la durabilité des ouvrages est indéniable et l'avantage de la dalle ronde bombée reste aussi sa réutilisation: lorsque la latrine est pleine, la dalle peut être déplacée facilement et posée sur un deuxième trou, s'affranchissant de la contrainte de vidange qui existe pour la majorité des ouvrages.



Photo 3 : Réservoir AEP Larat, Boucan-Carré- Sivol

Sur les ouvrages hydrauliques, le choix a été fait de travailler avec du PEHD, recommandé par la DINEPA, et disponible à Port-au-Prince. Sa disponibilité sur le marché croît chaque année, et ses avantages en terme de durabilité et de facilité de pose en font à présent un matériau incontournable de l'AEP en Haïti. Les petits réseaux sont ensuite équipés d'ouvrage mixant stockage et distribution, et sont dans l'ensemble bien réalisés, avec un effort de finition sur certains d'entre eux. D'autres ouvrages démarrés sur la première phase de Boucan-Carré en 2007-2009 ont été repris et achevés, ou sont en cours d'achèvement, en 2014. Certains passages difficiles n'avaient jamais été achevés et finis proprement, et le savoir-faire des actuels RP a permis de les reprendre.

Les ouvrages réalisés sont dans l'ensemble de bonnes qualités, avec le choix d'employer des matériaux robustes. Certains ouvrages hydrauliques démarrés et mis en service entre 2007 et 2009 sont encore repris en 2014; ils ne sont pas un indicateur de mauvaise qualité des ouvrages, mais davantage d'un problème de renforcement de capacité ou de capitalisation sur certaines tâches techniques

spécifiques auprès des responsables de programme. A souligner aussi que le contexte social dans lequel ont été réalisés ces ouvrages, a rendu difficile l'exécution des activités de reprise des ouvrages.

Une équipe locale renforcée

Compte-tenu de l'isolement des zones de travail, le recrutement des équipes locales se concentre sur du personnel issu directement des zones d'intervention. Les niveaux d'éducation des équipes diffèrent sur les deux secteurs, et dans l'ensemble, ceux de Juanaria disposent d'un bagage initial plus élevé qu'à Boucan-Carré. Une formation et un suivi poussé à l'arrivée de nouvelles ressources humaines sont consommateurs de temps pour les responsables de programme, mais n'ont pas été négligées. Les animateurs et responsables sont renforcés en permanence, progressant ainsi dans leurs responsabilités vis-à-vis du programme, et une dynamique d'échange est mise en place entre eux lors des réunions d'équipe.

En ce qui concerne les échanges entre programmes d'Inter-Aide sur une même zone, ou les échanges entre responsables d'un même programme sur différentes zones géographiques souvent limitrophes, ceux-ci existent, mais ne sont pas réguliers. Sur l'historique du programme de Boucan-Carré, on remarquera d'ailleurs qu'ils n'ont pas toujours été effectifs. Les compétences du personnel d'Inter-Aide sont diverses, ce qui représente un atout non négligeable de l'organisation, puisqu'une compréhension plus globale des enjeux des zones peut être apportée par les acquis et spécialités de chacun. Il y a donc un avantage évident à favoriser des temps de travail commun, voir de prévoir des formations internes aux RP, de la même façon que les animateurs s'échangent des outils d'animation lors des réunions de programme.

L'équipe locale est bien renforcée, et régulièrement suivie; les différents membres gagnent peu à peu en autonomie, et les échanges entre eux permettent de valoriser les apports et expériences de chacun, mais aussi de trouver des solutions locales aux difficultés rencontrées sur le terrain. Les programmes doivent toutefois être composés avec des niveaux initiaux différents, et peuvent faire face à des difficultés de recrutement. Le renforcement de cette équipe reste donc l'un des enjeux auxquels les RP se confrontent sur le terrain. Cette dynamique d'échanges installée souvent à l'initiative des RP ou des éléments moteurs de l'équipe devrait pouvoir être systématique au niveau des RP eux-mêmes.

Effizienz des Projets

Un projet Soft

Les projets présentés comportent une très grande part de «soft», c'est à dire que les investissements «en dur» sont plus limités au niveau budget. Cette répartition correspond donc bien à un programme axé sur une approche en premier lieu sur l'hygiène et l'assainissement.

Cette optimisation du «soft» s'explique aussi par l'optimisation faite sur les infrastructures dont une part importante d'investissement, la moitié, est assumée par les communautés.

Les deux programmes sont dans l'ensemble plutôt efficaces et les coûts des

infrastructures AEP par bénéficiaires peuvent être 2 à 4 fois moins élevés qu'en ayant recours à une entreprise locale privée. Ce sont sur ces activités AEP que les RP présentent une vraie plus-value.

Calendrier du programme

Les décalages observés dans le calendrier d'exécution sont souvent dus à des difficultés de recrutement des RP sur ces zones. Cela a entraîné un retard important au démarrage de Juanaria, et la passation entre les deux RP 2011-2012 n'a pas eu lieu, affaiblissant la dynamique du programme qu'il a alors fallu relancer. Les retards estimés sont de 6 mois à 1 an et demi.

Les programmes d'Inter-Aide pouvant durer sur 7 ans, il y a un turn-over sur les ressources humaines mobilisées sur le terrain. Les difficultés de recrutement peuvent avoir un impact sur ces périodes de transition, au cours desquels le RP peut avoir l'impression de relancer à nouveau le programme comme au démarrage. Malgré ces difficultés, Inter-Aide parvient à rester cohérent sur son approche tout au long du programme, et à poursuivre l'atteinte de ses objectifs.

De la sensibilisation à la contractualisation

Sur les différents volets mis en oeuvre par le programme Inter-Aide, les groupes de bénéficiaires avancent d'une étape à l'autre. L'ensemble est optimisé quand un maximum de personnes présentes à l'étape précédente, s'engage sur la suivante. Les écarts entre programme varient sur ce point, puisqu'à Juanaria, d'importantes campagnes de sensibilisation ont été déployées alors que les contrats latrine ont démarré plus lentement principalement par choix de l'équipe et non des bénéficiaires. Ce décalage est actuellement de 50 %, c'est à dire que la moitié des personnes sensibilisées se sont engagés sur un contrat. Avec un délai trop long entre ces étapes, les bénéficiaires perdent des acquis ou peuvent se démotiver, c'est pourquoi cet écart cherche à être réduit depuis Mars 2014.

Sur Boucan-Carré, l'écart entre étapes est moins creusé et environ 70% des personnes sensibilisées ont construit une latrine.

Le programme pour être efficace, mais aussi optimum, doit s'assurer qu'il y ait le moins de personnes qui se «désengagent» des étapes du programme au fur et à mesure de la progression. Un écart comme celui de Juanaria doit pouvoir être rattrapé dans le courant de l'année à venir, pour éviter de creuser encore l'écart sans le combler par la suite. L'équipe sur place cherche déjà à améliorer cet aspect.

Coordination entre programmes

Inter-Aide intervient sur des programmes Scolaires et de EHA. Sur Juanaria, ces programmes se déroulent en même temps, alors qu'ils ont été décalés sur Boucan-Carré. Pour renforcer l'efficacité du volet scolaires du programme EHA, il y a un intérêt évident à mutualiser les actions avec le programme Scolaire.

Cette coordination devrait aussi contribuer à élaborer des outils de formation particulièrement adaptés aux scolaires. Le calendrier, dans ce cas, est adéquat. Sur Boucan-Carré, les calendriers des programmes ont été décalés et n'ont pas pu bénéficier d'une

coordination efficace.

Les apports de cette coordination en terme d'échange de compétences, mais aussi d'organisation et planification du projet sont importants. Ce travail commun devrait pouvoir aussi bénéficier aux autres programmes en cours sur d'autres secteurs, et même sur Boucan-Carré. Le suivi de ce travail collaboratif qui démarre doit être encadré pour s'assurer que cet échange est optimisé, voir capitalisé.

Durabilité des Projets

Recours au marché strictement local

Les différents matériaux utilisés sur ces programmes sont toujours achetés sur le territoire national, et au maximum dans les centres urbains les plus proches des zones d'intervention. Il n'y a donc pas recours à des matériaux que ne pourrait se procurer la population, la capitale Port-au-Prince incluse. Cet aspect est très important, car au-delà des impacts bénéfiques sur l'économie locale, il permet aussi de mettre en place des infrastructures reproductibles. Ce positionnement est un très bon indicateur de durabilité du programme, et rentre dans une logique d'impulsion et d'appui aux communautés. Puisque des latrines seront à construire en permanence, à chaque fois que de nouvelles habitations verront le jour, les facilités d'accès mis en place durant le programme doivent perdurer.

En fonction des deux zones et des produits, le marché local est développé, voir initié en rendant ainsi plus proche la disponibilité de certains matériaux. L'enjeu important pour ces nouveaux circuits est de se pérenniser, en intégrant une démarche «marketing». Cette approche est initiée à Boucan-carré à travers à travers l'appui apporté à des commerçantes de la zone afin qu'elles essayent de développer une offre sur le marché local, et à Juanaria pour maintenir le dépôt actuel de matériaux.

Nombreux éléments du projet sont de bons indicateurs de durabilité, et l'argent destiné aux infrastructures est injecté directement dans l'économie locale. Les maçons sont formés et les compétences restent souvent disponibles sur les deux zones.

Le recours au marché strictement local est complètement tenu, et même développé par la formation d'ouvriers spécialisés qui permettent d'entretenir et développer cet aspect. L'effort à mener pour s'assurer d'une pérennité de l'activité au-delà du programme, consiste notamment en la viabilité financière des circuits mis en place. Cette attention à apporter, souvent assimilée au «sani-market», doit prendre en compte les déséquilibres temporaires induit par les subventions partielles des ouvrages par le programme.

Émergence de nouvelles demandes et adaptation

Le programme prévoyait d'appuyer les demandes des communautés pour les latrines familiales, les ouvrages hydrauliques et les latrines scolaires. Cependant de nouvelles demandes ont émergé sur les deux secteurs pour la mise en place de latrines publiques, à des endroits très fréquentés. C'est exactement le type de démarche des

communautés attendu, qui peut s'enclencher suite aux sensibilisations et à une prise en compte du problème de la défécation à l'air libre plus abouti.

Ces demandes présentent aussi l'avantage d'amener les communautés à réfléchir à un mode de gestion pérenne de l'infrastructure et de son entretien. Des solutions différentes et adaptées aux communautés ont été proposées sur les deux secteurs et il faudra donc suivre la pertinence des choix retenus.

Certaines communautés ont manifesté un intérêt pour d'autres ouvrages qui rentraient dans la démarche du projet. Le choix a donc été de s'adapter et d'organiser une gestion adaptée, ce qui est très positif.

Un bon monitoring du projet

Le suivi et la gestion du projet sur le terrain est complexe : plusieurs activités à gérer, sur des zones géographiques dont les contours sont régulièrement redessinés et où la démographie évolue régulièrement. A cela s'ajoute la démarche de caution auprès des bénéficiaires qui exige du temps de suivi et de gestion non négligeable.

Le suivi administratif du projet est performant sur ces phases d'enquêtes, sensibilisation et construction. Un suivi auprès des communautés après la fin de leur contrat est effectué par les animateurs pour faciliter d'une part la rectification de mauvaises habitudes d'utilisation, et pour suivre les communautés où l'ensemble des latrines n'auraient pas été achevées à la fin du contrat.

Un suivi à + 6 mois après la réalisation a été entamé à Juanaria, et a parfois été mis en place à Boucan-Carré. Ce suivi n'est pas encore systématique, mais est mené ponctuellement, notamment lorsque les activités du projet le permettent. Toutes ces données alimentent la Base de Données du projet qui permet sur un fichier, de retracer les réalisations et progressions du projet. Actuellement, cette base de données n'est pas uniformisée entre programmes.

Également, les programmes ont mis en place depuis 2012 une base de données géo-référencées des activités faites sur le terrain. Cet outil, même s'il n'est pas directement utile à l'équipe d'animateurs sur le terrain, facilite la transmission et l'appropriation des données terrain entre RP, et aussi, en vue de transmettre ces informations aux acteurs étatiques. Cet outil, mis en place sur Boucan-Carré a été conservé et utilisé dès le démarrage du programme à Juanaria.

Le monitoring du projet doit intégrer de nombreux paramètres et exigent donc un suivi rigoureux et régulier d'entrées des données. L'outil principal de base de données pourrait s'harmoniser entre programmes, dans le but premier de faciliter la transmission des informations aux acteurs de l'eau, et faciliter le suivi entre programmes. La base SIG mise en place est une très bonne initiative du programme, et permet de rapidement s'approprier le terrain, et la répartition des activités du projet.

Ancrage institutionnel à renforcer

L'ancrage institutionnel des projets, y compris dans des zones enclavées comme celles où Inter-Aide intervient, contribue à garantir la durabilité des ouvrages, filières et structures de gestion mises en place durant le projet. Des comités ont notamment été structurés par le programme et ont en charge la gestion des réseaux. Même si les ouvrages

d'aménagements hydrauliques sortent le plus souvent du cadre de suivi de l'OREPA, puisqu'ils comportent moins de deux points de distribution, certains seront transférés et pourront entrer dans le suivi de l'OREPA. L'approche aurait du intégrer les autorités compétentes plus en amont de la réalisation.

Concernant les autres ouvrages, et l'ensemble de la démarche, sa reconnaissance au niveau des autorités centrales devraient être davantage appuyées, pour intégrer les suggestions et attentes du secteur. La stratégie du secteur étant en train de se mettre en place, les retours terrain et échanges avec les partenaires institutionnels sont cruciaux pour s'assurer régulièrement des dernières mises à jour et résultats d'autres démarches dans le secteur, en-dehors de celles présentées dans la plate-forme d'ONGs auxquels Inter-Aide est rattaché en Haïti.

Au niveau local, le choix est fait de se référer davantage auprès de leaders naturels dans la communauté, et l'implication des CASEC peut rester limitée à leur lieu de résidence. Même s'ils ne représentent pas toujours des leaders dans la zone, le programme doit s'assurer de leur sollicitation, ce qui reste le cas lorsque ceux-ci sont facilement accessibles.

L'ancrage institutionnel du projet est un point faible du projet noté durant l'évaluation et pouvant impacter sur sa durabilité. Celui-ci devrait être davantage renforcé, même s'il se confronte à des difficultés de terrain inhérentes à la mobilisation d'organismes étatiques dans le contexte rural haïtien. Des efforts de communication peuvent être fournis pour anticiper au maximum les transferts de suivi sur les zones des programmes. Cette démarche rentre dans une logique d'évolution des activités, mais aussi de renforcement des acteurs du secteur et d'amélioration de la stratégie.

Bilan:

Sur Juanaria : + +

Le programme de Juanaria a démarré il y a un an et demi, et est donc récent. Les premiers résultats obtenus sont encourageants, et le contexte social semble favorable à un déploiement rapide du projet. Le contexte sanitaire est lui aussi plus favorable avec une population déjà sensibilisée. La dynamique installée sur le terrain doit donc être maintenue. Les réalisations d'aménagements hydrauliques devraient rapidement commencer. Le volet scolaire se coordonne avec le programme Scolaire également développé par Inter-Aide sur le secteur, et la synergie mise en place devrait permettre de produire des outils et stratégies pertinents, et d'optimiser cette activité.

Les activités marketing sont en voie d'initiation et devront être encouragées davantage. Dans cette logique, le programme sera certainement amené à évoluer sur la pertinence de la caution et de son montant, notamment dans les zones où une demande spontanée pourrait être émise, ou bien que les niveaux des habitations ne justifieront pas d'un appui financier. Ces zones tampon pourraient permettre de progresser vers la démarche «zéro subvention», mais nécessiteraient tout de même une démarche de sensibilisation, et de renforcement des filières d'approvisionnement et de construction.

Une bénéficiaire à Pototou : « *Les latrines, tout le monde en fait, moi aussi* »



Sur Boucan-Carré : +

Le programme de Boucan-Carré tel que défini actuellement¹, a été initié en 2009, et complètement mise en oeuvre en 2011. Sur les trois ans du programme, le rythme de construction a été sensiblement le même, avec un nombre de réalisation annuel plus bas que ceux expérimentés dans d'autres zones limitrophes de Boucan-Carré. Les deux secteurs de Boucan-Carré sont différents et peut-être aussi plus enclavés que ceux de Juanaria, avec un accès plus limité à un centre urbain équivalent à celui du Chef-Lieu. Les niveaux de sensibilisation initiaux sont peut-être aussi plus bas, bien que des programmes interviennent sur ces secteurs, ce qui rend d'autant plus difficile la pénétration du projet. Le programme n'a pas non plus bénéficié des dynamiques initiées par le programme scolaires dont les activités terrain ont été achevés en 2012. Mais dans l'ensemble, la technologie latrine s'est déployée sur les différentes communautés du programme et constitue une première étape très encourageante dans le changement d'habitude en terme d'hygiène. Les infrastructures AEP construites et les gestions proposées ont besoin d'être encore renforcées, mais sont globalement en capacité d'intervenir sur l'entretien du réseau et des ouvrages.

Recommandations et Améliorations

Renforcement de l'ancrage institutionnel

Cela apparaît comme le premier point à améliorer sur ces programmes. Le travail avec les autorités compétentes n'est pas toujours fluide, mais les canaux de communication sont à multiplier.

Les échanges doivent participer au retour terrain sur la stratégie, mais aussi contribuer à améliorer la démarche et l'appuyer dans le déploiement de ses activités. La démarche de régulation du secteur est récente en Haïti et c'est aussi le rôle des projets de la renforcer, et de la légitimer.

Amélioration de la coordination interne

La coordination et échanges entre programmes EHA et autres devrait être rendue plus systématique en interne. Il y a sans nul doute un effort de capitalisation et d'échanges de compétences qui a été initié, mais celui-ci peut être davantage encadré, pour s'assurer qu'il a bien lieu.

Cet effort de coordination peut aussi permettre d'aboutir à des outils de suivi plus homogènes, permettant de communiquer plus facilement auprès des partenaires et intervenants du secteur. Cela servira aussi sans nul doute la continuité dans les programmes, enrichie des acquis terrain, mais ne devra pas freiner les prises d'initiatives des RP sur le terrain qui restent autonomes.

Sûrement aussi, ces transferts de compétences en interne amélioreront l'efficacité des programmes déployés.

¹ En démarrant par les sensibilisations avant de poursuivre par l'appui aux latrines familiales et - en fonction de la couverture assainissement - finir par des captages de sources.

Développer les outils «Sani-Market»

Cette approche est l'approche de plus en plus déployée sur les projets d'assainissement. En-dehors de son aspect «tendance», elle reste intéressante car s'appuie non plus sur une démarche bénéficiaire, mais usagers et intègre des outils qui permettent d'élaborer une stratégie plus pérenne, car adaptée aux demandes ou démarche achat des usagers. Le projet actuellement travaille sur ces aspects en essayant de pérenniser ou développer certains marchés de fournitures (chlore à Boucan-Carré; sièges de latrines sur les deux zones), mais aussi à travers le développement de compétences disponibles et commercialisables.

Comprendre le comportement d'un acheteur potentiel prend du temps, et rendre le produit visible également. Le projet doit donc au maximum chercher à développer cet aspect, et se heurter aussi à des échecs ou révision de stratégie de marketing. Cette approche ne représente pas une solution à elle toute seule, mais le déroulé du programme EHA d'Inter-Aide paraît propice pour développer davantage de mécanismes qui doivent permettre à terme que les nouvelles habitations entrent aussi dans une démarche achat, de la même façon que ceux qui disposaient déjà d'une latrine avant le programme, avaient fait.



Présentation des programmes E.H.A.



Les programmes d'Inter-Aide en Haïti sont en général des programmes d'interventions longues (de cinq à dix années), qui s'engagent sur des objectifs, avec une approche communautaire, et pour lesquels les différents financements de projet permettent de continuer sur ces mêmes objectifs et avec la même approche. Cela permet d'ailleurs à Inter-Aide de progresser sur les objectifs de son programme sans marquer de ruptures dans ses actions associées aux financements, ce qui représente un avantage sur lequel l'évaluation reviendra.

Le présent document évalue ces programmes à travers les projets obtenus dans le cadre de deux financements, étalés sur des durées de un an à trois ans. L'activité du programme se poursuit au-delà des financements présentement évalués. C'est en gardant à l'esprit cette continuité de programme au-delà du financement évalué, que la Consultante s'est positionné pour apprécier le contenu des activités proposées par Inter-Aide.

1. Philosophie de l'approche EHA

Les principes de base des programmes Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) d'Inter-Aide ont été réorientés depuis 2009 de la façon suivante :

- * Volet éducation à l'hygiène comme une 1ère étape
- * Volet construction de latrines familiales en suivant; puis aménagements hydrauliques avec un minimum de taux de couverture de 80% de latrines familiales dans la communauté aménagée;
- * Volet construction de latrines scolaires en parallèle des précédents volets;
- * Volet renforcement de capacités auprès des communautés.

Volet 1 : « Sensibilisation et Formation » : renforcement des connaissances et amélioration des pratiques liées à l'hygiène et à l'assainissement

- 1.1- Renforcer et élargir les capacités d'animation de l'équipe locale
- 1.2- Établir le profil sanitaire des communautés ciblées
- 1.3. Former les familles à l'hygiène et à la gestion de l'eau potable
- 1.4- Accompagner et évaluer l'acquisition des connaissances et l'évolution des pratiques

Volet 2 « Aménagements hydrauliques et sanitaires » : Amélioration durable de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les localités ciblées

- 2.1- Étudier la faisabilité des ouvrages demandés, et signer des contrats de co-réalisation
- 2.2- Réaliser des points d'eau protégée avec la participation de la communauté.
- 2.3- Réaliser des latrines, équipées d'un système de lavage de main.
- 2.4- Réaliser un contrôle technique, réception et inauguration des ouvrages.

Volet 3 « Formation des élèves, maîtres et comités de parents aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement » : Sensibiliser le public cible, aménager des latrines collectives équipées de systèmes de lavages de main et améliorer l'accès à l'eau dans les écoles.

- 3.2- Former les maîtres et les comités de parents aux bonnes pratiques.
- 3.3- Organiser des ateliers de sensibilisation pour l'ensemble des élèves.
- 3.4- Aménager des latrines collectives équipées de systèmes de lavage de mains.
- 3.5- Favoriser l'accès à l'eau potable.
- 3.6- Appuyer les équipes-écoles dans la mise en place de systèmes d'entretien.
- 3.7- Accompagner et suivre les changements de comportement.

Volet 4 « Pérennisation » : Permettre la viabilité des ouvrages, la diffusion des messages et l'ancrage des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement après le projet

- 4.1- Former les comités d'usagers sur la gestion et l'entretien des points d'eau protégés.
- 4.2- Former des artisans pour la construction et les réparations des aménagements
- 4.3- Structurer et former les leaders, élus et comités locaux sur les bonnes pratiques

L'ensemble de ces activités est basé sur une forte participation communautaire au moment de la réalisation des infrastructures. La subvention apportée par Inter-Aide se situe aux niveaux suivants :

- * Formation et Renforcement des capacités locales sur l'animation ;
- * Formation et Renforcement de capacités locales sur la construction d'infrastructures type latrine et aménagements hydrauliques (*bòs/ A.T.*) ;
- * Mise à disposition de compétences internationales pour l'encadrement/suivi/ designs techniques ;
- * Suivi et/ou mise à disposition des matériaux de construction de base à proximité des zones, ne comprenant pas le transport jusqu'à l'habitation ou la zone de captage ;
- * Subvention des matériaux de construction tels que ciment/tôles, mais aussi robinetterie/vannes etc.
- * Subvention de la main d'œuvre technique formée auprès des bénéficiaires ;

L'ensemble des autres tâches de construction et de transport des matériaux sur site est affecté aux bénéficiaires, et représente une part importante du travail.

2. Calendrier des programmes

2.1. Calendrier des activités Inter-Aide

Les programmes EHA ont suivi les calendriers indiqués dans le tableau ci-après. Pour



les financements concernés par l'évaluation, il s'agit de prendre la période à partir de 2011.

A noter qu'au démarrage de l'intervention d'Inter-Aide à Boucan-Carré, le programme lancé était très peu axé sur les aspects Hygiène et Assainissement, et se concentrait sur le domaine de l'Eau Potable. Cette réorientation a été le résultat d'une réflexion en interne à Inter-Aide, suite aux capitalisations faites sur d'autres pays, et dans un souci de correspondre au mieux aux besoins des populations.

	Boucan-Carré	Juanaria
2007	Démarrage du Programme Hydro - 1er RP	
2009	Réorientation du Programme Hydro en EHA avec mobilisation sur latrines et hygiène	
2010	Changement de RP - 2ème RP	
2011	Départ 2ème RP en novembre avec 3 mois sans RP sur le terrain	
2012	Arrivée 3ème RP en février/mars	Recrutement du RP à la fin de l'année
2013	Poursuite du programme avec le 3ème RP	Démarrage du Programme EHA effectif en avril après construction du logement RP de janvier à mars
2014	Changement de RP - 4ème RP avec passation de 3 semaines sur le terrain	Changement de RP avec 2 mois sans RP sur le terrain

2.2. Calendrier des financements évalués

	A.E.S.N	S.C.C.F.
2011	Démarrage du projet	
2012		Avenant report démarrage du projet
2013	Décembre: fin prévisionnelle du projet; Avenant report durée 1 an.	Janvier: Lancement terrain du projet Avenant report fin du projet
2014	Décembre: fin prévue du projet	Janvier: fin prévisionnelle du projet Juin: report fin prévue du projet

3. Budget des Programmes

	Budget Total	AESN	SCCF
Juanaria	137 797 €	67 759 €	70 038 €
Boucan-Carré	515 553 €	182 241 €	-

4. Objectifs des Projets AESN et SCCF

Volet 1 : « Sensibilisation et Formation »	
10 600 adultes 1 206 ateliers PHAST	2 000 adultes 224 ateliers PHAST

Volet 2 « Aménagements hydrauliques et sanitaires »	
4 000 latrines familiales 25 ouvrages hydrauliques	1 000 latrines familiales révisées à 750 2 ouvrages hydrauliques
Volet 3 « Formation des élèves, maîtres et comités de parents aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement »	
25 blocs sanitaires 125 maîtres formés	5 blocs sanitaires 25 maîtres formés
Volet 4 « Pérennisation »	
25 comités Eau formés 9 bôs maçon	5 comités Eau formés 9 bôs maçon

5. Localisation des programmes

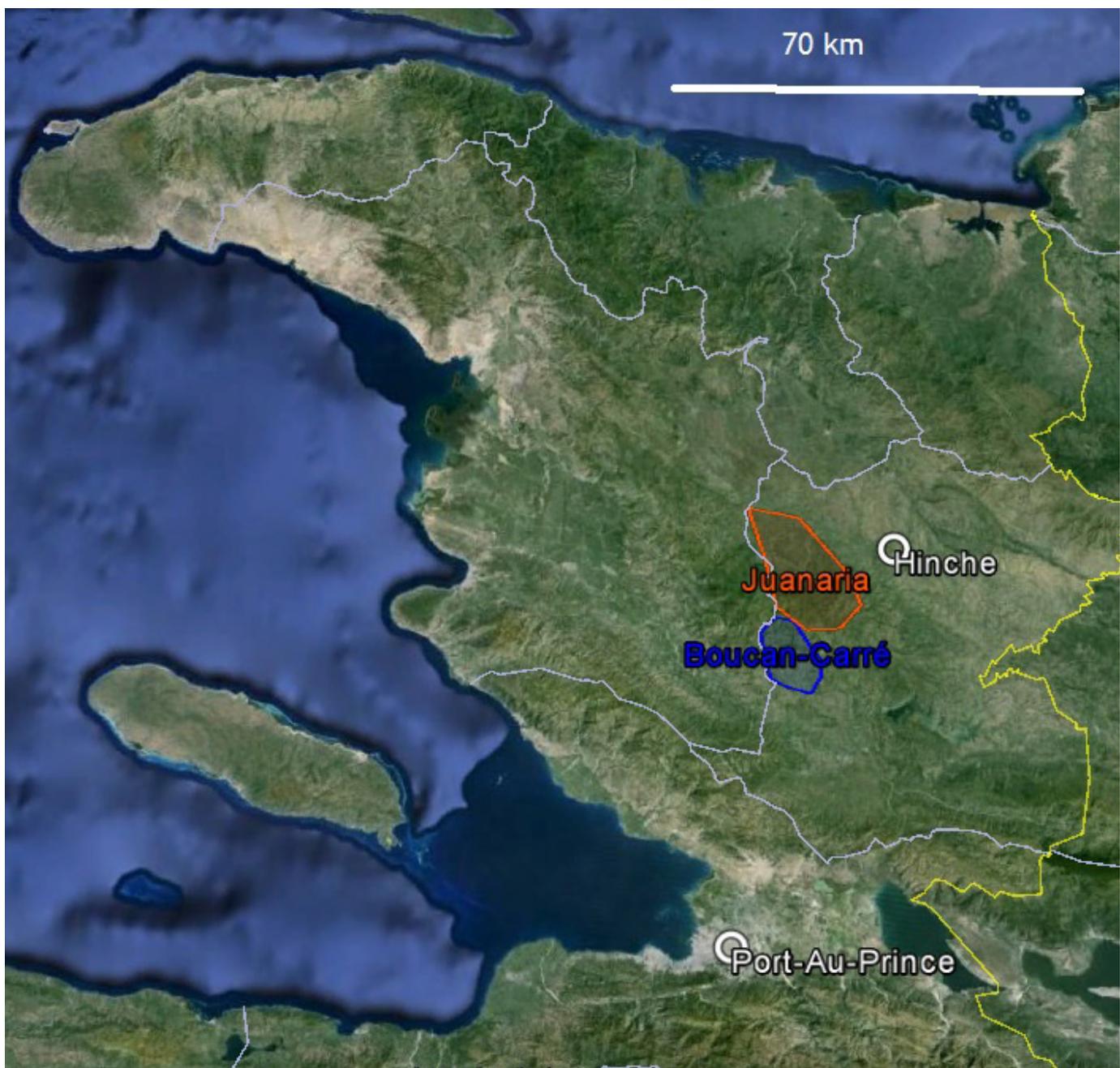


Photo 4 : Localisation des deux zones des programmes: Juanaria et Boucan-Carré





Méthodologie

Il s'agit ici de réaliser une évaluation de programmes entamés sur deux zones distinctes, et financés par deux bailleurs de fonds différents.

1. Division de l'évaluation par zones

L'évaluation distingue les deux zones d'intervention. La division de l'évaluation selon les bailleurs ne semble pas pertinente, car ces financements viennent alimenter un même programme, sur une zone géographique donnée, celle de Juanaria.

En effet, le financement AESN a été mobilisé sur Boucan-Carré ET Juanaria, quand le financement de SCCF n'a porté que sur Juanaria.

L'historique, mais aussi le terrain que couvrent ces deux programmes, présentent de telles différences, qu'il semble opportun de les aborder séparément.

2. Les critères d'évaluation

2.1. Les critères standardisés CAD, OCDE

L'évaluation a pour but de rendre compte de la mise en œuvre des programmes, à un moment donné de la vie de ce programme, selon différents critères qu'il convient de préciser. L'OCDE a convenu de certains critères qui permettent de standardiser les évaluations des actions humanitaires, précisés dans le tableau suivant, dont le contenu est extrait d'un document officiel¹ :

Critères	Ce pour quoi c'est fait	Les questions à se poser
Pertinence	Mesure dans laquelle les activités d'aide correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, partenaires ou donateurs.	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les objectifs du programme sont-ils toujours valides ? • Les activités menées dans le cadre du programme et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et la concrétisation des objectifs fixés ? • Les activités menées dans le cadre du programme et les résultats observés sont-ils compatibles avec l'impact et les effets escomptés ?
Efficacité	Mesure du degré de réalisation des objectifs de l'activité d'aide.	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ou sont susceptibles de l'être ? • Quels ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?
Efficiences	L'efficience mesure les résultats obtenus par rapport aux moyens mis en œuvre. Il s'agit d'un terme économique utilisé pour indiquer dans quelle mesure une activité d'aide utilise les ressources les moins coûteuses possible pour produire les résultats escomptés.	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités étaient-elles efficaces par rapport à leur coût ? • Les objectifs ont-ils été atteints dans les délais prévus ? • Le programme/projet a-t-il été mis en œuvre dans les meilleures conditions d'efficience au vu des autres possibilités existantes ?

¹ <http://www.oecd.org/fr/cad/evaluation/49898837.pdf>

Critères	Ce pour quoi c'est fait	Les questions à se poser
Impact	Il s'agit des effets positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non, induits par l' intervention. L'examen doit prendre en considération les résultats souhaités et les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes.	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les conséquences du programme/projet et comment s'expliquent-elles ? • Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ? • Dans quelle mesure les bienfaits résultant d'un programme/projet perdurent-ils après le retrait des bailleurs de fond ?
Viabilité	La viabilité permet de mesurer si les bienfaits d'une activité de développement ont des chances de perdurer une fois que le donneur aura achevé de la financer.	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les bienfaits résultant d'un programme/projet perdurent-ils après le retrait des bailleurs de fond ? • Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité d'un programme/projet ?

Le choix de ces critères a été une proposition de la Consultante, soumise à Inter-Aide en amont de la réunion de cadrage du 28 Juillet 2014. Impact et Viabilité ont été regroupés sous un même critère commun : Durabilité. Le recours à ces critères permet, d'une part, de faciliter la comparaison entre différents projets financés par un même bailleur ou mis en œuvre par une même organisation, et d'autre part, permet de mesurer plus précisément les voies d'amélioration et recommandations à faire sur les programmes évalués.

2.2. Les critères retenus pour l'évaluation

Cri-tères	Détails	Objectifs selon TDR	Techniques asso-ciées
Pertinence	Est-ce que le programme répond à des besoins ?	QE 1.1 : le mode d'intervention proposé et les activités pour l'amélioration durable de l'accès à l'assainissement et à l'eau potable ont-ils permis de répondre aux besoins des populations en tenant compte des contextes des 2 zones ?	Bibliographie (Rapports bailleurs IA ; Résultats Enquête IA ;
	Est-ce que le programme est conforme à la stratégie nationale ?	QE 1.3 : Les projets sont-ils en conformité avec la réglementation nationale ou locale ? S'intègrent-ils dans une démarche nationale ou dans un schéma local ?	Directive Cadre sur l'Eau) Rencontres URD/ DINEPA
	Est-ce que les outils choisis sont appropriés au contexte ?	QE 1.2 : le mode d'intervention proposé et les activités pour le renforcement des connaissances et l'amélioration des pratiques liées à l'hygiène étaient-elles adaptées aux besoins en tenant compte des contextes des 2 zones ?	Visites Terrain ; Interview (s) anciens RP et actuels RP

Cri-tères	Détails	Objectifs selon TDR	Techniques asso-ciées
Efficacité	Objectifs initiaux de réalisation d'infra-structures / Objectifs finaux	QE 2.1 : Les enjeux et les objectifs des actions ont-ils été suffisamment compris et assimilés par les équipes de projet haïtiennes ?	Visites terrain, questionnaire basé sur l'observation
	Est-ce que les ou-vrages réalisés sont de bonne qualité ?	QE 2.3 : Au regard de la qualité et du nombre des équipements (latrines familiales, latrines scolaires, aménagements hydrauliques), de leur utilisation effective, du nombre de bénéficiaires, et de l'évolution du taux de couverture, ces réalisations ont-elles été des réponses efficaces pour améliorer durablement l'état de santé des populations ?	Bibliographie (Rapports bailleurs IA)
	Est-ce que les mes-sages clés de sensi-bilisation sont assim-ilés ?	QE 2.2 : Les équipes du projet ont-elles été aptes à sensibiliser les fa-milles pour prévenir les maladies liées au péril fécal, sur la base des connais-sances et des pratiques des bénéfi-ciaires des 3 messages clés : lavage des mains avec du savon, utilisation d'une latrine et traitement de l'eau de boisson ?	Interview (s) avec les animateurs du projet et les comi-tés de gestion Eau
		QE 3.1 : Les activités de sensibilisation et d'appui pour l'amélioration des conditions sanitaires des bénéficiaires sont-elles suffisamment ancrées pour permettre de lutter efficacement et durablement contre les maladies diarrhéiques, dont le choléra, dans les zones d'intervention ?	Interview (s) an-ciens RP et actuels RP
	Est-ce que le renfor-cement de capacités est efficace ?	QE 3.2 : Les formations reçues par les différents comités, les maîtres d'écoles et les artisans sont-elles effectivement mises en oeuvre pour permettre une certaine viabilité des équipements et des aménagements ?	Documents de sensi-bilisation dispo-nibles sur le terrain (PHAST)

Cri-tères	Détails	Objectifs selon TDR	Techniques asso-ciées
Efficience	Quelle est la réparti-tion des dépenses du projet ?		Suivi financier des deux projets
	Est- ce que les diffé-rentes activités ont été optimisées ?		Interview (s) RP et BDD RP
	Quel a été le calen-drier de réalisation du programme, par rapport à ce qui était prévu ?		Bibliographie et Interviews Siège
	Quelle est la synergie existante entre pro-grammes Inter-Aide ?		Interview (s)
Durabilité	Quels sont les im-pacts sur la zone ?	QE 1.2 : La démarche d'intervention a-t-elle été flexible pour s'adapter à des modifications du contexte ?	Visites Terrain
	Est-ce que le choix des matériaux est satisfaisant ?	QE 2.4 : Les leaders, les maîtres d'école, les comités et les artisans locaux sont-ils en mesure d'assurer la diffusion des messages et l'ancrage des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ?	Visites terrain des infrastructures selon questionnaire
	Est-ce que le monito-ring est suffisant ?	QE 3.3 : L'assimilation des contenus des formations et l'implication des leaders, élus et comités dans les projets permettent-elles d'envisager la pérennité des bonnes pratiques ?	Point comptable avec les comités de gestion
	Est-ce que l'ancrage institutionnel est satisfaisant ?	QE 3.4 : Les modes de gestion financière (collecte des cotisations, type de participation, acceptation d'une participation financière par les popula-tions) permettent-ils d'envisager une certaine viabilité ?	Entretiens IA (siège et terrain)

3. Détails de la méthodologie

3.1. Bibliographie – Préparation terrain

Cette première étape a permis d'évaluer au maximum ce qui peut être évalué en dehors du terrain, et de préparer la mission terrain. Cette phase de compilation des données bibliographiques ne doit pas être négligée, pour rendre le plus efficace et pertinent possible, le déplacement sur site, en orientant quelques visites.

3.1.1. Analyse des documents du projet

La lecture des documents et plans des deux projets a été effectuée sur un délais de



deux semaines après leur réception. Ces documents comprenaient:

- * Les notes de projet déposées auprès des bailleurs (x2);
- * Les études et enquêtes réalisées en démarrage du projet AESN, ou en amont de celui-ci ;
- * Les rapports annuels de projet et les documents de suivi-évaluation ; Oui
- * Les coordonnées GPS des infrastructures réalisées ;

3.1.2. Réunion skype avec les acteurs terrain

A l'issue de cette première analyse, la Consultante a pu obtenir un entretien² avec Sophie Paychère, R.P. sur Boucan-Carré de 2012 à 2014, et a eu des échanges mails avec Xavier Ségui, RP de Juanaria au démarrage du programme en 2013.

3.1.3. Réunion de cadrage avec les acteurs Inter-Aide et SCCF

Cette réunion³, s'est déroulée le 28 Juillet à 13h, dans les locaux d'Inter-Aide, en présence de Christophe Hiver et Mathieu Métois, sans le Chef de Secteur qui avait suivi les projets, Samuel Perrinel, de 2012 à 2014. Un entretien skype a pu avoir lieu avec Samuel Perrinel les 27 et 28 Août 2014.

3.2. La mission terrain

3.2.1. Objectifs Mission terrain

La mission terrain doit répondre aux objectifs suivants :

- * Évaluation des actions des projets auprès des bénéficiaires et groupes de bénéficiaires ;
- * Évaluation des ouvrages réalisés dans le cadre des deux projets, et de la formation des artisans locaux et comités ;
- * Évaluation des difficultés/spécificités terrain mises en avant lors de la phase bibliographie ;
- * Évaluation du contexte du projet et des possibles interactions avec des projets menés par d'autres organisations dans chacune des deux zones, telles que World Vision ou Zanmi Lasante ;
- * Évaluation de la pérennité des ouvrages à travers leur système de gestion/construction ;

2 CR Sophie Paychere Annexe

3 CR Réunion Cadrage Annexe

3.2.2. Calendrier de la Mission

Calendrier Mission MP2L Évaluation EHA Boucan-Carré + Juanaria						
D	L	M	M	J	V	S
03/08/14	04/08/14	05/08/14	06/08/14	07/08/14	08/08/14	09/08/14
- Départ Paris vers 12h - Arrivée PaP vers 18h	- RDV Edwige Petit (DINEPA) de 10h à 12h - Courses-Log. Terrain	- Départ 6h30 - RDV URDs OREPA Centre de 9h30 à 11h - RDV RP Juanaria vers 12h30 - Visite Pototou + rencontre AK de 14h à 17h	- Visite de Manak; Manakla, Fiè 17, Ti Papa -RBD AT et Coordo Juanaria + AK et bòs	- Visite Nan Lendi, Nan Tren, Bwa-Wouj; -Rdv AK -Visite courte Demahag + Réunion Communauté Regalis	- Visite Kalbas, Celeje, Balanyen, Malalome -RDV AK -Archives RP	- Visite Mondion et RDV AK - Visite Donte ; Rivyè Fwad, Ti Kengue et RDV AK + leaders -RDV RP Juanaria Bilan
10/08/14	11/08/14	12/08/14	13/08/14	14/08/14	15/08/14	16/08/14
- Passage vers Boucan-Carré -Visite Captage Nan Fig ; Gwo Montaj, Labòd. -RDV Coordo Bouli + AK	-Visite Gran Ravin (école) + Danyèl (Captage) + Dwal - 2 AK + RP	-Visite Gwo-Bwa et Pevewo -RDV Coordo Bouli ; RDV AK annulé	-Visite SAEP Kanava; Sivol - RDV Comité Réservoir Jonak -RDV AT BC	-Visite Larat (Captage), Labòd (école) -RDV Comité Larat + Directeur École Labòd + Comité(s) Kanava	-Visite Chimowo, Bonpen, Nikola et revendeur Chambo -Retour PaP -RDV Laura IA Partenaires sur PaP	Départ vers aéroport 9h.

3.2.3. Méthode d'évaluation des activités de sensibilisation

- **Observation des pratiques**

De manière générale, il reste difficile d'évaluer l'impact des activités de sensibilisation lors d'entretiens individuels et de focus-groupes, puisqu'une tendance serait de dire la bonne réponse, sans pratiquer la bonne conduite. D'un autre côté, l'observation simple nécessite du temps sur place pour pleinement apprécier les habitudes de la population. La Consultante a fait toutefois le choix de recourir davantage à l'observation des pratiques.

Au total 173 latrines ont été visitées, et le questionnaire d'observation a été peu retouché; 2 latrines scolaires ont aussi été vues ainsi que 5 aménagements hydrauliques. Ces éléments observables n'ont pas exclu certains échanges avec les bénéficiaires, lorsque ceux-ci étaient présents.

- **Entretiens avec des personnes spécifiques**

Les entretiens semi-ouverts ont eu lieu avec les personnes suivantes:

- * Des membres du comité de gestion du réseau de Kanava, de Larat, Pevewo et Chimowo ;



- * Quelques artisans locaux formés à la construction de latrines sur Juanaria ;
- * Des professeurs et directeurs des écoles de Grand Ravine, Labòd et Chimowo ;
- * Les équipes de projet.

Ces entretiens ont en général été des entretiens individuels, et n'ont nécessité aucune animation complémentaire pour être fait. Ils ont été, dès que c'était possible, enregistrés, pour permettre plus de fluidité dans les échanges.

3.2.4. Méthode d'évaluation des infrastructures réalisées

Le projet prévoyait la réalisation d'ouvrages hydrauliques et d'assainissement ; la qualité et la gestion de ces ouvrages ont été évalués. Le procédé utilisé est celui de l'observation en état de marche avec des visites sur site. Les deux projets prévoient, après révisions, la réalisation de 27 systèmes ou ouvrages eau potable, et la réalisation de latrines pour 4 750 foyers, en plus de celles prévues en milieu scolaire.

Le choix des infrastructures visitées a été fait :

- * De façon aléatoire pour les latrines, pour améliorer la qualité de l'évaluation ;
- * De façon aléatoire pour les systèmes d'eau potable, tout en incorporant les temps de déplacement entre chacun ; une optimisation des visites a permis l'évaluation de davantage de systèmes.

Lors de cette évaluation plus technique, les critères retenus ont été les suivants :

- * Niveau de protection de la ressource et de ses aménagements ;
- * Durabilité des ouvrages réalisés en fonction des aléas climatiques ;
- * Matériaux utilisés et disponibilité de ces matériaux pour réfection partielle ;
- * Qualité hydraulique des systèmes ;
- * Éloignement et accessibilité de ces ouvrages par rapport aux usagers principaux.

3.2.5. Méthode d'évaluation des comités de gestion

Le projet prévoit la formation de comités de gestion des points d'eau, conformément aux exigences de la DINEPA. Le niveau de formation de ces comités et leur fonctionnement a été évalué par la Consultante pour celui de Kanava seulement, qui est composé de plusieurs sous-comités. A travers ces entretiens, plusieurs paramètres ont été pris en compte :

- * Leur compréhension générale en matière d'hygiène et de protection de la ressource ;
- * Leur organisation et leur fonctionnement ;
- * Leur compréhension du rôle de la DINEPA/OREPA/URD et de l'impact que cela a sur leurs activités ;
- * Les niveaux de cotisation ;

- * Leurs faiblesses, et les outils mis en œuvre pour les pallier.
- * La capacité de réponse et d'intervention de ces comités, face à une situation problématique.

Lors de la rencontre des comités de Kanava, l'arrivée des personnes au fur et à mesure n'a pas permis d'animer la séance conformément à la proposition, c'est à dire avec des exercices de théâtre. L'utilisation de scénarios potentiels ou problèmes de gestion des infrastructures, a cependant permis aux participants de s'exprimer sans prendre une forme théâtrale.

3.2.6. Méthode d'évaluation du programme auprès des écoles

La consultante n'a pu échanger qu'avec trois écoles, en période de vacances scolaires. La visite d'une étrangère a contribué à fausser les échanges et les personnes représentées n'étaient pas toutes des membres de comités à Grand Ravine. A Larat, seul le Directeur a pu être rencontré, et un jeu de rôle a été mis en place avec lui et les animateurs présents ce jour-là. Cette approche a permis d'analyser sa compréhension des messages d'hygiène, et de l'animation proposée aux élèves. A Chimowo, le Directeur et deux enseignants ont été rencontrés, avec lesquels un simple échange a eu lieu.

3.2.7. Appréciation du contexte général des deux zones

Tout au long du travail de terrain, la Consultante a observé et échangé en permanence avec les guides-accompagnateurs ou membres de l'équipe du projet. Cela a permis de faire ressortir des différences entre les deux zones qui ne transparaissent pas en regardant seulement les latrines.

Ces déplacements ont aussi permis à la Consultante d'observer les projets mis en place par d'autres organisations dans ces deux zones.

3.3. Critiques de la méthodologie

Le temps passé sur certaines observations a été très réduit du fait de la courte période allouée au terrain. Certaines données récoltées n'ont été que partiellement exploitées quand la méthode utilisée n'avait pas donné satisfaction.

La nationalité de la Consultante a aussi constitué un biais dans les échanges, et les bénéficiaires interrogés ont quelque fois rencontré des difficultés à s'exprimer, ou ne se sentaient pas complètement à l'aise. Autant que possible, les échanges ont duré pour parvenir à un niveau de confiance suffisant, mais cela n'a pas toujours été le cas. Après les visites de la journée, la Consultante prenait en général le temps de discuter avec les animateurs ou avec les RP, des ouvrages et personnes rencontrées pour nuancer les propos des bénéficiaires.



Éléments de contexte

1. Contexte des programmes

1.1. Contexte géographique des programmes

Les deux programmes d'intervention d'Inter-Aide sont menés en zone rurale, relativement enclavée, c'est à dire que l'accès à la majorité des bénéficiaires ne peut se faire qu'à pied.

Ces zones rurales haïtiennes sont caractérisées par deux points :

- * Le relief : très vallonné,
- * L'habitat : très dispersé.



Photo 5 : Milieu caractéristique des zones ; les points blancs sont des habitations (Juanaria)

Ces caractéristiques rendent difficiles les interventions, car d'une part les temps de déplacement sont importants, et empiètent donc sur le temps alloué aux communautés, et d'autre part, les habitats étant très dispersés, il n'existe pas toujours de lieu central facilitant les échanges avec le plus grand nombre.

A noter que la zone de Juanaria présente un relief moins escarpé que celui de Boucan-Carré, et s'ouvre sur la plaine de Hinche, le chef-lieu du département.

Enfin, le sentiment d'appartenance communautaire des habitants en zone rurale en Haïti est quasi-inexistant ; un projet basé sur cette notion, qui est essentielle dans le cadre de l'assainissement, peut être plus délicat à mettre en œuvre.

1.2. Contexte Sanitaire

L'accès à des soins est limité et nécessitent plusieurs heures de marche, et de taxi. Il existe un centre de santé à Chambo sur le bourg de Boucan-Carré et un centre de santé à Régalis qui ouvre un à deux jours par semaine.

Les infrastructures d'assainissement sont peu nombreuses sur la zone; mais une à deux latrines existantes dans certaines communautés sont en général identifiées au moment des enquêtes.

1.3. Contexte Institutionnel

1.3.1. Autorités locales

Les deux zones sont rattachées à deux communes différentes : Hinche et Boucan-Carré. Hinche est aussi le chef-lieu du Département Centre sur lequel se situent les deux aires du projet. Les mairies sont situées dans les centres urbains et l'on retrouve dans les sections communales des représentants nommés CASEC.

Ces représentants résident souvent dans la section communale à laquelle ils sont rattachés, même si cela n'est pas systématique. Leur zone d'influence est parfois très grande, et souvent les zones les plus isolées ou en hauteur sont peu visitées.

Les élections municipales tardant à se faire, les personnes en poste ont été nommées, et sont amenées à changer sur la période du programme.

1.3.2. Autorités en Eau et Assainissement

Le tableau suivant récapitule les différents intervenants dans le domaine, et leur positionnement:

	Nationale	Locale
Institution	DINEPA Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement, à Port-au-Prince	OREPA Office Régionale de l'Eau Potable et de l'Assainissement, à Hinche
Pôle (s)	Département Eau Potable zone rurale, Mme Fabienne Bertrand	URD Unités Rurales Départementales,
	Département Assainissement, Mme Edwige Petit	Un administrateur, un ingénieur et un socio-économiste.

Au niveau régional, les OREPAs sont en charge de l'opérationnel, même si la décentralisation récente n'est pas encore tout à fait effective.

Le trio que forment les URDs est mobilisé autant sur les questions d'eau que d'assainissement, sur les localités de moins de 10 000 habitants. Ils ont intégré cet OREPA en 2011, après avoir suivi un programme de formation type Master Professionnel, encadré par la DINEPA.

Au niveau local, on retrouve aussi les TEPACs qui sont en charge de la surveillance des réseaux d'Eau Potable mais aussi du suivi et diagnostic de l'assainissement et de l'hygiène, dans leur périmètre d'affectation. Nommés il y a deux ans, le maintien de leur poste est en cours de négociation, c'est pourquoi ils n'apparaissent pas dans le tableau.

2. Directives Nationales Eau et Assainissement

Les deux départements de la DINEPA concernés par le projet, ont élaboré et validé des stratégies dans leurs domaines respectifs ; il est attendu que les projets œuvrant dans ces domaines respectent les prescriptions.

2.1. Stratégie Hygiène/Assainissement

Dans le domaine de l'assainissement en zone rurale, le discours tenu est clair : volonté

de sortir des projets de latrines familiales, soutenus par des organisations locales ou étrangères, à moins qu'ils ne s'engagent sur du zéro subvention. L'ATPC est mise en avant dans ce cas, bien qu'il soit concédé¹ qu'il ne peut suffire à lui tout seul.

Le déploiement d'animateurs pour la sensibilisation, mais aussi de compétences techniques et de lieux de fourniture de « produits » permettant de construire puis d'améliorer sa latrine, représentent les attentes principales de la DINEPA. Ce qui est également attendu des organisations intervenant sur le terrain, c'est de pouvoir travailler sur cette question de la défécation à l'air libre sans cloisonnement, c'est à dire que les projets doivent autant pouvoir intégrer les latrines privées, que publiques et scolaires, pour que la couverture soit totale sur l'ensemble des lieux de vie des bénéficiaires.

La stratégie met donc l'accent sur une intervention sur l'ensemble des maillons de la chaîne.

Pour ces activités, deux ministères importants se coordonnent², celui des Travaux Publics auquel est rattachée la Dinepa, et celui de la Santé Publique qui intervient sur le terrain notamment durant les pics de choléra.

Références des Documents Officiels (extrait Directives DINEPA)

Les latrines familiales :

2.1.1. DIT 1 : concernant le positionnement par rapport aux sources et à la nappe et le caractère obligatoire de la latrine dans une habitation

2.1.1. FAT 1 : concernant le design des latrines ; les fosses simples ventilées ou non, contrairement à ce qu'avait annoncé la représentante du département Assainissement, sont toutes deux validées, même si une préférence est donnée aux fosses ventilées.

Les sanitaires scolaires :

2.2.1. DIT 1 : spécificités apportées aux latrines scolaires, avec validation des critères OMS qui stipulent une toilette pour 25 élèves et une séparation garçon/fille.

Les sanitaires publics :

2.2.2. DIT 1 : spécificités apportées aux latrines dans les lieux publics marchands. Ce document insiste davantage sur le plan de gestion nécessaire à mettre en place, mais fait référence à du personnel, notamment le responsable du marché, qui n'est pas systématiquement présent en zone rurale.

2.2. Stratégie Eau Potable en zone rurale

Dans l'ensemble, il existe davantage de projets en Eau Potable que sur les thématiques Assainissement, et les services nationaux ou régionaux sont davantage expérimentés en la matière.

Concernant les infrastructures AEP en zone rurale, le message principal donné par la DINEPA depuis sa création en 2009, porte sur le paiement du service et la professionnalisation des gestionnaires de réseaux.

Les petites infrastructures, réduites à moins de deux points de distribution, ne sont pas considérées comme des ouvrages pour lesquels les directives s'appliquent.

Les directives produites portent sur les aspects techniques du réseau mais aussi sur les systèmes de gestion, et sont beaucoup plus nombreuses que sur celles de l'assainissement. La DINEPA dispose davantage d'expériences AEP qu'assainissement.

1 CR Réunion Edwige Petit_ Annexe

2 Le niveau de coordination ne fait pas l'objet de cette évaluation, et les propos ont été recueillis auprès de la DINEPA







Rapport Juanaria



1. Détails du programme de Juanaria

Juanaria, section communale de Hinche, chef lieu du département Centre, est divisée en deux zones: le Haut Juanaria, limite Sud de la section, à une altitude plus élevée, et le Bas Juanaria, plus proche de la ville de Hinche. Le programme est actuellement déployé sur le Haut Juanaria.

1.1. Organisation des Ressources Humaines du programme

Les ressources humaines impliquées dans le projet comprennent d'une part une expertise internationale et d'autre part une expertise nationale.

L'équipe internationale comprend :

- * Un chef de secteur : basé au siège de l'organisation, il est en charge du suivi siège de plusieurs projets en Haïti, dans les domaines Scolaire, EHA et Agriculture. Ses visites de terrain sont trimestrielles.
- * Un Responsable de Programme (R.P.) : basé dans la zone d'intervention, accompagné ou non, il est affecté au programme EHA de la zone.

L'équipe nationale comprend :

- * Un Coordonateur : basé dans l'une des communautés touchées par le programme, il assure le suivi des animateurs et peut être amené à animer directement certaines séances. Il a été Animateur (AK) auparavant.
- * Des Animateurs (AK) : basés dans les communautés touchées par le programme, ils sont répartis sur la zone. Ils sont en charge des animations et du suivi des contrats latrines auprès des communautés.
- * Un Assistant Technique (A.T.) : basé dans l'une des communautés touchées par le programme, il assure le suivi qualité des ouvrages béton, l'identification des ressources. Il a été *bòs* avant.

Les Maçons (*bòs*), basés dans les communautés touchées par le programme, sont répartis sur la zone. Ils réalisent les dalles des latrines familiales et scolaires. En fonction de leurs qualités, ils peuvent évoluer vers des ouvrages plus complexes d'aménagements hydrauliques. Ils ne font pas partie de l'équipe du projet, et sont rémunérés à la tâche.

1.2. La sensibilisation à l'hygiène

Les séances comprenant la sensibilisation à l'hygiène sont toutes entamées selon la procédure suivante :

- * réception d'un courrier manuscrit ou dactylographié, par les Responsables de Programmes, stipulant une demande d'intervention de l'organisation dans la communauté;
- * une première réunion est planifiée avec la communauté, R1;

En fonction du nombre de personnes présentes en R1, des groupes peuvent être orga-

nisés avec l'animateur (AK) affecté à cette communauté. Cette division par groupes est faite selon le principe qu'un contrat peut être contracté avec un maximum de 15 foyers, pour éviter le sur-nombre et la perte en qualité du suivi.

Le procédé retenu ensuite pour les réunions de sensibilisation est inspiré de la méthode PHAST, mais révisé et adapté aux contraintes locales.

Nom de la réunion	Contenu de la réunion
Phast 1	de l'identification des problèmes liés à l'eau
Phast 2	de l'identification des voies de contamination
Phast 3 + Atelier Lavage de mains	de l'identification des bons comportements et des moyens de se laver les mains
Phast 4 +Atelier Trai- tement de l'eau	de la programmation des contrats latrines et du traitement de l'eau

1.3. Les Latrines Familiales

A l'issue de ces réunions, l'animateur divise la communauté par groupes de contrats, et s'engage alors à revenir à une date ultérieure pour vérifier les acquis avant signature du contrat :

- * caution de 100 HTG + participation financière de 50 HTG
- * matériaux type sable et graviers transportés

Le contrat signé pour un maximum de 15 latrines, commence alors pour une durée de 45 jours.

La 1^{ère} semaine, les ménages vont chercher le ciment et les fers nécessaires à la construction de la dalle ; la dalle est coulée par les b^òs, en présence de l'animateur, au moins au démarrage des dalles du contrat.

Des prescriptions sont données aux ménages (arrosage/ couverture), et un crash-test des dalles du contrat est réalisé dans un délai de 33 jours maximum après la date de signature du contrat. Cette période est aussi utilisée pour fouiller les trous.



Photo 6 : Latrine Nan Lendi

A l'issue de test, durant lequel la non-fissuration des dalles est avérée, une 1^{ère} caution



est remise, de 25 HTG. La caution, dans le cas où elle est rendue, l'est toujours collectivement, à l'échelle du contrat. Dans le cas d'une dalle qui n'aurait pas passé ce test, ou d'un trou qui ne serait pas fouillé correctement, la caution est perdue pour l'ensemble des ménages.

A cette occasion, un avoir est aussi remis aux ménages pour aller chercher :

- * les 2 plaques de tôle
- * les 16 clous

La communauté dispose de 12 jours pour construire les murs et la porte de sa latrine. Une visite finale est alors organisée aux termes du contrat pour attester de la présence d'une Kay Latrine (Maison latrine), et remettre 75 HTG de caution aux signataires du contrat sous la condition qu'ils ont tous terminé cette kay. A l'occasion de cette dernière visite, une formation sur l'utilisation de la latrine est dispensée par les animateurs. Il s'agira de la dernière formation groupée suivie par les signataires de ce contrat. Un suivi est réalisé par la suite par les animateurs, en porte à porte, dans les 3 mois qui suivent la fin du contrat.

1.4. Les Aménagements Hydrauliques

Ce volet ne démarre sur une communauté qu'à partir du moment où la couverture en latrines familiales a atteint 80%.

Il se déroule théoriquement selon 21 étapes¹, et comprennent une distinction entre les petits et les gros travaux. C'est à dire que le projet ne prévoit pas de se lancer immédiatement dans les réseaux mais de vérifier la motivation de la communauté sur l'aménagement du captage sélectionné dans un premier temps.

1.5. Volet Scolaire

Ce volet est quant à lui indépendant des autres puisqu'il s'agit alors d'un engagement pris entre l'établissement scolaire et Inter-Aide, indépendamment du taux de couverture en latrines familiales de la zone.

De la même façon que pour les communautés, l'école doit remettre à Inter-Aide une lettre de demande, concernant la mobilisation de l'équipe sur son site.

Le contenu suit une approche type d'étapes, et les outils de travail type formation varient d'un RP à l'autre ; il a cependant été mis en oeuvre dans la zone de Médor et Pérodin et testé dans de nombreux établissements. C'est sur cette base que le programme de Juanaria devrait partir.

2. Pertinence du Programme

2.1. Validité des Objectifs du programme

2.1.1. Zone rurale sans autre intervention

Avant le démarrage du programme, Inter-Aide avait effectué plusieurs visites de recon-

Annexes des étapes

naissance sur la zone et un diagnostic démographique intégrant des données sur la scolarité et l'accès à l'eau et à l'assainissement. Ces visites avaient été motivées par la réception de lettres de demande de leaders de Régalis, le marché principal.

Le démarrage du programme fait donc suite à des demandes locales, qui permettent d'attester d'un besoin émis par les communautés elles-mêmes.

Entre les délais de visites, celui des enquêtes puis le démarrage, il n'y avait pas eu de changements notés sur la zone, à savoir qu'aucune organisation ne s'était manifesté sur un projet de ce type. Les interventions d'autres organismes telles que World Vision, ont été limitées à de la sensibilisation et de la distribution de kits de traitement de l'eau.

Une fois le programme lancé, les interventions d'IA ne démarrent dans une communauté qu'à la réception d'un courrier, qui, même s'il est souvent écrit par les leaders, reflète les besoins ressentis, mais aussi leur compréhension du projet. Ces lettres de demande ont été consultées lors de la visite terrain, et dix-neuf d'entre elles ont été lues, prises au hasard dans les archives:

- * 73% d'entre elles mentionnaient les latrines, quand bien même certaines avaient été écrites à un moment où aucune latrine n'avait été réalisée.

- * 49% de ces lettres mentionnaient une demande associée à l'eau potable.

Les animateurs ont souvent déclaré que la réelle motivation des communautés venaient de l'aménagement de captages, mais cela ne transparaissait pas à travers leurs lettres. Même si très certainement les captages restent une attente des communautés, la demande latrine reste forte, et de ce fait, le projet reste pertinent avec les besoins réels, mais surtout avec les besoins déclarés par les communautés elles-mêmes.

2.1.2. Choléra

Des cas de choléra ont continué d'être enregistrés au démarrage et même encore maintenant. Il a dans certaines localités, joué le rôle d'accélérateur dans le processus de latrinisation de la communauté, comme à Démahag. La communauté ne parvenait pas à se mobiliser au démarrage, puis à la suite de plusieurs cas de choléra, sans exclure d'autres dynamiques du projet, elle est entrée rapidement dans le processus, et affiche aujourd'hui l'un des taux les plus élevés de couverture en latrines familiales.

2.2. Conformité avec la stratégie nationale

La stratégie nationale a été présentée plus en amont dans le présent rapport. Elle est maintenant comparée à l'approche d'Inter-Aide dans le tableau ci-après.

Stratégie Nationale		Stratégie Inter-Aide
Zéro Subvention aux bénéficiaires de latrines familiales	≠	Subvention sur les matériaux type ciment/tôles/fers/clous
Programme sur des latrines familiales/publiques/scolaires, qu'elles couvrent l'ensemble des lieux de vie, et que celles publique suivent un plan de gestion	=	Programme comprenant des latrines familiales et scolaires, et répondant aux demandes de latrines publiques sous réserve d'un plan de gestion
Formation de personnel technique compétent	=	Formation de personnel technique compétent
Installation de Kay Asenisman, mettant à disposition à proximité le matériel	=	Suivi fourniture dans un local ou avec un revendeur si existant

Stratégie Nationale		Stratégie Inter-Aide
Taux de couverture en latrines de 80% pour projet eau potable	=	Taux de couverture en latrines de 80% pour projet eau potable
Mobilisation des élus locaux, agents de santé etc.	~	Mobilisation de leaders, dont l'affiliation à l'État n'est pas systématique
Sensibilisation accrue des bénéficiaires sur l'Hygiène	=	Sensibilisation accrue des bénéficiaires sur l'Hygiène
Formation de CAEPAs, Comités d'Eau, sur les ouvrages de plus de deux borne-fontaines	~	Formation de Comités d'Eau, non affiliés à l'OREPA, quelque soit la taille du système

Dans l'ensemble, la stratégie nationale et celle d'Inter-Aide ont de nombreux points communs. Les variations de l'approche sont discutées dans les sections suivantes.

2.2.1. Subvention des latrines Familiales/Scolaires/Publiques

Alors que le discours de la DINEPA est accroché à du « zéro subvention directe », il convient de préciser les répartitions des dépenses de construction :

	Subvention I.A	Apport Communauté	Remarques
Dalle Bombée			
Ciment + Fer	210 HTG		Interview Bwa-Wouj/RP
Transport Hinche-Local	10 HTG		
Sables/Graviers		300 HTG	Équivalence 1,5 journée de travail Kombit
Transport Local/Kay		100 HTG	Équivalence 0,5 journée de travail Kombit
Toit			
Tôles (2 feuilles)	350 HTG		Variation de 330 HTG à 350 HTG
Transport Hinche-Local	10 HTG		Montant pris sur Rapport AESN 2011 Annexe 3
Transport Local-Kay		100 HTG	Équivalence 0,5 journée de travail Kombit
Trou			
Fouille		200 HTG	Interviews Nan Tren + Manakla
Kay latrine			
Matériaux + Potaux		150 HTG	Matériaux de récupération
Main d'œuvre		75 HTG	Estimation Interview Rivyè-Fwad
Main d'œuvre Bòs			
salaire	200 HTG		Données Projet
En-cas		25 HTG	
Participation Financière			
		50 HTG	Données Projet
TOTAL	780 HTG	1 000 HTG	
		1 100 HTG	Dans le cas où les cautions sont perdues

	Subvention I.A	Apport Communauté	Remarques
% par rapport au coût d'une latrine : 1 730 HTG	45%	58%	
		64%	Dans le cas où les cautions sont perdues

Les données issues de ce tableau sont adaptées au contexte de Juanaria et proviennent d'interviews effectuées localement, mais n'ont pas été vérifiées auprès de fournisseurs directement. La participation des bénéficiaires privés est majoritaire, permettant ainsi à l'appropriation de l'ouvrage par les usagers.

Certains bénéficiaires ont répondu lorsqu'il leur était demandé pour quelles raisons ils avaient adhéré au contrat: «Bay, y'ap bay²», quand bien même la participation communautaire représente un apport important. Du point de vue des usagers, les estimations de coût de transport ne rentrent sûrement pas dans leurs calculs ; par conséquent la lecture directe qui est faite serait la suivante :

« Un apport de 150 HTG (ou 50 HTG dans le cas où la caution est rendue), pour des matériaux et un bès à 780 HTG, un rapport d'environ un pour cinq ».

Cette différence présente un écart par rapport aux conditions du marché local ; d'un autre côté cet apport de 150 HTG peut représenter à certaines périodes de l'année et pour certains ménages, une somme difficile à déboursier.

A ce stade, c'est à dire dans un contexte où la latrine n'est que peu présente, il importe de faciliter la diffusion massive de cette technologie, et donc d'en faciliter l'accès, tout en mettant en place un équipement solide. La stratégie mise en place par Inter-Aide est donc appropriée.



Photo 7 :Habitation et Grenier familial à Haut Juanaria

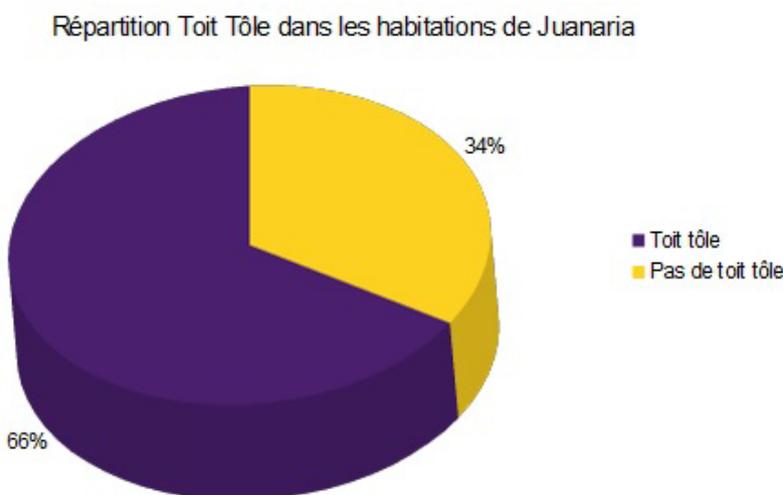
2 «Ils l'ont donnée»

Le choix est aussi fait de proposer un tarif égal pour tous ; les évaluations des niveaux de pauvreté sont rarement justes et ce parti pris semble adéquat.

Une autre remarque importante formulée par la DINEPA et les URDs au sujet de cette subvention, a été la critique des matériaux subventionnés :

- * un toit tôle, « *alors que leurs maisons n'en disposent pas* » ;
- * du béton, « *alors qu'ils dorment à terre* » .

Sur le terrain, l'évaluatrice a répertorié la présence de toits en tôle sur les maisons visitées, et les résultats sont présentés ci-dessous :



En réalité, mais cette mesure n'a pas été quantifiée, le taux de pénétration des tôles sur cette zone est plus important, car les *lakous* disposent souvent d'un grenier surélevé qui peut être recouvert de tôle, quand bien même l'habitation ne le serait pas. Le choix de ce matériau reste donc pertinent dans ce contexte.

Le ciment quant à lui, n'a pas été observé en-dehors des tombeaux, et il représente une « nouveauté » pour la zone élevée de Juanaria. Ses avantages en terme de durabilité seront revus dans le chapitre évaluant cet aspect.

Le choix de ces matériaux n'est donc pas incohérent par rapport à la réalité des foyers de Juanaria, et sont tous disponibles à Hinche, dans la commune à laquelle est rattachée la section communale du projet.

2.2.2. Les représentants locaux

La stratégie de la DINEPA souhaite qu'une coordination soit effectuée entre institutions et représentants locaux d'une autorité. Concernant cette mesure, les exigences de la DINEPA ne sont pas toujours en adéquation avec le terrain.

Par exemple, le recours aux CASECs, qui sont des représentants de la mairie dans les sections communales, est difficilement systématique, car celui-ci peut être attribué à une zone mais y résidait peu de jours dans la semaine. Ses déplacements peuvent eux aussi être limités à un rayon de quelques heures de marche, qui reste insuffisant. Enfin, il arrive que la motivation des CASEC se limite à une progression politique personnelle,

ou qu'il ne soit pas identifié comme un leader vis-à-vis des bénéficiaires.

Face à ces problèmes, il semble plus légitime d'avoir recours à des leaders locaux, dont l'impact serait plus fort et dont la disponibilité sur site serait plus grande. La stratégie du projet a été pensée en ce sens.

Néanmoins, il semble évident qu'un lien de communication doit être établi avec l'autorité locale de la mairie pour le simple motif qu'il reste une représentation de l'État. Les échanges avec l'équipe n'indiquent pas que le projet se soit efforcé d'entretenir un lien régulier avec ces représentants du pouvoir local. L'occurrence du terme CASEC est d'ailleurs souvent limitée aux documents de projets, et n'apparaît que rarement dans les rapports de mission, ou dans les rapports de passation entre R.P., sauf mention d'un litige avec une personne de la communauté.

Enfin, le secteur Eau Potable et Assainissement dispose d'antennes régionales, avec du personnel affecté aux problématiques en zone rurale. Une rencontre entre le R.P. actuel et les URDs a eu lieu en Juin 2014; un rendez-vous avec le précédent R.P. n'avait apparemment pas été possible en raison de l'indisponibilité des URDs.

A l'heure actuelle, les URDs de ce département sont accaparés par de nombreux projets AEP, puisque le département Centre est très actif ; de plus, les déplacements vers Juanaria étant plus difficile à organiser en termes de logistique, puisqu'il s'agit de s'y déplacer sur deux jours minimum, ceux-ci ne se sont pas encore rendus sur le terrain. Il paraît essentiel de maintenir ce lien avec eux, et de faciliter autant que possible leurs déplacements.

2.3. Choix des outils et méthodes

Cette section traitera d'une part de la pertinence du choix des ressources humaines, mais aussi des outils de sensibilisation utilisés.

2.3.1. Utilisation de Ressources Humaines locales

Le choix est fait de travailler avec de la ressource humaine basée sur la zone d'intervention, que le programme forme, encadre et renforce. Cette décision semble justifiée pour les raisons suivantes :

- * des temps de marche importants, qu'il est plus facile d'obtenir de personnes déjà habituées à les faire ;
- * une connaissance des zones et individus qui facilitent les contacts lors du démarrage des activités dans une communauté ;
- * une probabilité augmentée que les personnes formées restent dans la zone, puisqu'il s'agit de leur lieu de résidence, et participent au-delà du projet à la diffusion des messages.

Mais ce choix est confronté aux difficultés suivantes :

- * une ressource humaine peu qualifiée, ou avec des niveaux très inégaux de qualification ;
- * une ressource humaine peu formée ou ne disposant pas toujours d'expérience.



La sélection du personnel salarié de l'équipe, à savoir les animateurs, le coordonateur et l'assistant technique, a notamment pris en compte les habitudes sanitaires des personnes avant le projet pour évaluer leur compréhension a priori de l'hygiène. Le choix s'est donc porté sur des personnes disposant d'une certaine expérience personnelle dans ce domaine. Toutefois, et malgré un niveau globalement satisfaisant compte-tenu de l'enclavement de la zone, cette équipe, avant d'être opérationnelle, a nécessité une formation et surtout un suivi très soutenu. Cet aspect a représenté l'objectif premier du RP lors du démarrage du programme, et ne pourrait être minimisée.

Actuellement, cette équipe compte en son sein des personnes solides, dont la formation continue avec les étapes d'animation autour des captages. Ce choix apparaît donc comme pertinent et adapté aux contraintes locales.

2.3.2. Utilisation d'outils d'animation communautaire

Le public visé dispose rarement d'un niveau d'éducation élevé, et peut être analphabète. Par conséquent, les outils employés lors des phases de sensibilisation à l'hygiène, ont été construits pour s'adapter au mieux à cette réalité.

Dans les sessions PHAST décrites plus haut, les animateurs travaillent notamment avec des images, pour que l'écriture ne représente pas un frein à la compréhension. Au démarrage, les animateurs ne maîtrisaient pas complètement leurs outils et les ont peu à peu adaptés au contexte, en utilisant davantage d'expressions locales et des termes moins techniques. Les documents PHAST déjà adaptés à la zone rurale montagnaise haïtienne, disponibles dans la bibliothèque des interventions Inter-Aide et utilisés pour les programmes EHA, n'ont pas été complétés par ces acquis terrain et comportent toujours maintenant les termes techniques originaux. Il semble dommage que les acquis en animation obtenus sur une zone ne viennent pas mettre à jour ces outils en continu, ne serait-ce que pour participer à l'échange d'informations en interne à l'organisation.

Au cours des entretiens avec les animateurs, les difficultés mentionnées sont souvent celles qui surviennent lors de l'élaboration du chemin des contaminations. Cela constitue une étape compliquée, qui, bien que facilitée par l'utilisation d'image, a du mal à être comprise par tous. Même si cela n'est pas franchement ressorti sur la zone de Juanaria, il existe sans nul doute une difficulté à déchiffrer les images symboliques simples, ou simplement à comprendre une flèche. D'autres outils d'animation peuvent être employés, qui mettraient alors en scène la contamination, ou qui la représenterait, à travers du sable coloré par exemple.

Enfin, le discours abordé durant cette sensibilisation est très « hygiéniste », c'est à dire que l'adhésion à la latrine, même si elle n'est pas le seul élément discuté durant la sensibilisation, s'axe sur les contaminations. En demandant aux personnes rencontrées autour de leur latrine ce qui les avait motivés, les réponses sont majoritairement de l'ordre de l'hygiène, mais de nombreuses réponses ont invoqué des motifs autres et tout aussi intéressants tels que :

- * la latrine c'est le développement, c'est une histoire de mouvement
- * la latrine protège quand il pleut et nous protège plus

Un discours «hygiéniste» n'est pas le seul recours³ pour déployer des latrines, et le programme peut appuyer d'autres discours, plus vendeurs, durant les réunions. Avoir recours à d'autres arguments nécessitent de bien identifier les profils des acheteurs de

p.19 ps_eau_concevoir_et_mettre_en_oeuvre_une_strategie_de_sensibilisation_a_l_hygiene_et_de_promotion_de_l_assainissement_2013

latrines, et pas seulement leur niveau de pratique en matière d'hygiène.

3. Efficacité du Programme

3.1. Atteinte des Objectifs initiaux

Le tableau suivant reprend les objectifs et les réalisations du projet.

	Objectifs Chiffrés des Projets déposés (SCCF)									
	Ateliers PHAST	Participants	Points d'eau	Latrines familiales	Taux de couverture lavage de mains des familles équipée	Écoles avec latrines	Enseignants formés	Taux de couverture utilisation latrines - enfants	Comités Usagers AEP	Artisans locaux
Volet I Sensibilisation	224	1000								
Volet II Construction		XX	4	750	75%					
Volet III Scolaire						5	30	75%		
Volet IV Pérennisation									4	8

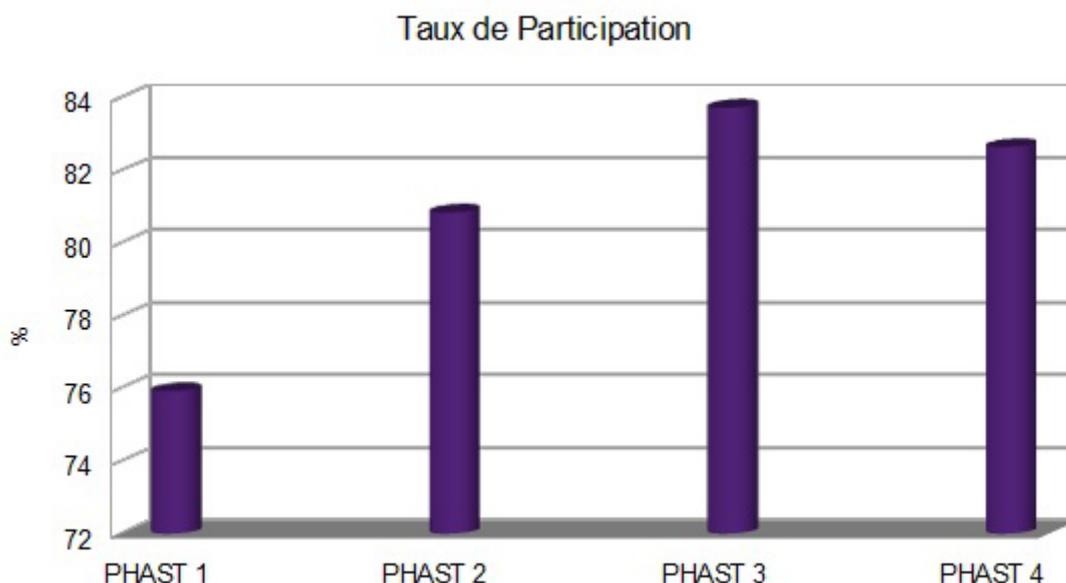
	Résultats Terrain Juillet 2014									
	Ateliers PHAST	Participants	Points d'eau	Latrines familiales	Taux de couverture lavage de mains des familles équipée	Écoles avec latrines	Enseignants formés	Taux de couverture utilisation latrines - enfants	Comités Usagers AEP	Artisans locaux
Volet I Sensibilisation	342	1766								
Volet II Construction			0	842	XX					
Volet III Scolaire						0	0	0%		
Volet IV Pérennisation									0	13

	Écart Prévu/Réalisé Juillet 2014									
	Ateliers PHAST	Participants	Points d'eau	Latrines familiales	Taux de couverture lavage de mains des familles équipée	Écoles avec latrines	Enseignants formés	Taux de couverture utilisation latrines - enfants	Comités Usagers AEP	Artisans locaux
Volet I Sensibilisation	153%	177%								
Volet II Construction			0%	112%	XX					
Volet III Scolaire						0%	0%	0%		
Volet IV Pérennisation									0	163%

Le calcul des participants a été effectué à partir de la moyenne du nombre de participants aux quatre réunions PHAST, en se basant sur le fait que pas plus d'une personne par ménage est présente aux réunions. En faisant ainsi, les objectifs de nombre de bénéficiaires de ces formations ont été divisés par deux, pour s'adresser aux ménages, et non plus aux individus.

Le calcul du nombre d'ateliers réalisés dépend de possibles regroupements de réunion sur une même localité, et non une distinction par contrat (cf. BDD Juanaria). Cette dernière donnée n'étant pas évidente à extraire de la Base de Données, il semble plus approprié de se référer aux nombres de participants aux cycles PHAST.

Les résultats du projet sont globalement bons sur la composante sensibilisation, puisque le taux est supérieur à 100% de réalisation. Le taux de participation aux réunions est lui aussi satisfaisant puisque la moyenne est à 81 % sur les 4 réunions PHAST.



La réunion présentant la plus forte moyenne de taux de participation est le PHAST 3 durant laquelle l'atelier sur le lavage des mains est dispensé.

Concernant la construction de latrines prévues en année 1, le taux de réalisation est de 84%, donc un peu en-dessous des prévisions. Comme déjà expliqué dans la section traitant de la pertinence du calendrier proposé, le temps prévu était selon la Consultante, optimiste en année de démarrage, malgré les avenants SCCF et AESN reportant la date de fin du projet. Cependant, il est important de souligner que ce taux de réalisation dépassera les prévisions début septembre, soit 2 mois après la fin du projet SCCF, en tenant compte des contrats signés et en cours de réalisation du mois de juillet 2014.

Au sujet des aménagements hydrauliques prévus au nombre de 2 : ceux-ci n'ont pas été réalisés. A l'heure actuelle, les sources commencent à être recensées et géolocalisées par l'Assistant Technique, dans le but de préparer les visites techniques des R.P. L'évaluation revient sur ce résultat dans la section suivante traitant du calendrier soumis aux documents projets.

Quant aux latrines scolaires, celles-ci doivent faire l'objet de demande écrite. Les premiers courriers ont été transmis récemment. Compte-tenu du calendrier scolaire, reprise des cours en octobre, le traitement de ces demandes est prévu pour cette rentrée scolaire, avec davantage de diffusion concernant ce volet. Il est important de noter que ces demandes transitent aussi par le programme scolaire d'Inter-Aide qui se déroule en même temps. Dans le chapitre Efficience, l'évaluation revient sur ce point.

3.2. Qualité des Infrastructures

Les solutions techniques développées pour les latrines sont relativement simples, puisqu'il s'agit d'une dalle en béton circulaire légèrement bombée, placée sur un trou de 2 à 3 m de profondeur. Il s'agit d'un modèle de dalle connu, permettant d'optimiser les quantités de ferrailage.



Photo 8 :Dalle Bombée avant Crash-Test, Manakla

Les prescriptions DINEPA recommandent la mise en place d'une assise maçonnée sous la dalle, ce qui n'est pas toujours pertinent compte-tenu de la nature rocheuse du sol en certains endroits. Sur les 93 latrines visitées, aucune ne présentait un affaissement de la dalle.

Deux d'entre elles en revanche présentaient des fissures, dont une pour qui la réparation faite, laissait penser que les dommages n'avaient pas été que superficiels. Mais cela représente une marge minimale de 1%.

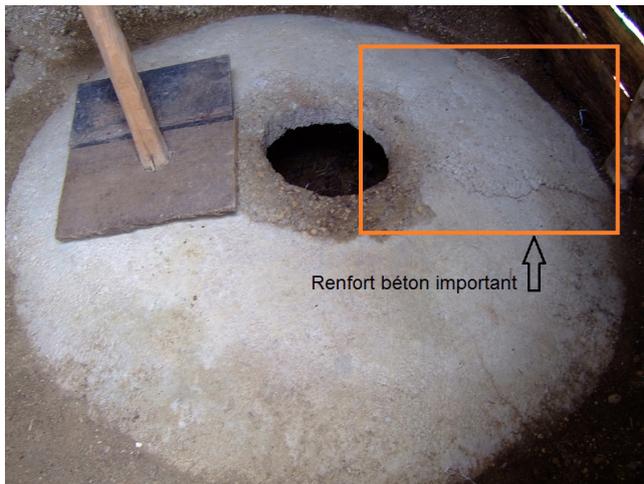


Photo 9 :Dalle fissurée et réparée à Rivyè Fwad

Au démarrage du programme, plusieurs dalles n'ont pas passé le Crash-Test dalle, et ont du être reprises. Cela représente 2% de l'ensemble des dalles coulées, ce qui reste très acceptable, d'autant plus que ce taux moyen n'est que de 1% à présent. L'équipe technique continue donc de progresser et de fournir des résultats satisfaisants.

Concernant le reste de la latrine, sa construction est confiée aux bénéficiaires eux-mêmes; les résultats sont donc inégaux d'un site à un autre, mais restent satisfaisants dans l'ensemble.

3.3. Assimilation des bonnes pratiques d'hygiène

3.3.1. Entretien et utilisation des latrines

Sur l'ensemble des latrines visitées, seules une à deux d'entre elles n'étaient plus en service: l'utilisation obtient donc un très bon résultat.

A partir des critères choisis pour évaluer les bonnes pratiques, les latrines ont été divisées en deux catégories :

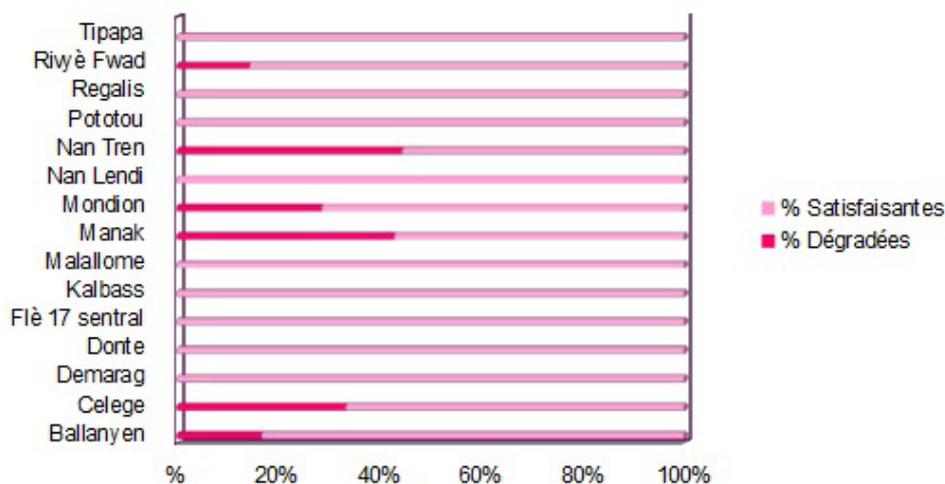
- * celles cumulant une absence de couverture sur bouche et des dégradations

des murs ou de la porte (N dans le remplissage des données, voir Annexe Enquêtes Terrain Latrines Familiales Évaluation).

* celles ne présentant aucune de ces observations, ou seulement une.

Ce choix paraît plus approprié pour mettre en avant les individus qui ne mettraient pas vraiment en pratique ces connaissances ou qui seraient plus enclins à laisser se dégrader leur latrine. Ils sont nommés dans le graphique suivant : « Dégradées »; les autres ont la dénomination « Satisfaisant ».

Répartition par communautés des niveaux d'entretien de latrines



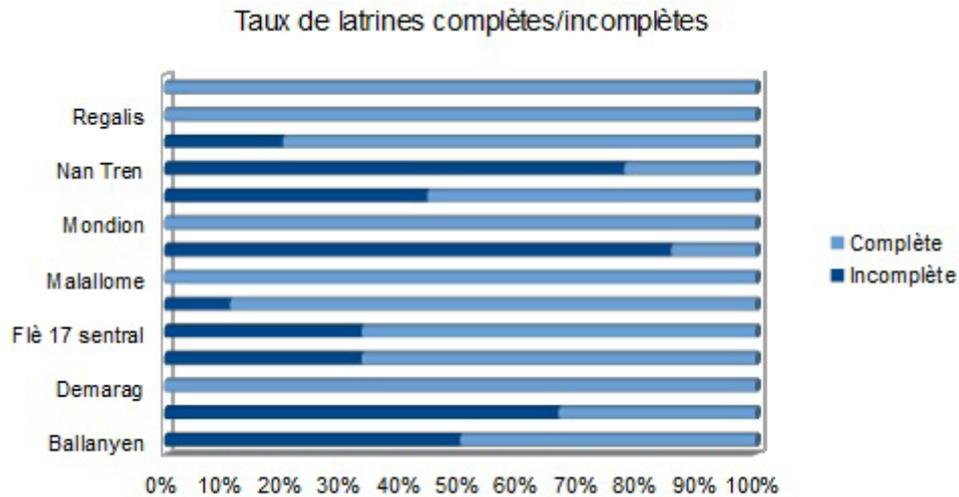
Sur le global, 88 % des latrines visitées ont obtenu la dénomination « satisfaisante ».

Les résultats sont donc dans l'ensemble très bons, et les distinguer par localités permet de faire ressortir celles pour lesquelles Inter-Aide a rencontré de nombreuses difficultés d'animation, telles que Nan Tren et Manak. La relation n'est cependant pas systématique, puisqu'une commune comme Celege, qui présente un taux non négligeable de latrines « dégradées », n'est pas apparue comme particulièrement délinquante. Les quelques latrines endommagées présentaient des historiques particuliers (sévère maladie, personne âgée, déménagement), qui les font rentrer dans les critères d'incomplétude, mais qui ne sont pas généralisables à la zone.

Il est aussi intéressant de mettre ces données en lien avec leur date de réalisation. En effet, globalement sur le Haut Juanaria, les latrines sont relativement récentes et ont au maximum un an. Les latrines les plus anciennes visitées étaient celles de Donte et Rivyè-Fwad, faites en 2013 (Juin/Septembre/Octobre). Il n'y a pas à déplorer sur ces communautés de dégradations plus importantes quand bien même les sensibilisations et constructions sont plus anciennes. **Le message semble donc bien ancré.**

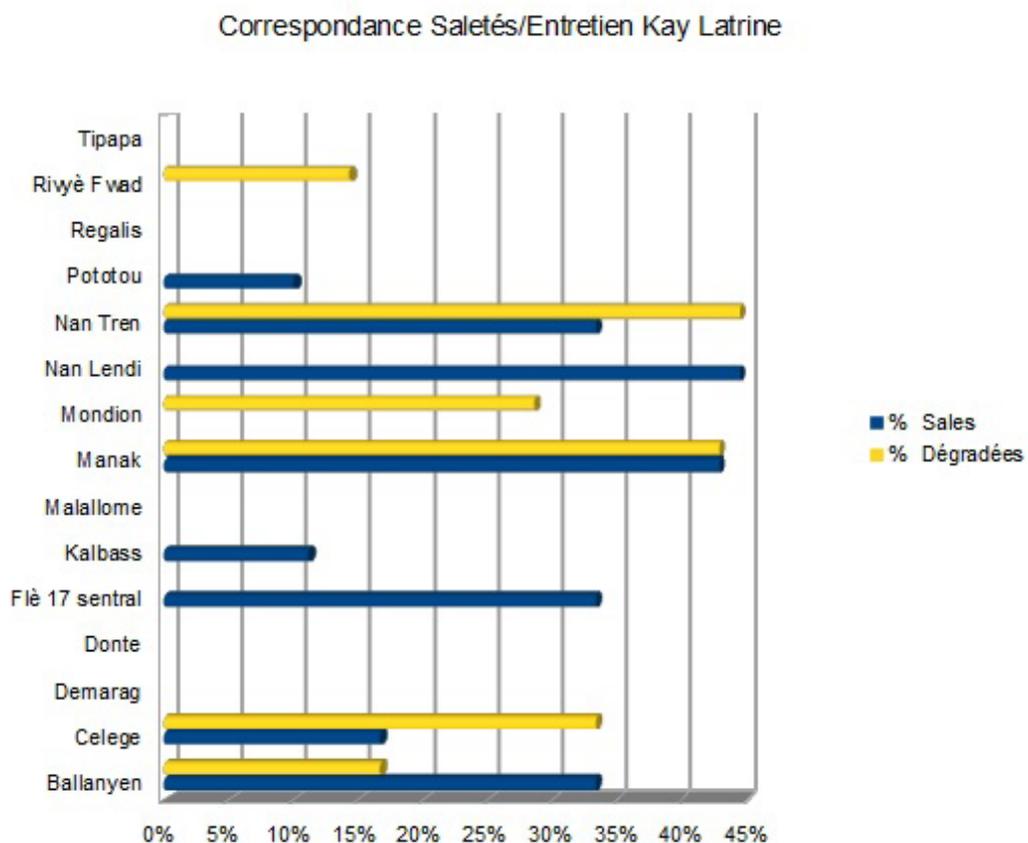
Pour davantage d'objectivité, le graphique suivant présente les mêmes latrines visitées, mais avec des critères plus restrictifs : la présence d'un seul « Non » fait rentrer la latrine comme étant incomplète. Cela permet de sélectionner les latrines qui disposent toutes :

- * d'une couverture sur bouche
- * d'une porte, même en rideau
- * de murs fermés de haut en bas



Sous ces critères, les résultats sont nécessairement moins bons que précédemment, mais ne reflètent pas une non-assimilation des bonnes pratiques. **Sur le global, 62 % des latrines sont jugées comme « complètes », ce qui reste satisfaisant.**

L'observation des latrines a aussi pris en compte la propreté à travers la présence de flaques d'urine ou de selles d'origine humaine ou autres. Dès lors qu'un des quatre critères de saleté était positif, l'ensemble de la latrine a été considérée comme sale. Le graphique suivant présente ces résultats mis en relation avec ceux des latrines dégradées.

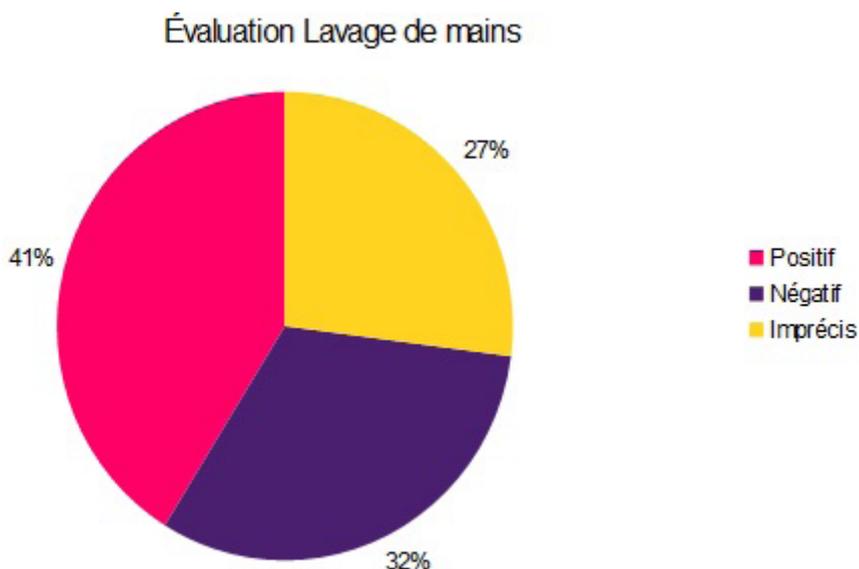


On retrouve évidemment pour Manak et Nan Tren une correspondance entre les deux.

Une communauté comme Nan Lendi est intéressante, car elle présente un bon taux de couverture (73%), et la visite de terrain a permis de constater une motivation générale de la population. Elle présente aussi la particularité de se trouver à proximité de Nan Tren, c'est à dire que la contrainte de l'éloignement des matériaux (sable + graviers), souvent avancée pour ne pas démarrer avec les contrats, n'a pas représenté un obstacle pour elle. En revanche, de nombreuses latrines visitées étaient « sales », alors qu'elles étaient toutes dans un état satisfaisant. Nan Lendi a aussi la particularité d'être la commune visitée durant l'évaluation qui est la plus éloignée d'une source (en moyenne 1h de marche), ne disposant donc pas toujours d'une quantité satisfaisante d'eau.

3.3.2. Le lavage de mains

Il s'agit de LA pratique participant à réduire efficacement les diarrhées, mais c'est aussi la pratique la plus délicate difficile à évaluer chez les particuliers ; l'auto-déclaration sur ce point ne nous indique pas les habitudes prises, et l'on peut obtenir des écarts trop importants pour ne se fier qu'aux énoncés des habitudes et du mode opératoire. Durant l'évaluation, le procédé retenu consistait à demander comment les gens se lavaient les mains, et dans le cas où le savon ou les cendres étaient mentionnées, la pratique était validée.



41 % des personnes interrogées ont été en mesure d'énoncer la façon dont il fallait se laver les mains, ce qui correspond aux moyennes obtenues au moment de l'enquête avant sensibilisation. Certains ménages, principalement à Donte, avaient disposés aux abords de leur latrine un récipient d'eau et un savon. Ceci représente un indicateur plus fiable de la pratique, même s'il ne permet pas non plus d'affirmer que la pratique du lavage de mains n'est pas acquise dès qu'il n'y en a pas.

Le meilleur moyen de tester cette pratique consiste à passer davantage de temps avec les personnes et à les observer, ce qui n'était pas possible dans le temps de l'évaluation. Surtout, cette approche est intéressante lorsqu'elle est menée dans une démarche avant/après, et doit par conséquent être bien clarifiée avec l'enquêteur pour obtenir des résultats fiables.

L'observation menée dans une école équipée de toilettes et de systèmes de lavages de

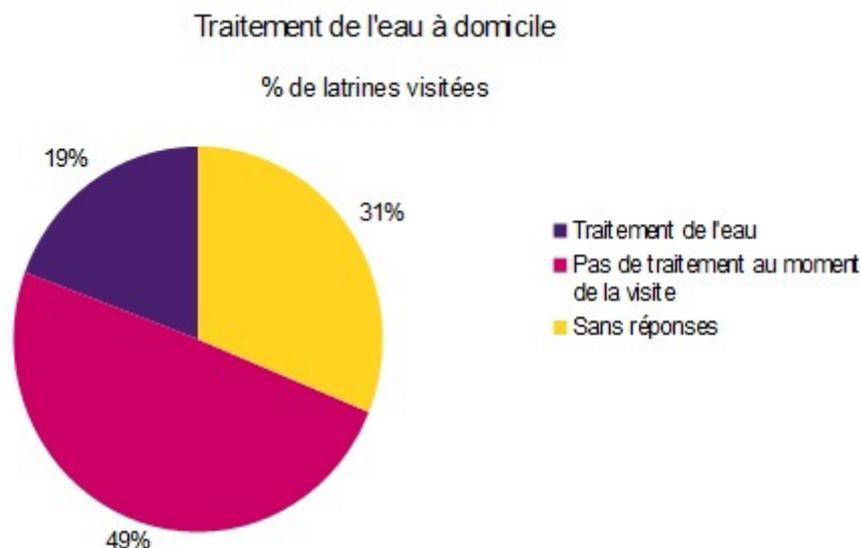
main, aux moments des récréations, prendrait moins de temps, et serait plus pratique à mettre en place.

Globalement sur Juanaria, et selon les résultats des enquêtes, la pratique du lavage de mains aux bons moments est «déclarée» à 40 % environ; ce taux représente plutôt celui d'une population sensibilisée sur ces questions. Le programme n'a pas sensiblement amélioré ce niveau dans les déclarations, et il est important à travers le monitoring d'affiner les points suivants:

- * à niveau de déclaration équivalent, les pratiques ont-elles effectivement changées ?
- * quels éléments de blocage ne rendent pas davantage accessibles cette pratique: les accessoires type robinet, la pression sociale encore insuffisante ?

3.3.3. Le traitement de l'eau

Là encore, la présence de produits pour traiter l'eau n'est pas un critère suffisant pour s'assurer qu'ils s'en servent systématiquement. Cela reste néanmoins un bon indicateur, car beaucoup déclare traiter et peu disposait de produits pour le faire au moment de la visite. Les produits présentés étaient tous entamés.



L'achat de ces produits, dont le prix est plutôt connu, n'est pas encore systématique, et la présence d'organisations qui continuent à le donner permet difficilement de changer l'habitude et de débloquent le réflexe achat.

3.4. Renforcement des capacités locales

L'évaluation s'est concentrée sur les animateurs, qui ont été des interlocuteurs privilégiés durant les visites.

Le premier point vérifié était la présence chez eux de latrines, qu'elles soient faites selon le modèle Inter-Aide ou non ; étant les interlocuteurs directs du programme avec les communautés, il paraît essentiel dans ce cadre d'action de s'assurer des comportements de sa propre équipe. L'ensemble des animateurs disposent à ce jour d'une latrine, et un seul d'entre eux dispose encore actuellement d'une latrine faite avant le

démarrage du programme Inter-Aide. Concernant la présence de modifications apportées ou non à cette latrine, depuis le démarrage, l'animateur a déclaré couvrir à présent la bouche⁴. Les journées passées en leur présence a permis de vérifier certaines pratiques quant au lavage des mains, et elles étaient satisfaisantes.

Un autre aspect abordé été leur formation, et l'évaluation qu'ils en faisaient. Dans l'ensemble, les réponses ont été positives, et ils n'ont pas mentionné de moments durant lesquels ils se seraient sentis isolés face à une difficulté rencontrée sur le terrain. Les réunions de l'équipe chaque deux semaines sont assez régulières pour leur permettre de confronter les difficultés, et de poursuivre leur formation.

Du point de vue des évolutions de poste, il y a à présent un coordonateur, et un assistant technique, alors que tous deux avaient commencé à travailler comme animateur et bô. Il y a donc eu une évolution dans l'organisation au fur et à mesure de la progression de l'équipe.

Les outils de suivi mis en place auprès des animateurs ont été modifiés. Alors qu'au départ, les animateurs n'avaient qu'un suivi journalier de leurs activités, ils disposent à présent de l'ensemble des données ré-organisées leur permettant de faire un suivi eux-mêmes de la progression d'un contrat. C'est à dire qu'au démarrage, l'objectif était de contrôler l'équipe et de suivre les activités de chacun de très près; il est maintenant possible de les faire gagner en autonomie et de leur permettre de contrôler les contrats.

Concernant leur compréhension plus fine du programme, les échanges ont là aussi été satisfaisants :

- * le positionnement d'Inter-Aide qui est « *d'appuyer et non de tirer* » la communauté a été compris;
- * l'importance de ne pas tout subventionner est défendu;
- * la mise en avant d'une qualité notamment dans le suivi des contrats, au lieu de privilégier la quantité;

Dans l'ensemble l'équipe locale est apparue comme solide, bien formée et informée ; au cours des échanges avec l'ancien Chef de Secteur, il est aussi apparu que le recrutement sur le Haut-Juanaria avait été une bonne surprise au démarrage du projet, et que le niveau de base était dans l'ensemble très satisfaisant. Il y a eu un vrai choix, ce qui n'est pas systématiquement le cas dans ces contextes.

Le renforcement de capacités doit aussi prendre en compte celui fait auprès de l'équipe internationale. Les R.P., qui restent des personnes autonomes sur leurs postes et expérimentées, sont aussi des profils juniors qui ne disposent pas toujours de l'ensemble des compétences attendues sur ce poste, puisque celles-ci vont du technique à l'animation, en passant par le suivi administratif. Il apparaît donc normal qu'un accompagnement soit prévu pour l'appuyer dans l'avancement du projet.

Cet appui vient essentiellement du siège d'Inter-Aide, puisque le Chef de Secteur visite trimestriellement le projet, et reste disponible par email ou par téléphone entre ces visites.

En complément, Inter-Aide dispose d'un site internet sur lequel est centralisé de nombreux documents de capitalisation sur de précédents projets. Les documents ne sont

pas tous à jour, et une refonte de ce site et des outils est en cours⁵.

Il y a en Haïti d'autres R.P. sur des programmes similaires ou scolaires avec lesquels il est possible d'échanger. Actuellement, la dynamique entre les RP EHA est favorable à ces échanges, et à son arrivée, le nouveau R.P. a visité les autres zones d'intervention pour mieux s'imprégner du contexte et de l'expérience du programme.

Cependant, comme mentionné plus haut, ces programmes sont exigeants autant sur des aspects techniques que d'animation. Les profils recherchés sont très souvent à prédominance technique, et les acquis en animation peuvent être plus faibles. Certains profils, sur d'autres programmes, sont davantage rompus à cet exercice, et mettent en place des outils qu'il serait intéressant de partager. Il n'est pas apparu clairement à la Consultante la mise en place de réunions d'échanges un minimum formalisées, permettant aux RP de se renforcer, de la même façon que les animateurs du programme se transmettent des conseils lors des réunions de projet. Il serait pourtant intéressant de profiter davantage de cette diversité de profils, sur des programmes autres que ceux de l'EHA.

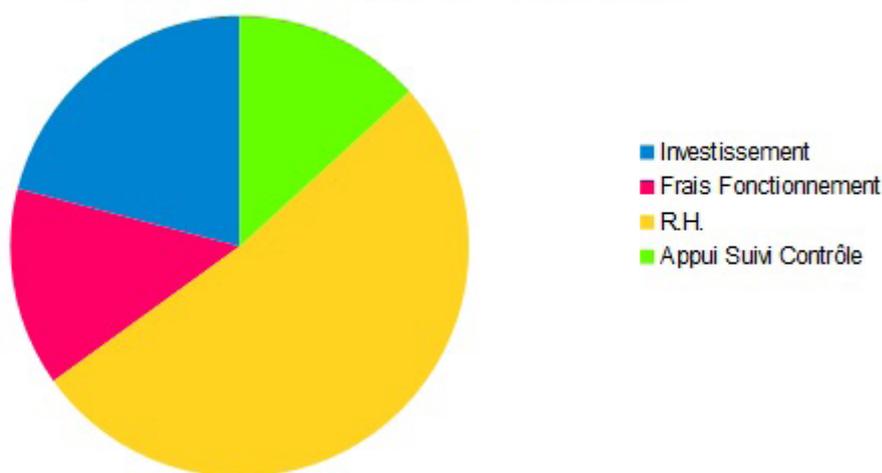
4. Efficience des Programmes

L'efficience s'intéresse aux coûts d'un programme, à son optimisation financière et de calendrier.

4.1. Répartition des dépenses

Les répartitions des dépenses sur 2013 sont à regarder en fonction des postes du budget répartis selon le graphique suivant.

Répartition des dépenses 2013 Juanaria par postes



Dans ce projet, la part attribuée à la Ressource humaine locale et internationale est la plus importante ; les investissements pour le moment orientés vers les latrines et la construction de la maison de vie comptent pour une part plus réduite. Cette proportion

pourra être augmentée sur 2014, avec la construction de davantage de latrines, et peut-être quelques investissements sur captage.

Au total, les investissements latrines représentent 8% du montant total des dépenses, et l'investissement fait sur le soft est légitime sur ces programmes. Il serait de 100% dans le cadre d'une approche «zéro subvention» directement aux bénéficiaires.

Est-ce que cette répartition pourrait être optimisée ?

L'optimisation du programme est liée à une réduction des dépenses sur le terrain, avec optimisation de la subvention apportée aux bénéficiaires.

La consultante n'est pas parvenue à obtenir plusieurs tarifs de construction de latrines familiales menés par d'autres projets en Haïti, mais dans un contexte rural moins isolé (accès route) et sur une latrine équivalente, le coût imputé était de 50 € environ. Ce tarif comprenait la main d'œuvre du maçon et du transport matériaux. En l'état, le coût d'une latrine Inter-Aide n'est pas beaucoup moins élevé, mais la part des bénéficiaires représentant environ 50 % du coût diminuant d'autant la part imputée au projet. Il y a donc bien une optimisation de ce poste.

L'intérêt de cette optimisation vient aussi du fait qu'elle permet de sortir d'une logique « tout subvention », et de rentrer dans une logique d'appui partiel aux communautés, ce qui reste la philosophie principale des programmes Inter-Aide.

Le poste de dépense le plus important reste celui des R.P., et son maintien en ressource internationale peut être questionné.

Compte-tenu de l'isolement de la zone, de l'exigence de suivi que le programme et ses modalités entraînent (suivi des cautions / suivi des stocks matériel etc.), des conditions de travail (l'éloignement des communautés et le relief nécessitent sans aucun doute une bonne aptitude physique pour assurer un suivi de qualité du travail), il paraît difficilement envisageable de trouver une ressource humaine compétente localement susceptible d'accepter ces conditions. De plus, la rémunération salariale ne diminuerait pas en prenant en compte les salaires actuels des ingénieurs Haïtiens sur Port-au-Prince.

Les postes de dépenses sont donc bien optimisés, et la part attribuée aux ressources humaines, locales comme internationales, restera proportionnellement toujours importante sur ce type de projet.

4.2. Calendrier d'exécution du Programme

Les projets déposés pour cette zone prévoyait sur la première année la réalisation des activités présentées sur les quatre volets du programme, dans des proportions moindres puisqu'il s'agissait du démarrage (seulement quatre captages sur Juanaria comparé aux trente captages attendus sur Boucan-Carré, par exemple).

Ces propositions ont été reportées sur un calendrier d'activités, qui a été largement révisé. Les écarts de planning ont été multiples :

- * Délais dans le recrutement d'un Responsable de Programme disposant d'expérience
- * Délais d'installation du R.P. pour des raisons de logistique
- * Délais dans l'exécution des tâches.

Le temps pris pour le recrutement du premier RP, et pour la construction de la maison des RP sur le site, permet très certainement d'en gagner maintenant, puisque le programme a été lancé dans de bonnes conditions. Les travaux de construction de l'habitation permettent quant à eux d'accueillir les RP dans des conditions satisfaisantes, facilitant sans nul doute leur vie quotidienne, et favorisant l'installation au-delà d'une année.

Le décalage observé dans l'exécution des tâches semble quant à lui normal en prenant en compte notamment :

- * Les moyens de communication réduits : déplacements longs, réseau téléphone faible voir inexistant sur certains endroits... ;
- * Le recrutement/Formation/Encadrement d'une équipe d'AK et Bòs alors que les niveaux d'éducation et d'expérience sont localement bas ;
- * La création d'une filière rapprochée de fournitures en matériaux de construction ;

Le calendrier et certaines activités proposées ne semblent pas en revanche, appropriés. En effet, même si les constructions de latrines ont pu démarrer dès le trimestre 3 (démarrage prévue en trimestre 2) de la première année, il semblait difficile de pouvoir travailler sur des aménagements hydrauliques dès le trimestre 3. Actuellement, alors que le projet est actif depuis 18 mois, l'équipe sur place travaille sur cette composante, mais la réalisation et le suivi prendront encore quelques mois.

La formation entamée sur ce nouveau cycle, des animateurs, prend du temps, car les niveaux de compréhension sont très inégaux, et que les étapes de mobilisation des communautés sont nombreuses. Raccourcir ou négliger ce renforcement de capacité mettrait en danger le programme pour la suite, il est donc important de ne pas sauter d'étapes sur ce point.

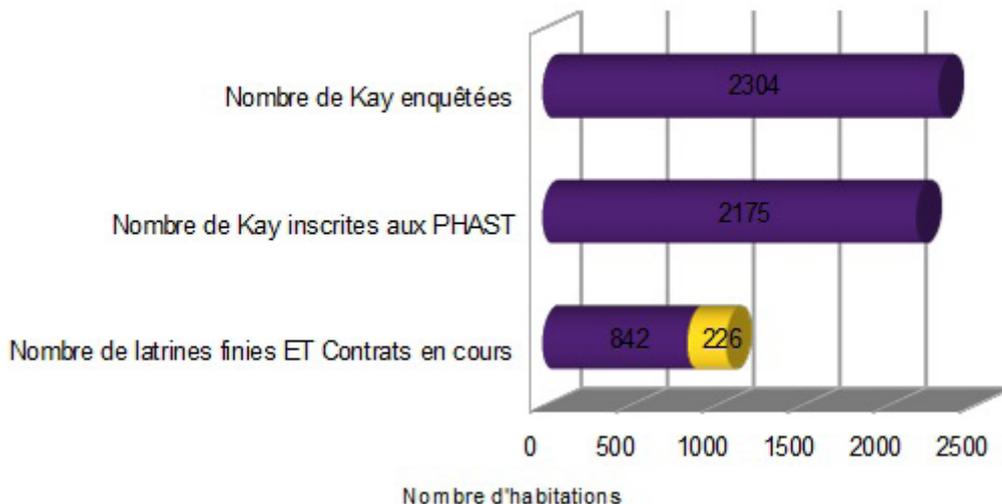
Compte-tenu du contexte, et du procédé d'accompagnement mis en avant par les programmes d'Inter-Aide, il semble difficile d'espérer atteindre le niveau de production annoncé dès l'année de démarrage du projet. Durant les années suivantes du programme, il sera par contre envisageable d'atteindre TOUS ces objectifs, voir de les dépasser.

L'évaluation s'est déroulée sans que les représentants des bailleurs de fonds aient été rencontrés, il n'y a donc pas eu d'échanges à ce sujet avec eux.

4.3. De la sensibilisation à la contractualisation

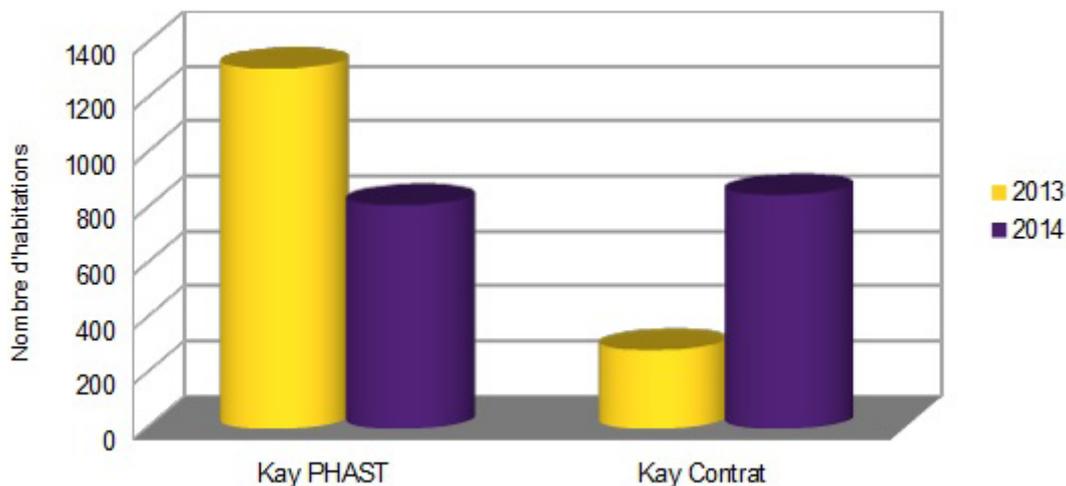
Un autre aspect intéressant à regarder est le nombre d'habitations qui sont entrées dans les différentes étapes du processus au moment de l'évaluation.

Nombre d'habitations ayant reçu les étapes du programme



Selon les objectifs du projet, pour 1000 ménages participants aux PHAST, il est attendu que 750 construisent une latrine. Actuellement, 94% des ménages enquêtés suivent la sensibilisation. En revanche, entre l'engagement du contrat et la sensibilisation, cette variation est plus importante, puisqu'elle est de 50%. Le graphique suivant reprend les valeurs 2013 et 2014 du nombre d'habitations nouvellement engagées dans l'étape de sensibilisation, ou dans l'étape de construction.

Variation des dynamiques PHAST/Contrats



En 2014, au moment de l'évaluation, davantage d'habitations avaient été engagées dans un processus de construction de latrines que de sensibilisation.

La volonté du nouveau RP⁶ à son arrivée a été de réduire le temps écoulé entre sensibilisation et construction de latrines. Comme le démarrage du programme s'est d'abord concentré sur la sensibilisation, démarrée en Mai 2013, le taux de contractualisation a été faible, bien que démarrée dès Juin 2013. Certaines localités ont ainsi vu plusieurs CR Réunion R.P Juanaria

mois passés entre le PHAST et le contrat, comme par exemple à *ABRYO Panach/Matyen*, qui a reçu une sensibilisation PHAST en Juin 2013, et dont le contrat n'a été signé qu'en Février 2014, ou encore à *Degage Gro Kengue* avec une sensibilisation PHAST en Juin 2013 et une contractualisation en Juillet 2014. Ces décalages sont aussi dus à l'inertie que peuvent avoir certaines communautés, et aux difficultés qu'elles rencontrent à se mobiliser autour d'un contrat.

Actuellement, sur les PHAST entamés en 2014, les délais de contractualisation ont pu être réduits, comme à *REGALIS Kamsou* où la sensibilisation a eu lieu en Avril 2014 et la contractualisation en Juin, ou à *BOUHOUK*, où un délai d'un mois seulement est noté entre le PHAST et le contrat.

La différence entre le nombre de *kay* engagées sur un contrat et le nombre de *kay* engagées sur les PHAST en 2014, n'est pas encore assez importante pour résorber le décalage, mais il sera intéressant de suivre à nouveau ce paramètre en 2015.

4.4. Synergie programmes scolaires et EHA

Inter-Aide intervient sur des programmes d'eau, hygiène et assainissement, mais également sur le renforcement des structures éducatives locales. Dans le cas de Juanaria, ces deux programmes ont démarré à quelques mois d'intervalle, mais compte-tenu des difficultés de recrutement rencontrées sur le programme scolaire, ils sont à présent déployés sur le terrain en même temps.

Le programme scolaire vise à améliorer la qualité de l'offre éducative. Au delà de la formation des acteurs locaux (parents, comités de gestion, directeurs, maîtres), Inter Aide soutient également les projets de construction de bâtiments soumis par les écoles les plus dynamiques. Comme pour les autres programmes, Inter-Aide sollicite une forte participation des familles au niveau de l'apport en matériaux locaux. La construction de latrines scolaires n'a pas été systématiquement associée à la construction d'écoles, même si cette approche est à présent révisée sur des zones où seul le programme scolaire intervient.

Dans le cas où les deux programmes interviennent en même temps sur un site, la compétence reste dans les mains du programme EHA. Il semble impératif de coordonner ces deux programmes pour éviter de dissiper les énergies des communautés.

Lors de la visite de terrain, la Consultante a abordé cette question avec les deux R.P. de ces programmes, et une planification commune a déjà été envisagée. En prenant en compte le fait que le programme scolaire ne soit pas encore engagé dans une construction, la rentrée scolaire de cette année 2014 sera mise à profit pour permettre aux équipes de se rencontrer, et échanger sur leurs activités. Une stratégie commune sera alors élaborée. Cette collaboration devrait permettre :

- * la construction des latrines, dans le cas d'une construction d'école. L'apport de matériaux pour une latrine est de loin inférieur à celui correspondant à une école, c'est donc à ce moment là que les comités de parents doivent être mobilisés pour les deux activités ;
- * le volet sensibilisation à l'hygiène qui est destiné aux enseignants pourra être directement nourri de l'approche et de l'expérience du programme scolaire.

Là encore, la diversité de profils disponibles à Inter-Aide doit vraiment représenter un atout, et leur coordination reste le moyen le plus efficace d'atteindre les objectifs des différents programmes.

5. Durabilité des Programmes

5.1. Compétences acquises dans la zone d'intervention

Durant le programme, des maçons sont formés et acquièrent des compétences techniques dans la fabrication du béton ; ce savoir est limité de par la nature des ouvrages majoritaires, à savoir les dalles bombées, mais il présente l'avantage d'avoir obligé les maçons à une certaine rigueur quant à la qualité des matériaux et des dosages, ce qui reste l'essentiel de la qualité d'un bon béton.

Sur le Haut Juanaria, l'expérience acquise avec ces dalles représente donc une valeur marchande pour la suite, pour d'autres ouvrages que des latrines.

L'activité de *bòs* ne représente pas un temps-plein, ils sont donc tous engagés sur d'autres activités, et les dalles représentent un complément de revenu. Certaines tensions apparaissent apparemment entre *bòs* pour augmenter leur charge de travail.

Au cours de la rencontre avec l'Assistant Technique, un animateur et un *bòs*, il a été mentionné que des requêtes avaient été faites, en-dehors du projet EHA ; ces requêtes avaient principalement visés des latrines et provenaient surtout de personnes situées dans le Bas-Juanaria, plus proche de Hinche.

Il est assez facile pour eux de proposer un devis, car il maîtrise les prix et matériaux utilisés ; une augmentation du prix de la main d'œuvre fixée à 200 HTG par I.A. a d'ailleurs été proposée à un particulier. Ces demandes restent anecdotiques et n'ont pour le moment pas abouti ; plusieurs motifs ont été évoqués tels que le tarif, peut-être jugé trop élevé, ou tout simplement que la demande était encore en cours et qu'une rencontre entre le Client et le maçon restait à planifier.

Ce type de démarche représente ce vers quoi le projet souhaite tendre : des demandes spontanées de latrines, et des maçons formés disponibles sur le secteur pour répondre à cette demande.

Plusieurs éléments peuvent interférer dans cette démarche. La présence actuelle du projet qui subventionne partiellement les matériaux et qui incitent les gens à patienter est l'une d'elles. Dans le contexte du Haut Juanaria qui est plus isolé, et où les disponibilités financières sont plus réduites, cet impact est limité. On peut se demander s'il n'y aura pas des modifications à apporter à la subvention au moment de travailler dans le Bas-Juanaria, qui reste plus proche de la ville et dispose d'un accès facilité aux matériaux.

5.2. Émergence de nouvelles demandes

Le programme s'occupe de latrines familiales et scolaires, mais l'objectif final est bien l'éradication de la défécation à l'air libre. Pour cela, les autres emplacements publics ou zones fortement fréquentées nécessiteraient l'aménagement d'une latrine « publique ». Cet ouvrage, qui n'est pas une proposition du projet, est une demande qu'ont déjà

formulée des communautés, à *Ti Papa*. Le programme travaille avec eux à l'élaboration d'un plan de gestion permettant d'assurer l'entretien de cet ouvrage. Cette demande vient de la communauté directement, qui, suffisamment sensibilisée, a entrepris d'aller plus loin dans le processus. Cette démarche est le signe d'un bon ancrage des principes du projet, qui s'est adapté et a décidé de l'appuyer.

5.3. Monitoring du projet

Le suivi des données projet est géré par le R.P. à partir d'une base de données regroupant les données enquêtes, sensibilisation et ouvrages.

Les communautés sont des groupes relativement mouvants dont la démographie évolue à la suite du premier passage des animateurs. La dispersion des habitations rend aussi difficile l'identification. Il n'y a donc pas de correspondance directe entre les onglets de la base de données: les variations de personnes ne sont pas toujours expliquées, et l'origine de cette variation n'est donc pas toujours claire.

Dans l'ensemble, la base de données a été pratique à manipuler, ce qui en fait un bon outil.

Le suivi fait pour le moment n'intègre que celui des réalisations et n'intègre pas les visites effectuées à +6 mois. Celles-ci sont pourtant essentielles pour dresser un état des lieux plus pertinents et mesurer la compréhension des messages.

Les méthodes PHAST ou ATPC sont très gourmandes en énergie et mobilisent beaucoup la communauté et les animateurs jusqu'à la réalisation. Pour éviter de surcharger le projet, le relais devrait pouvoir être maintenu ou à travers les leaders, ou à travers d'agents communautaires de santé. Cette exercice devrait pouvoir rentrer dans le renforcement des capacités.

5.4. Choix des matériaux

Les matériaux choisis sont le béton pour la dalle et la tôle pour la couverture du toit.

5.4.1. Disponibles localement

Ces matériaux sont disponibles localement, c'est à dire que les achats sont faits à la ville de Hinche. Le projet a donc un rôle positif sur l'économie locale, puisque les dépenses du projet y sont directement injectées.

Dans un souci de faire perdurer le projet au-delà de la présence d'Inter-Aide, la disponibilité locale des matériaux renvoie à ce qui a été dit précédemment sur les demandes spontanées. La tôle est d'ailleurs déjà bien déployée sur Juanaria, la logique d'achat a donc déjà été mise en place.

L'ensemble des autres matériaux utilisés sont acheminés par les bénéficiaires eux-mêmes, et sont donc eux aussi disponibles.

Tous ces éléments sont donc favorables à la reproduction du modèle de toilettes au-delà du programme d'intervention d'Inter-Aide. Il n'y a jamais de «fin» à la construction, puisqu'il y a toujours de nouvelles habitations. Il est donc important de renforcer les chaînes d'approvisionnement mises en place, et de s'assurer de la démarche «business». Le «marché» ne sera de toutes façons jamais suffisant pour garantir une activité pleine, mais il restera à priori suffisant pour un complément de revenus, comme c'est le cas aujourd'hui. Sauf qu'aujourd'hui, Inter-Aide gère la clientèle, les fournisseurs, la

main d'oeuvre et les produits. Cette gestion peut être peu à peu transférée localement.

5.4.2. Solidité des ouvrages

La dalle béton peut être questionnée du fait qu'elle reste difficile d'accès financièrement sans subvention, et qu'elle a recours à un matériau qui n'est pas encore accessible aux maisons elles-mêmes. Des modèles d'assises en bois, existants sur la zone, restent cependant très chers, d'après les demandes de tarifs effectués auprès des personnes qui disposaient de ces toilettes, avec des coûts de latrine pouvant s'élever à plus de 2 000 HTG.

De plus le béton présente, par rapport au bois, le gage d'une certaine robustesse, et l'assurance que les gens peuvent réutiliser leur dalle en la déplaçant au moment où leur latrine est pleine. L'avantage de cette dalle ronde, à la différence des dalles plates, est qu'elle reste plus facile à transporter. Cela reste donc l'une des meilleures alternatives en terme de robustesse et de durabilité.



Photo 11 : Latrine Celege

5.4.3. Ancrage institutionnel du projet

Il est entendu que la durabilité d'un projet passe aussi par la qualité de son ancrage institutionnel. A l'heure actuelle, des échanges ont eu lieu avec les autorités mais doivent encore être renforcés ou systématisés pour s'assurer d'une continuité de discours, mais aussi tout simplement pour faire rentrer Juanaria dans le processus de suivi et contrôle que se doit d'assurer les organismes concernés.

Inter-Aide s'est jusqu'à présent concentré sur un ancrage très local, mais le relais au niveau central, pour l'eau et l'assainissement est tout aussi important au moment où la décentralisation se met en place et que les échanges central-local sont encore portés sur de l'opérationnel. De plus, agir sur ce le central peut peut-être exercer une pression localement pour s'assurer des visites des URDs sur le terrain.

Le programme de Juanaria ayant démarré en 2013, et son achèvement étant prévu pour 2018, le timing est excellent pour s'assurer d'un meilleur suivi avec les autorités compétentes.

Surtout, les échanges avec les différents représentants Eau et Assainissement, ont signifié un manque de communication. Même si ces remarques sont à prendre avec précaution, elles reflètent tout de même une faiblesse sur ce point. Des réunions sont

organisées avec les intervenants du secteur Assainissement chaque mois ou chaque deux mois ; la présence de RP pour présenter le projet et son avancement à quelques unes d'entre elles paraît tout à fait envisageable puisque ses déplacements à Port-au-Prince sont mensuels. Les moyens doivent en tout cas être donnés pour cela.

6. Conclusion

Critères	Données-clés	Conclusion
Pertinence	<p>Pas d'autres programmes latrines; Une demande réelle;</p> <p>Des outils de sensibilisation adaptés perfectibles;</p> <p>Un suivi partiel de la stratégie nationale.</p>	<p>Le programme est pertinent, bien adapté aux besoins;</p> <p>Les outils d'animation prennent en compte le public visé;</p> <p>Les échanges sur la stratégie avec la DINEPA doivent permettre d'être force de proposition à Inter-Aide</p>
Efficacité	<p>Des résultats inégaux: + de 100% sur les latrines et la sensibilisation; 0% sur les captages et les scolaires;</p> <p>100 % d'utilisation des latrines, et 88 % d'entre elles entretenues</p> <p>Sensible équivalence de déclaration de lavages des mains, avant et après intervention</p> <p>+ 1pt de progression sur le traitement de l'eau à domicile</p> <p>Très bon renforcement de l'équipe, qui est en capacité;</p>	<p>Essentiellement un problème de calendrier ambiteux pour prendre en compte le déroulé du projet sur une première année; Renforcement ponctuel sur le terrain pour ne pas ralentir certains volets à anticiper.</p> <p>De bons résultats sur les latrines, avec pour le moment un bon niveau d'entretien: les bénéficiaires se sont appropriés la nouvelle technologie.</p> <p>L'auto-déclaration n'est pas un bon indicateur; le lavage de mains était déjà connu, donc l'impact par rapport à la sensibilisation est peut-être plus limité.</p> <p>Les kits de traitement étaient disponibles et commercialisés avant le programme; leur déploiement dans les ménages progressent mais pas au même rythme que les latrines.</p> <p>L'équipe sur le terrain est bien formée, et soucieuse d'apporter un travail de qualité au projet. Le renforcement est continu.</p>

Critères	Données-clés	Conclusion
Efficiéce	<p>Investissement important sur le soft;</p> <p>Calendrier initial à plusieurs reprise décalé; Ambitieux en année 1</p> <p>Un décalage du nombre de bénéficiaires de 50% entre sensibilisation et contractualisation;</p> <p>Synergie de programmes complémentaires d'Inter-Aide à établir.</p>	<p>Le programme est relativement efficace dans l'ensemble, et adapté à ce contexte;</p> <p>Le recrutement reste le point difficile du projet, et a entraîné un décalage dans le démarrage des activités; les directives du programme sont telles qu'il semble difficile dans ce contexte de réaliser l'AEP en année 1.</p> <p>Cet aspect est actuellement travaillé par le RP en place qui oeuvre à la réduction de cet écart et des délais entre sensibilisation et contractualisation ; c'est un paramètre à suivre pour 2015.</p> <p>La mise en commun des deux programmes scolaires et EHA sur le volet latrines scolaires est un impératif pour optimiser les résultats et produire des outils de communication adaptés.</p>
Durabilité	<p>Utilisation du marché local au maximum de ses capacités; Renforcement de capacités locales; Déséquilibre temporaire des tarifs réels;</p> <p>Émergence de demandes spontanées diverses; Adaptation du projet aux demandes;</p> <p>Durabilité des ouvrages</p> <p>Ancrage institutionnel sur le secteur eau et assainissement à renforcer.</p>	<p>Les investissements sont directement injectés dans l'économie locale, très positif. Ce déséquilibre temporaire peut être justifié à certains endroits, mais devra peut-être être abordé avec plus de précautions sur le Bas-Juanaria;</p> <p>Bon indicateur d'un impact sur la dynamique communautaire, et la compréhension des activités de sensibilisation.</p> <p>Très bon dans l'ensemble.</p> <p>Insuffisant mais biaisé côté DINEPA; il est important d'augmenter les échanges avec les acteurs du secteur pour éviter l'isolement institutionnel du projet.</p>

7. Recommandations

A conserver	A Améliorer
<p>Participation financière des communautés, et le lien collectif de remise de caution.</p> <p>Des outils de sensibilisation adaptés aux contraintes et au public.</p> <p>Un suivi avant/après auprès des ménages en interne</p>	<p>La participation financière reste peu élevée, et peut être réhaussée sur les zones du bas, plus proches de centres urbains. De la même façon que la DINEPA souhaite passer d'une politique très subventionnée à du «zéro subvention» sans transition, le programme Inter-Aide pourra envisager une phase de transition avec rapprochement des tarifs pratiqués sans le programme.</p> <p>Ils pourraient être améliorés grâce à d'autres techniques d'animation plus «vivantes» et un discours orienté sur d'autres aspects que l'hygiène;</p> <p>Amélioration de certaines évaluations en interne, pour se baser moins sur les déclarations mais davantage sur les pratiques; évaluation qui seront faites sur un nombre plus restreint de communautés. Meilleure identification des intérêts des bénéficiaires, au-delà de l'hygiène.</p>
<p>Coordination inter-programmes</p> <p>Utilisation du marché local au maximum de ses capacités, et des ressources humaines locales</p>	<p>Cette coordination pourrait être plus systématique, avec des phases d'échanges bien identifiées</p> <p>Tous les éléments favorisant la pérennité de l'activité latrines sont mis en place par le projet; mais si le projet ne veille pas à les rendre plus autonomes et plus proches des conditions réelles sans le programme, l'activité pourra rencontrer des difficultés à se maintenir. Une phase de transition peut être envisagée, ou au sein d'une même communauté lors des évolutions démographiques, ou sur un secteur entier jugé plus en capacité. Le premier a l'avantage d'être plus près de la réalité future.</p> <p>L'appui du projet doit aussi permettre de valider d'autres latrines ou du moins de s'assurer que le modèle proposé peut être facilement amélioré pour une meilleure appropriation des bénéficiaires; et que les sensibilisations ont un impact sur tous même sur ceux qui ne s'engagent pas dans une latrine Inter-Aide</p>



Rapport Boucan-Carré



1. Détails du programme de Boucan-Carré

Boucan-Carré est une commune du département Centre et comprend trois sections communales : Petite Montagne, Dufailly et Desbayes. Le programme est déployé sur les deux premières sections communales, avec deux bases de vie sur Boulis et Sivol. Desbayes, trop éloignée, est prévue d'être complètement couverte à partir d'un autre programme.

1.1. Organisation des Ressources Humaines du programme

Les ressources humaines impliquées dans le projet comprennent d'une part une expertise internationale et d'autre part une expertise nationale comme décrites sur Juanaria.

La différence ici est qu'il existe deux Coordonateurs, basés dans chacune des zones du programme.

1.2. La sensibilisation à l'hygiène

Les séances comprenant la sensibilisation à l'hygiène sont toutes entamées selon la même procédure que décrite sur Juanaria.

Le programme est maintenant en voie d'achèvement, et les procédures appliquées sont différentes. Puisque quasiment l'ensemble des communautés ont été touchées sur les deux secteurs, les contrats de latrines actuels sont censés clôturer l'intervention, et certaines demandes faites viennent de groupes ayant déjà reçu une sensibilisation, et n'étant pas entrés dans le contrat latrine au moment de son démarrage. La ré-écriture d'une lettre n'est donc plus un passage obligatoire, sauf dans le cas où la communauté a été fermée par les R.P¹.

Le procédé retenu ensuite pour les réunions de sensibilisation est inspiré de la méthode PHAST, et suit les mêmes progressions qu'à Juanaria.

1.3. Les Latrines Familiales

Le déroulé des contrats de latrine diffère de ceux de Juanaria, et a suivi plusieurs modifications au cours du programme, pour s'adapter au contexte.

Initialement:

- * Caution de 150 HTG solidaire du contrat + 50 HTG participation financière
- * Remise des matériaux en une fois
- * Délais de 45 jours pour finir les latrines.

Les objectifs affichés étaient d'engager un maximum de contrat avec incitation salariale grâce à la prime annuelle des animateurs indexée sur les objectifs de nombre de contrats.

Une première modification a été initiée en 2012:

- * Caution de 100 HTG solidaire du contrat + 50 HTG participation financière
- * Remise des matériaux en deux fois (d'où la diminution du montant de la

1 Annexe Interview R.P s BC

caution, qui permet de compenser les pertes d'activités dues au déplacement supplémentaire)

- * Délais allongé à 60 jours pour correspondre à la durée moyenne de fabrication des kay.

- * Remise de la caution en deux fois, de 50 HTG à chaque remise.

La prime annuelle des AK n'a plus été indexée sur leur nombre de contrats. L'accent a été mis sur le suivi du contrat, dispositif qui n'avait pas été initié au démarrage du programme.

Une deuxième modification est faite en janvier 2014:

- * Démarrage du contrat au Crash-Test Dalle

- * Délais de contrat de 40 jours

Une troisième modification est actuellement apportée par les R.P. et a pris effet en Juillet 2014. Elle consiste en:

- * un raccourcissement des délais de contrat à 30 jours.

- * une remise de la caution en une fois, au terme du délais du contrat.

- * une remise de caution individuelle

Un suivi est ensuite réalisé par la suite par les animateurs, en porte à porte, dans les 3 mois qui suivent la fin du contrat. Dans le cas de Boucan-Carré, un suivi «délinquant» a aussi été mis en place. De nombreuses cautions ont été perdues sur Boucan-Carré car l'ensemble des familles d'un même contrat ont beaucoup de difficultés à terminer dans les délais. Il s'agit donc de suivre les familles n'ayant pas fini leurs latrines au terme du contrat, pendant trois mois, avec une visite toutes les deux semaines. Ce suivi est depuis l'hiver 2014 réduit à une visite mensuelle².

1.4. Les Aménagements Hydrauliques

Ce volet ne démarre sur une communauté qu'à partir du moment où la couverture en latrines familiales a atteint 80%. Il se déroule théoriquement de la même façon qu'à Juanaria. Des différences existent cependant entre les deux programmes sur ce volet, puisqu'une partie des activités aménagements hydrauliques se sont concentrés sur des anciens ouvrages réalisés dans le cadre du programme, de 2007 à 2009.

1.5. Volet Scolaire

La méthode a déjà été présentée dans la section de Juanaria.

La sensibilisation a évolué au cours du programme, puisqu'au départ les interventions se faisaient souvent directement par l'équipe auprès des élèves, sans renforcement des enseignants. De nombreuses activités autour du théâtre, des chants ont ainsi été mises en place. Elles ne visaient pas suffisamment la formation des enseignants, selon

2 Annexe Interview R.P s BC



la 2ème RP, qui a réorienté la sensibilisation vers eux, pour qu'ils soient en capacité de diffuser le message à leur tour. Finalement, le contenu de la formation a été revu par la RP actuellement en poste, en s'inspirant des premiers outils développés, mais en continuant de mettre en avant la formation des enseignants.

2. Pertinence du Programme

2.1. Validité des Objectifs du programme

2.1.1. Zone rurale non-exempt d'intervenants extérieurs

De la même façon que pour Juanaria, Inter-Aide a effectué plusieurs visites de reconnaissance sur la zone et un diagnostic démographique intégrant des données sur la scolarité et l'accès à l'eau et l'assainissement. Ces visites avaient été motivées en 2002 par la réception de lettres de demande de leaders de Boucan-Carré. A la suite d'enquêtes plus abouties en 2006-2007, le taux affiché de latrinsisation était de moins de 5%.

L'organisation *Zanmi Lasante* intervient sur ce secteur principalement dans les domaines de la santé. Ils ont à disposition un centre de santé mais surtout des agents répartis sur les sections communales. Les seuls agents rencontrés étaient basés dans le secteur du bas, celui rattaché à la base de Sivol. Leurs activités principales concernent le suivi de la croissance des enfants, les campagnes de vaccination, et l'animation de clubs de santé communautaire.

Lors des entretiens avec deux agents de santé de l'organisation, il n'a pas été évoqué de collaboration officielle entre les deux programmes, ou de travail commun entre animateurs (Inter-Aide) et agents (Zanmi Lasante).

Concernant les activités de sensibilisation autour de l'hygiène, les mêmes messages-clés sont diffusés, sans que la mise sur pied d'une approche commune n'ait été initiée.

Ces deux organisations se connaissent depuis longtemps et ont déjà été amenées à travailler sur des mêmes secteurs géographiques; la coordination de programmes observée sur Boucan-carré est informelle, et les informations sont obtenues par les échanges entre personnels de terrain et RP ou AK. Dans le cas de la mise sur pied de points de diffusion de chlore par exemple, les RP avaient entrepris la mise en vente au marché de traitement de l'eau à domicile. Aucune fiole n'a pu être vendue sur une durée supérieure à un mois. Plusieurs raisons ont été évoquées pour expliquer ce fait:

- * la diffusion gratuite de traitement par des organisations telles que Zanmi Lasante,
- * le refus d'acheter un bien mis en circulation par des étrangers.

Très certainement la première raison a davantage pesé dans la balance; l'arrêt de la distribution de chlore par *Zanmi Lasante* est une disposition récente de l'organisation, qui permettra de relancer des points de vente pérennes. L'information concernant cet arrêt de la distribution est une information recueillie auprès d'un agent de santé, lors d'une réunion motivée par la présence de la Consultante. La réflexion sur des actions communes ne semble donc pas d'actualité sur ce secteur géographique.

Une autre organisation américaine, CLM, a également mis en oeuvre un programme de réduction de la pauvreté, qui devait appuyer les plus vulnérables à acquérir une habitation et une latrine notamment, en parallèle du don de bêtes, qui représentent l'épargne locale. Le programme est à présent achevé et quelques latrines effectuées dans le cadre de ce financement ont été visitées. La plupart d'entre elles n'avaient jamais été achevées et n'avaient même jamais servi. Une collaboration avait été établie avec Inter-Aide pour le design des latrines, visant un modèle commun, et même, des bôs formés par Inter-Aide avaient été contractualisés et des AK mobilisés.

D'autres programmes gouvernementaux sont en cours de déploiement, tels que *Kore Fanmi* qui donnent entre autres des denrées alimentaires aux plus démunis.

Aucun de ces programmes n'intervient sur le volet Eau et Assainissement, mais certains d'entre eux interviennent sur l'hygiène. Compte-tenu du faible taux initial en matière de latrines familiales mais aussi en termes d'aménagements hydrauliques, le programme d'Inter-Aide contribue bien à répondre à un besoin de ce secteur géographique.

Sa démarche n'étant pas axée sur le don, mais sur une participation communautaire, elle diffère de certaines méthodes d'intervention d'autres programmes de Boucan-Carré et peut rencontrer de ce fait, des difficultés à se déployer avec des bénéficiaires d'avantage habitués aux distributions.

2.1.2. Choléra

Des cas de choléra se sont déclarés au début de l'épidémie en 2010, et les années qui ont suivi. L'équipe d'AK a d'ailleurs été formée pour assainir les maisons et prendre en charge la gestion des personnes décédées. La prise en charge de cette partie du travail n'est normalement pas dans les prérogatives de la mission d'Inter-Aide, selon le RP de Boucan-Carré, mais s'est imposé au moment où le choléra démarrait et qu'aucun intervenant extérieur ne couvrait la zone. Cette formation des AK, et le temps alloué à cette activité, a sans nul doute permis de freiner la progression sur ce secteur, mais elle a aussi été consommatrice de temps pour les AK, sans que cela ait toujours joué le rôle attendu pour une adhésion massive de localités au programme, suite à la présence de personnes atteintes du choléra dans une zone.

2.2. Conformité avec la stratégie nationale

Les points soulignés sur la stratégie nationale page 79 de Juanaria sont valables sur Boucan-Carré, à quelques détails près, expliqués ici.

2.2.1. Subvention des latrines Familiales/Scolaires/Publiques

Les éléments directement subventionnés sont repris ci-dessous :

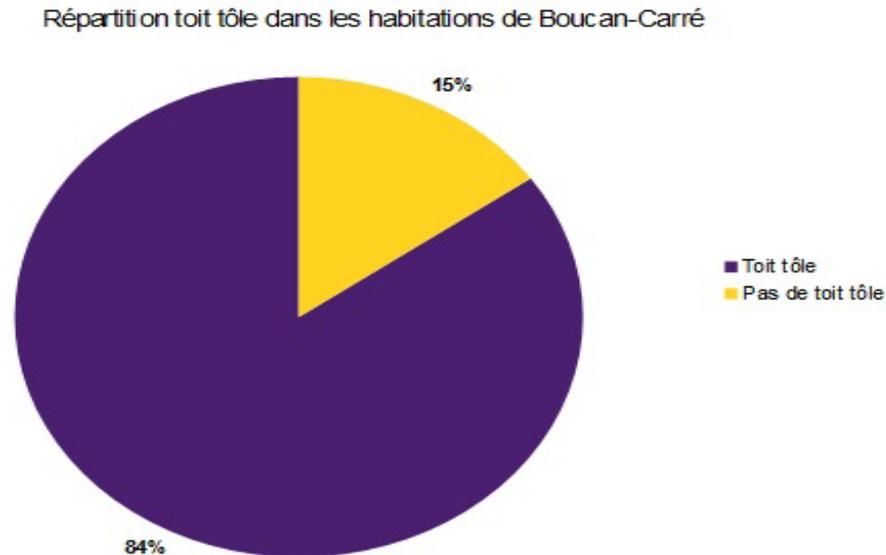
	Subvention I.A	Apport Communauté	Remarques
Dalle Bombée			
Ciment + Fer	270 HTG		Interview Bwa-Wouj/RP
Sables/Graviers		300 HTG	Équivalence 1,5 journée de travail Kombit
Transport Local/Kay		100 HTG	Équivalence 0,5 journée de travail Kombit
Toit			
Tôles (2 feuilles)	550 HTG		Variation de 400 HTG à 550 HTG
Transport Local-Kay		100 HTG	Équivalence 0,5 journée de travail Kombit
Trou			
Fouille		450 HTG	Interviews Bouli + Sivol + RP
Kay latrine			
Matériaux + Potaux		150 HTG	Matériaux de récupération
Main d'œuvre		75 HTG	Estimation Interview Rivyè-Fwad
Main d'œuvre Bòs			
salaires	200 HTG		Données Projet
En-cas		25 HTG	
Participation Financière			
		50 HTG	Données Projet
TOTAL	1 020 HTG	1 250 HTG	
		1 350 HTG	Dans le cas où les cautions sont perdues
% par rapport au coût d'une latrine : 2 220 HTG	46%	56%	
		60%	Dans le cas où les cautions sont perdues

Les données issues de ce tableau sont adaptées au contexte de Boucan-Carré et proviennent d'interviews effectuées localement, et ont été vérifiées partiellement auprès du fournisseur directement.

La participation des bénéficiaires privés est majoritaire, permettant ainsi à l'appropriation de l'ouvrage par les usagers. Certains ménages n'ont pas entrepris de fouiller eux-mêmes leurs trous. Le tarif pratiqué était plus élevé qu'à Juanaria, et les familles déboursent alors deux à trois fois leur «participation communautaire + caution» transmise à Inter-Aide pour bénéficier du contrat latrines. Enfin, les tarifs affichés pour les matériaux subventionnés tels que ciment et tôles étaient plus élevés, augmentant d'autant l'écart entre participation financière des usagers et les matériaux acquis.

Le nombre de communautés visitées durant l'évaluation n'est pas suffisant pour décrire une tendance ou non sur Boucan-Carré, mais il n'en demeure pas moins qu'il y a une vraie question à se poser sur la valeur de cette subvention, sa possible indexation sur les variations du prix du marché.

Quant à la remarque formulée par la DINEPA et les URDs au sujet du niveau de pénétration des matériaux subventionnés, elle ne correspond pas, comme à Juanaria, à la réalité terrain concernant la tôle.



Ce taux est d'ailleurs plus élevé qu'à Juanaria, si l'on s'en tient aux habitations, sans inclure les colombiers.

Le ciment quant à lui, est présent dans la zone du bas, entre le Bourg de Chambo et Sivol, mais il représente une « nouveauté » pour la zone de Petite Montagne.

Le choix de ces matériaux n'est donc pas incohérent par rapport à la réalité des foyers de Boucan-Carré, et sont tous disponibles au bourg, très proche de certaines communautés touchées.

2.2.2. Les représentants locaux

Les remarques seront ici similaires à celles formulées page 52 de Juanaria, à la différence faite des CASECs, dont la présence semble davantage déployée. En effet, sur plusieurs zones du projet, y compris celles situées sur Petite Montagne, les animateurs et RP ont signalé qu'il y en avait un. Il arrive même qu'ils collaborent sur certaines activités. Ce partenariat a été aléatoire et dépendait de l'implication des CASECs dans leurs propres communautés. A Bouli, la collaboration est toujours en cours autour d'une latrine publique et d'une éventuelle reprise d'aménagements hydrauliques. Sur d'autres secteurs sur la route vers Juanaria, les CASECs n'ont pas représenté un appui solide. Sur la zone du bas, le CASEC réside au bourg et se déplace peu; il n'a pas été rencontré par les actuels RP.

A noter également qu'un TEPAC, à l'époque ce poste mis en place par la DINEPA était encore effectif, aurait visité un des ouvrages de captage sans avertir les R.P. Dans le secteur de l'eau, les RP ont à ce jour rencontré les URDs une seule fois en 2012; un deuxième rendez-vous avait été annulé par les URDs eux-mêmes, en 2013. La stratégie de la DINEPA souhaite qu'une coordination soit effectuée entre institutions, et celle-ci a pu être amorcée avec certains intervenants, mais n'a pas été continuée sur le programme en ce qui concerne les acteurs du secteur de l'eau.



Les déplacements vers l'OREPA sont plus difficiles pour le RP depuis leurs bases de Boucan-Carré, et il n'y a pas mutualisation des rencontres avec eux entre les programmes d'Inter-Aide.

Cette remarque sur la mutualisation des échanges, pour éviter qu'un RP ne présente qu'un seul programme alors que les déplacements restent toujours très consommateurs de temps pour tous les RP, est aussi valable pour la coordination au niveau central; c'est à dire que cet effort de représentation et d'échange pourrait être réparti, et coordonné entre programmes EHA.

2.3. Choix des outils et méthodes

Cette section traitera d'une part de la pertinence du choix des ressources humaines, mais aussi des outils de sensibilisation utilisés.

2.3.1. Utilisation de Ressources Humaines locales

Les problèmes inhérents à l'emploi d'une ressource humaine locale sont les mêmes que ceux mentionnés à Juanaria. A la différence près que les deux équipes de Boucan-Carré sont de niveau inégal, et d'un niveau moyen légèrement inférieur à celui perçu sur Juanaria.

Un vrai Coordonateur fait défaut sur la zone de Petite Montagne, et au moins un animateur n'est pas, après renforcement sur une durée supérieure à 1 an, en capacité.

Sur la zone du bas, l'équipe constituée est plutôt solide; bien qu'issus de cet endroit, le Coordonateur et l'Assistant Technique présentent le risque d'être moins présent sur le secteur.

Le choix d'utiliser des ressources humaines locales est inévitable et reste cohérent, mais le niveau n'est pas toujours satisfaisant malgré les efforts de formation, et le projet ne permet pas d'attirer une ressource humaine suffisamment qualifiée prête à faire ce travail. Pour pallier l'inégalité de niveau des équipes, des échanges s'opèrent entre coordonateurs pour renforcer la zone de Petite Montagne.

2.3.2. Utilisation d'outils d'animation communautaire

De la même façon qu'à Juanaria, le public visé ne dispose pas toujours d'un niveau d'éducation avancé, et peut être analphabète. Les outils employés lors des phases de sensibilisation sont quasi-identiques d'un programme à l'autre.

C'est surtout au cours des échanges avec les RP actuels qu'a été mentionné un problème de compréhension des symboles et des images, décrits à la page 54 de Juanaria.

Ce problème n'était pas apparu aussi fort sur Juanaria, alors que la mise en route du programme a été plus récente, et qu'une simplification des termes s'est mise en place peu à peu. Le discours délivré au départ était donc bien plus technique que celui des animateurs plus expérimentés de Boucan-Carré. C'est aussi à Boucan-Carré que les réponses concernant les motivations des bénéficiaires à acquérir les latrines ont été moins nombreuses et plus difficiles à obtenir du point de vue de la Consultante. Bien que les réponses aient présenté de fortes similitudes avec les variations de réponse

obtenues à Juanaria, l'occurrence des termes «pratique» et «maladie» a été utilisé pour évaluer cette différence;

- * 12 % des interrogés ont déclaré se protéger des maladies contre 15 % à Juanaria;
- * 4 % des interrogés ont déclaré choisir une toilette pour son côté pratique contre 9 % à Juanaria

Certains outils ont déjà été adaptés selon les suggestions apportées par l'évaluation de Juanaria page 35, comme par exemple l'emploi de sable pour matérialiser la contamination, sans résultats permettant de valider cette méthode.

D'autres techniques souvent mentionnées dans la librairie traitant de l'ATPC, ont été essayées par les précédents RP, et n'ont pas été maintenues du fait de leur manque d'appropriation ou de leurs résultats mitigés. Certains étaient très techniques (livret de campagne d'évaluation des pratiques d'hygiène à mener par les enfants; exercice de proportionnalité en mathématiques), d'autres plus ludiques (jeux de rôles, chants). Les outils actuellement employés sont un rassemblement des différentes approches passées, en sélectionnant les plus appropriées.

De nombreux essais et variations autour de l'animation ont été éprouvés sur ce programme sans que les résultats soient clairement validés/invalidés.

Lors des échanges avec les membres de l'équipe d'Inter-Aide, l'A.T. a souligné que la zone de Régalis disposait d'une école nationale depuis longtemps, quand les secteurs d'intervention sur Boucan-Carré n'en disposaient pas. Récemment, l'établissement scolaire de Bouli a été renforcé et représente à présent une école en voie de nationalisation. Mais cela reste récent, et la génération qui contractualise des latrines n'en a pas bénéficié.

Le niveau d'éducation est peut-être en effet plus bas sur le secteur de Boucan-Carré, ce qui nécessiterait aussi de simplifier encore, ou de mettre en avant un discours moins tourné sur l'Hygiène. Le côté «pratique» des latrines ressort moins dans les réponses des bénéficiaires, mais cela peut s'expliquer par une orientation de leur réponse du fait de l'évaluation.

3. Efficacité du Programme

3.1. Atteinte des Objectifs initiaux

Le projet financé par l'AESN prévoyait initialement 5 000 latrines, dont 1000 étaient affectées à la zone de Juanaria³.

Les résultats du volet sensibilisation de Juanaria ont aussi été soustraites des objectifs de Boucan-Carré. Le calcul des participants a été effectué à partir de la moyenne du nombre de participants aux quatre réunions PHAST. Le calcul du nombre d'ateliers réalisés dépend de possibles regroupements de réunion sur une même localité, et non une distinction par contrat (cf. BDD Boucan -Carré). Cette dernière donnée n'étant pas

3 Remarques Christophe Hiver Inter-Aide



évidente à extraire de la Base de Données, il semble plus approprié de se référer aux nombres de participants moyens aux cycles PHAST.

Le tableau suivant reprend les objectifs et les réalisations du projet.

	Objectifs Chiffrés du Projet déposé (AESN)										
	Ateliers PHAST	Participants	Points d'eau	Latrines familiales	Taux de couverture lavage de mains des familles équipée	Écoles avec latrines	Enseignants formés	Taux de couverture utilisation latrines - enfants	Comités Usagers AEP	Artisans locaux	Points de diffusion du chlore
Volet I Sensibilisation	1206	6300									
Volet II Construction			25	4000	75%						
Volet III Scolaire						25	125	75%			
Volet IV Pérennisation									25	10	60

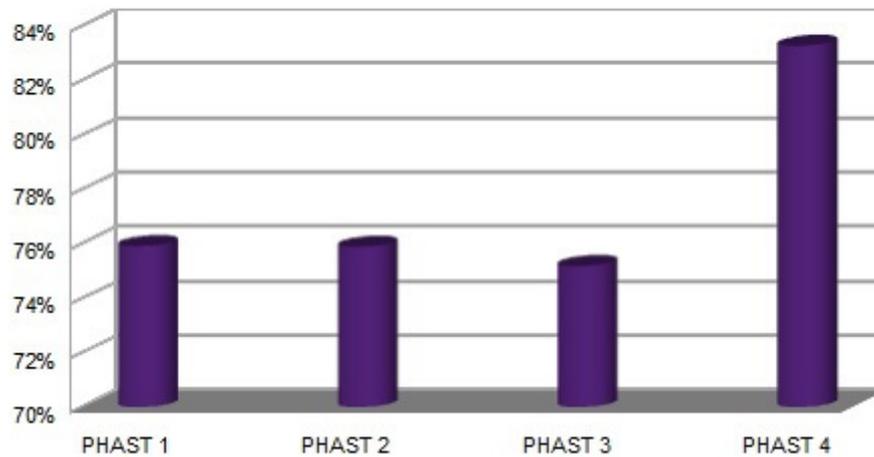
	Résultats Terrain Juillet 2014										
	Ateliers PHAST	Participants	Points d'eau	Latrines familiales	Taux de couverture lavage de mains des familles équipée	Écoles avec latrines	Enseignants formés	Taux de couverture utilisation latrines - enfants	Comités Usagers AEP	Artisans locaux	Points de diffusion du chlore
Volet I Sensibilisation	700	3068									
Volet II Construction			10	1797	XX						
Volet III Scolaire						10	49	xx			
Volet IV Pérennisation									10	9	0

	Écart Prévu/Réalisé Juillet 2014										
	Ateliers PHAST	Participants	Points d'eau	Latrines familiales	Taux de couverture lavage de mains des familles équipée	Écoles avec latrines	Enseignants formés	Taux de couverture utilisation latrines - enfants	Comités Usagers AEP	Artisans locaux	Points de diffusion du chlore
Volet I Sensibilisation	58%	49%									
Volet II Construction			40%	45%	XX						
Volet III Scolaire						40%	39%	xx			
Volet IV Pérennisation									40%	90%	0%

Les résultats du projet n'atteignent pas les objectifs quantitatifs initiaux du programme, et restent dans une moyenne de 50 % de réalisations. Le projet a été moins efficace qu'annoncé, et les vitesses d'avancement observées sur un programme similaire limitrophe n'ont pas été atteintes sur ce programme, puisque la progression a été d'environ 700 latrines/an contre 1 100 latrines/an sur Medor-Perodin. Plusieurs éléments de contexte sont développés par la suite.

La figure suivante reprend la participation moyenne observée aux PHAST.

Taux de participation aux PHAST

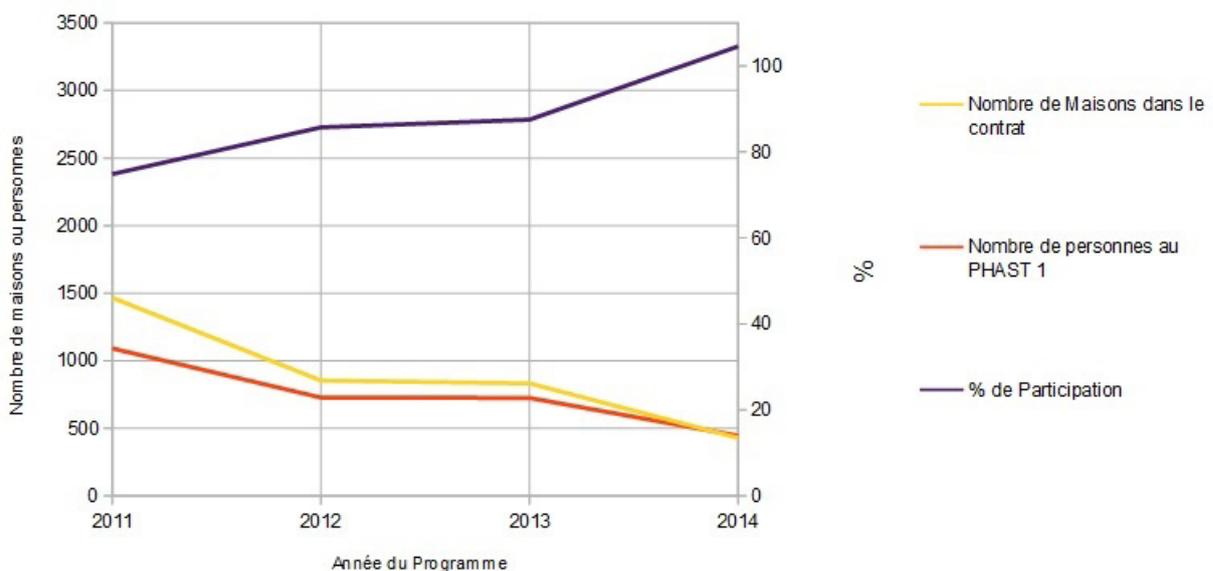


La réunion présentant la plus forte moyenne de taux de participation est le PHAST 4 durant laquelle le contrat latrine et son organisation sont clarifiés. Il a donc été demandé par les actuels RP la présence à minima à trois réunions pour pouvoir entrer dans le contrat latrine, pour éviter ainsi les personnes ne se présentant qu'à la dernière réunion PHAST. Les principes du programme sont respectés par une majorité de contractants latrines, c'est à dire qu'il acceptent de rentrer dans le processus de sensibilisation, mais certains s'intéressent à l'infrastructure et sa disponibilité au moment du programme, sans engagement complémentaire.

Le programme de Boucan-Carré, financé par l'AESN, ayant commencé depuis 2011, le graphique suivant propose de reprendre les données de participation aux PHAST, en fonction des années.

Évolution du taux de participation au PHAST 1

en fonction des années du programme



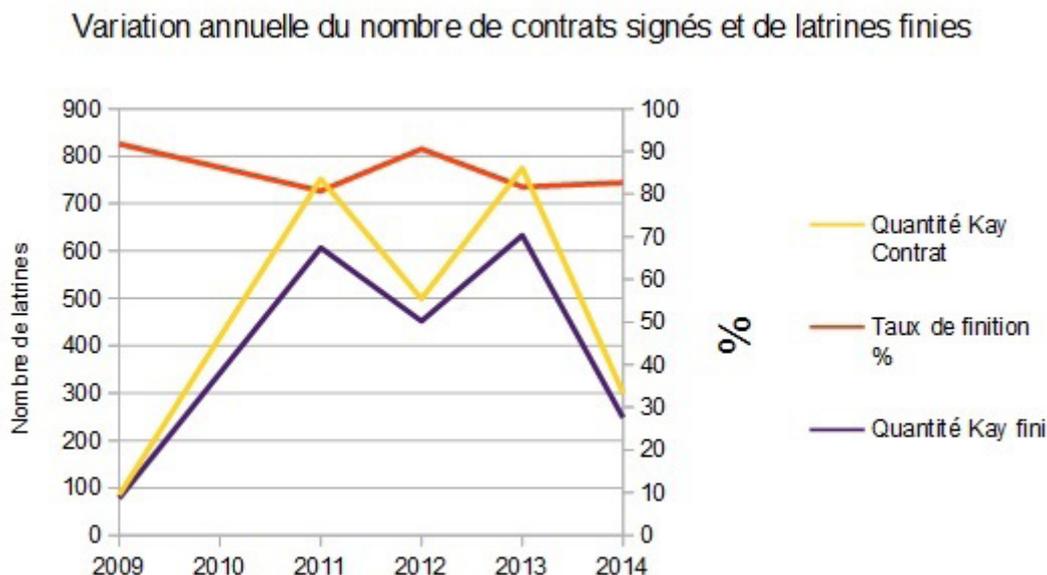
La première année du programme a été celle où le plus de réunions PHAST ont été



effectuées; le taux de participation aux PHAST 1 a quant à lui augmenté au fur et à mesure des années du programme, ce qui indique une attention plus importante accordée à la présence aux sensibilisations. Le programme a donc gagné en qualité sur ce point.

Concernant la construction de latrines prévues, celles réalisées en 2009 n'ont pas été assimilées aux résultats, puisqu'elles ont été réalisées en-dehors de la période de financement évaluée. Les données de 2014 portent sur les six premiers mois de l'année.

La variation annuelle du nombre de constructions est présentée ci-après.



C'est en 2012 que le taux le plus important de latrines finies est enregistré alors que c'est aussi l'année où il y a eu le moins de contrats signés. A présent que le programme est dans sa deuxième moitié, le nombre de construction devrait s'arrêter en 2016, si un maintien des réalisations annuelles entre 700 et 800 latrines est atteint. La RP actuelle a modifié les termes du contrat, et la remise de la caution n'est à présent plus collective mais individuelle, pour mettre les bénéficiaires face à leurs responsabilités et espérer ainsi davantage de latrines finies au terme du contrat. Le sentiment communautaire n'étant pas simple à faire émerger dans le contexte haïtien, cette modification peut jouer un effet moteur sur davantage de bénéficiaires.

Au sujet des aménagements hydrauliques prévus au nombre de 25 : peu ont été réalisés, et deux d'entre eux ont consisté à reprendre des aménagements commencés en 2009, mais jamais terminés proprement. Il s'agissait des systèmes de Kanava et de Dwal, pour lesquels des traversées sur câble n'avaient pas été réalisées.

Deux autres captages devaient être réalisés dans la première moitié de 2014, mais n'ont pas abouti, car les deux communautés n'ont pas trouvé le ratio effort fourni/gain en termes d'aménagements, satisfaisants.

Les sources sur certains secteurs peuvent être nombreuses, mais les débits ne sont pas toujours suffisants pour un ouvrage conséquent, et leur emplacement ne permet pas en général de couvrir un nombre de bénéficiaires important avec un système gravi-

taire. Les sources sont à une altitude plus basse, et/ou les habitations sont trop dispersées.

Souvent, seule l'étape Petit Captage pourra être passée, à cause des éléments mentionnés précédemment. Or la protection d'une source, avec construction d'une boîte de captage, ne représenterait pas nécessairement un acquis suffisant sur-lequel les usagers sont prêts à investir beaucoup d'énergie en transport de matériaux, rendant plus difficile la mobilisation communautaire.

Quant aux latrines scolaires, leur réalisation a été tributaire des demandes des établissements, et peu se sont manifestés.

3.2. Qualité des Infrastructures

3.2.1. Les latrines

Les solutions techniques développées pour les latrines sont quasi-identiques à celles de Juanaria, et les commentaires de l'évaluation sont similaires. A partir des données disponibles, moins de 1% des dalles construites n'ont pas passé le crash-test, ce qui reste un très bon résultat.

3.2.2. Les ouvrages AEP

Les aménagements hydrauliques visités étaient de taille variable: du simple aménagement de source au réseau comportant plusieurs réservoirs et points de distribution assimilés. Dans l'ensemble les ouvrages visités étaient de bonne qualité et relativement bien entretenus.

Les matériaux sélectionnés pour les canalisations sont le PEHD principalement, et le PVC pour les vidanges et trop-pleins. Le PEHD est plus robuste que le PVC, et convient aux réseaux en zone rurale haïtienne car plus souple et facile à installer même dans un relief accidenté. Il présente l'inconvénient d'être plus cher et moins répandu, mais sa commercialisation est récente sur le territoire haïtien et se développe, car il est préféré aux autres matériaux selon les recommandations techniques de la DINEPA.

Sur les réseaux, les passages de ravine représentent les zones de faiblesse qu'il convient de renforcer. Sur les réseaux visités, la canalisation en PEHD était protégée dans une gaine en Acier Galvanisé, qui est un matériau plus rigide, participant à protéger le réseau.

Les ouvrages de captage et de génie civil visités étaient dans l'ensemble correctement réalisés avec une protection des parties supérieures des captages, et des renforcements latéraux. Les équipements de vidange/trop-plein étaient associés en un seul, permettant ainsi l'évacuation du trop-plein sur la vidange. Cela permet d'éviter l'affouillement des ouvrages lorsque l'évacuation de la vidange est correctement aménagée. L'ouvrage de Chimowo reste fragile de par son emplacement, en bord de ravine.

Il est à noter cependant que deux des ouvrages visités avaient mobilisé des interventions des nouveaux RP pour «finir» un travail entamé depuis 2009. En effet, certains passages difficiles pour lesquels il était prévu d'installer la canalisation en aérien soute-

nu par des câbles n'avaient pas été terminés, laissant ainsi un linéaire de canalisations allant de 30 à 50 m, se dégrader plus rapidement.

Un passage avait pu être achevé en 2011, grâce à la mobilisation de RP sachant les installer, et basés sur d'autres secteurs.

Deux autres passages n'avaient quant à eux jamais été installés. Peut-être ne disposant pas de l'expérience suffisante pour les installer, les RP qui se sont succédés sur le programme n'ont pas fait d'intervention dessus.

Ce point pourra être ré-abordé dans «Renforcement des capacités locales».

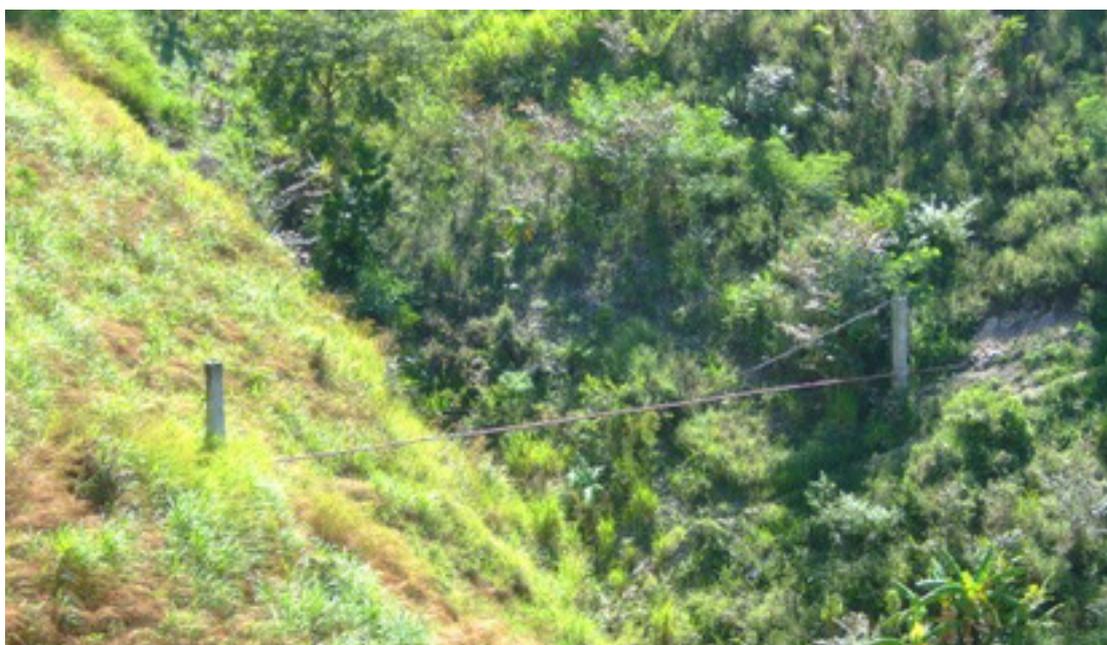


Photo 12 : Passage aérien de l'adduction sur Kanava

Le plus important réseau d'eau du projet est celui qui part de la source Kanava et alimente la commune de Sivol sur 4 points de distribution. Réhabilités sur certains endroits, ce réseau n'avait pas été terminé en 2009 après le départ de l'ancien RP. Certaines parties avaient été reprises en 2011 (passage de câble 1), puis en 2013 avec installation fixe d'un brise-charge, et enfin en 2014 avec réalisation du deuxième passage de câble, réhabilitation d'une partie de l'adduction, et ajout d'une extension vers un nouveau point de distribution.

Durant la visite de terrain, il était possible d'entendre l'eau couler, ce qui indique la présence d'air dans les tuyaux. Le réseau n'est donc pas en charge sur le tronçon en amont du Brise-Charge. Une ventouse placée en amont de l'ouvrage «aspire» de l'air, et n'était pas à priori placée au point le plus haut. Le profil du réseau a été ensuite étudié sur les plans disponibles à la base de vie des RP à Sivol, sans garantie que ce profil corresponde puisqu'il y avait eu des doutes quant aux mesures de topographie effectuées.

Le brise-charge a été placé à mi-parcours d'une pente raide, pour gérer des pressions trop élevées en aval. Les mesures topographiques n'étant pas robustes, plusieurs choses sont à essayer pour comprendre les problèmes rencontrés sur cette ligne:

- * Mesure de débit au brise-charge
- * Vérification de l'état de la première ventouse et de la deuxième ventouse sur

la même période.

- * Fermeture partielle de la vanne au captage jusqu'au point où le réseau reste en charge pour vérification du débit au brise-charge.

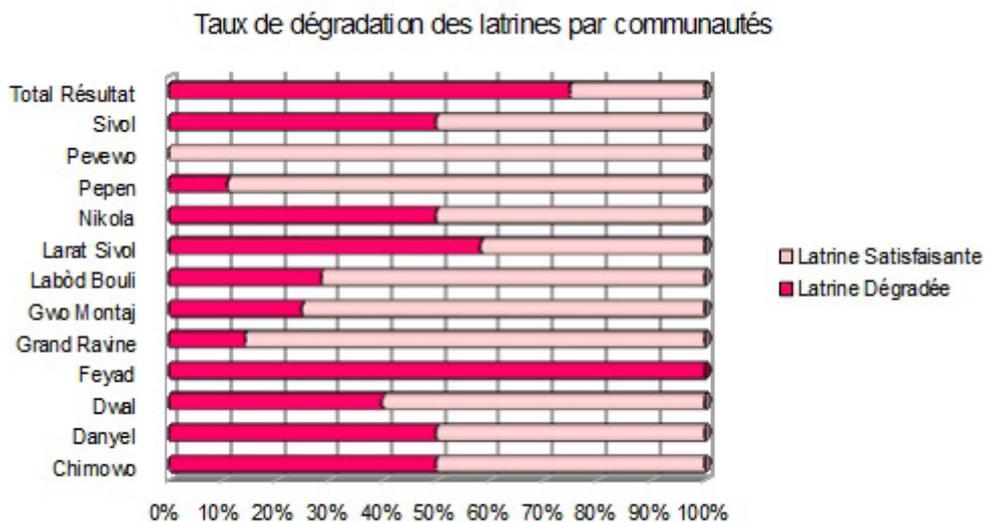
Ces propositions sont des propositions de test et non de fonctionnement permanent. Il est important de finaliser ce réseau, car le fonctionnement actuel contribue à affaiblir les canalisations, et ne permet pas une protection contre des entrées éventuelles de pollution. La mise en charge reste la meilleure protection.

3.3. Assimilation des bonnes pratiques d'hygiène

3.3.1. Entretien et utilisation des latrines

Les critères retenus ont été identiques à ceux retenus pour Juanaria.

Le graphique suivant présente les latrines « Dégradées » et celles « Satisfaisantes ».



Sur le global, 57 % des latrines visitées ont obtenu la dénomination « satisfaisante ». Il est important ici de souligner qu'une différence importante a pu être observée entre Juanaria et Boucan-Carré, au-delà de la différence de pourcentage selon les mêmes paramètres:

- * l'utilisation de tôle à d'autres fins que la couverture de la *kay* latrine n'avait pas été observée à Juanaria
- * la dégradation des murs des *kay* latrine, pour un entrée de donnée équivalente dans la base, était plus importante à Boucan-Carré.



Photo 13 :Kay latrine mal isolée

Ces résultats moyens ont été abordés de la façon suivante: l'absence d'intimité que ces latrines dégradées génèrent, est-elle pour autant un frein à leur utilisation ?

Il n'a été observé que 3 latrines qui n'étaient clairement pas utilisées, alors que les maisons auxquelles elles étaient rattachées étaient encore habitées. Malheureusement, pour deux d'entre elles, personne n'était présent au moment de la visite. Pour la suivante le propriétaire nous assurait s'en servir; nous n'avons donc pas obtenu davantage d'explications.

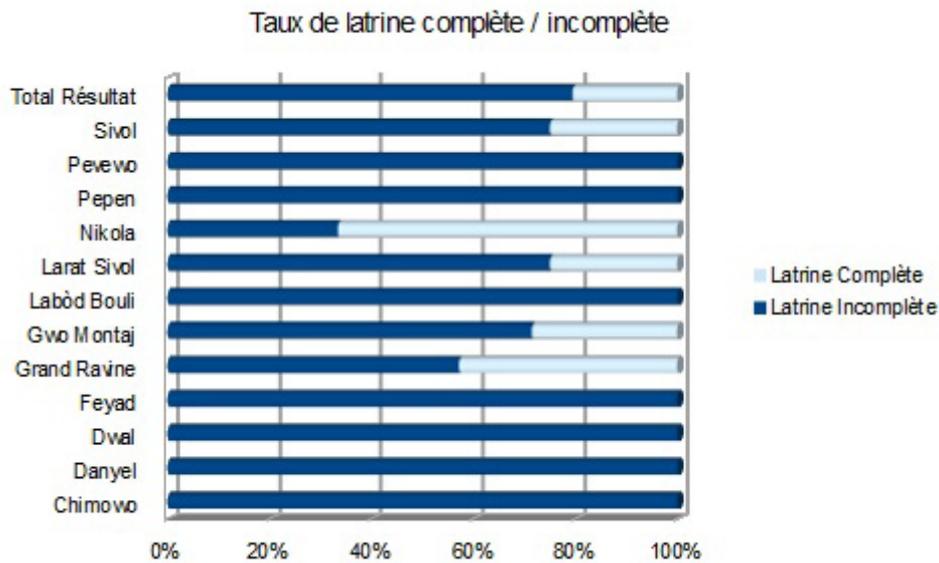
L'AT a mené au mois de juillet un suivi sur les latrines construites en 2009. Les résultats ont indiqué un taux de *kay* latrines moyennement fermées de 69%, mais un taux d'utilisation de 88%.

A plusieurs reprises lors des visites, ce point a été abordé avec les différents membres de l'équipe, mais aussi avec les bénéficiaires. Régulièrement les réponses données indiquaient que cela ne les dérangeait pas, puisque c'est un besoin naturel et partagé par tous. Bien que cette absence d'intimité ne représente pas un frein à leur utilisation, elle pourrait conditionner leur utilisation 24h/24h.

L'année de mise en service des latrines visitées variait de 2011 à 2014, et il n'a pas été observée de variations significatives entre leur âge et leur niveau de dégradation. Cela dépendait vraiment du bénéficiaire.

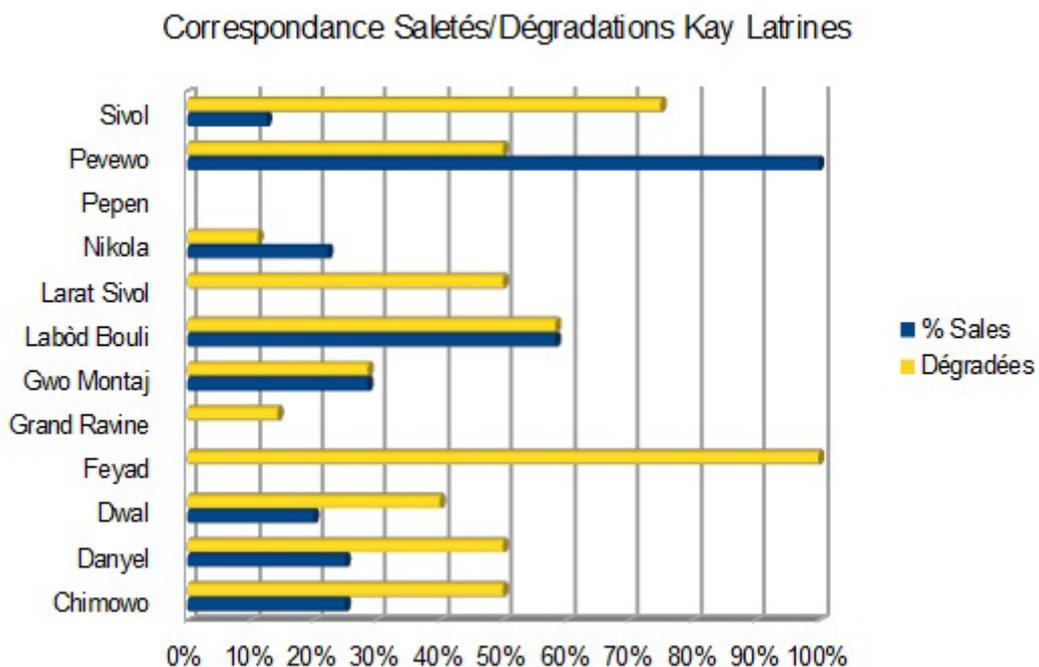
Le graphique suivant présente les mêmes latrines visitées, mais avec des critères plus restrictifs : la présence d'un seul « Non » fait rentrer la latrine comme étant incomplète,

comme présentée à Juanaria.



Sous ces critères, les résultats sont nécessairement moins bons que précédemment, et l'écart est relativement important avec le graphique précédent. La latrine «complète» ne compte que pour 25 % des latrines visitées.

L'observation du niveau de propreté des latrines a aussi été évalué, de la même façon qu'à Juanaria. Le graphique suivant présente ces résultats mis en relation avec ceux des latrines dégradées.

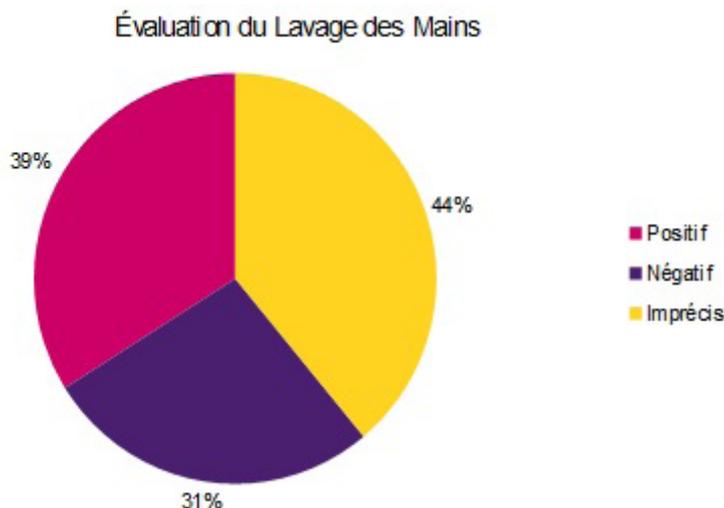


La dégradation et la saleté sont souvent liées comme c'est le cas sur Labòd et Gwo

Montaj. Elles font aussi parties des communautés où les temps de marche pour accéder à l'eau étaient supérieurs à vingt minutes. Grand Ravine est quant à elle la communauté la plus éloignée des ressources, mais ne présentaient pas de latrines «sales».

3.3.2. Le lavage de mains

Cette pratique est délicate à évaluer chez les particuliers, comme mentionné sur la section de Juanaria. De nombreuses cases ont été laissées blanches dans la base de données, car les réponses ne permettaient de conclure sur la pratique.



39 % des personnes interrogées ont été en mesure d'énoncer la façon dont il fallait se laver les mains, ce qui correspond à + 18 points au moment de l'enquête avant sensibilisation. Ce qui est positif et indique que le projet a participé à la diffusion du message. Dans l'ensemble, les niveaux d'acquisition, au moins déclarés, des pratiques de lavage de mains étaient, d'après les enquêtes initiales, de loin plus faibles sur Boucan-Carré. Le programme dans ce contexte présente un enjeu supplémentaire puisque le public est moins sensibilisé initialement.

Les remarques déjà formulées dans la section de Juanaria restent valables ici; l'observation chez un particulier un peu prolongée a permis d'observer que cette pratique n'était pas acquise chez le chef de famille, en sortant des toilettes, et que malgré la présence de l'évaluatrice, du Coordonateur et de nombreux adultes proches parents: personne n'avait réagi. Il s'agit d'un cas observé sur les soixante-dix visités, donc il n'y a pas de conclusion tirée sur le programme à ce sujet. Il importe seulement de souligner qu'une progression fiable à mener en interne serait de baser le suivi sur l'observation, avant/après pour mesurer l'impact du programme.

3.3.3. Le traitement de l'eau

11% des bénéficiaires interrogés disposaient de kits de traitement chez eux et certains ont présenté des Aquatabs. Les aquatabs sont caractéristiques en génér des dons faits par des organisations, et ne sont donc pas achetés.

Globalement sur Boucan-Carré, le prix ou les lieux d'achat de produits de traitement de

l'eau à domicile n'étaient pas connus, exception faite de la zone de Gwo Bwa, dont les habitants se rendent dans des marchés situés à l'extérieur de Boucan-Carré.

La mise en place de points de vente de chlore, via un réseau de marchandes n'a pour le moment abouti à aucune vente; l'arrêt récent de distribution de kits par Zanmi La-sante pourrait peut-être permettre de changer la donne. Cela ne sera certainement pas suffisant, car il faudra du temps pour que l'information circule, et encore du temps avant que les gens ne procèdent à un achat.

Mais la différence avec Juanaria était sensible, puisque la démarche d'achat, sans parler de l'accomplir, ne semblait pas envisageable.

3.4. Renforcement des capacités locales

3.4.1. Renforcement de l'équipe projet

L'évaluation s'est faite dans un premier temps sur les animateurs, qui ont été des interlocuteurs privilégiés durant les visites. Le premier point vérifié était la présence chez eux de latrines, qu'elles soient faites selon le modèle Inter-Aide ou non. L'ensemble des animateurs disposent à ce jour d'une latrine. Ce point a été courant 2014 mis à jour. Les journées passées en leur présence a permis de vérifier certaines pratiques quant au lavage des mains, et elles étaient satisfaisantes.

Un autre aspect abordé été leur formation, et l'évaluation qu'ils en faisaient. Des remarques similaires à celles de Juanaria ont été formulées, et la zone de Boucan-Carré étant composée de deux secteurs, les échanges entre les deux ont lieu mensuellement, mais une réunion chaque quinze jours est prévue sur chaque secteur.

Les outils de suivi mis en place auprès des animateurs ont été modifiés récemment, et l'ensemble de la procédure des contrats a été mise sur papier et clarifiée, puisqu'il semblait que certaines étapes soient pour eux optionnelles dans leurs plannings. Le suivi contrat tel que proposé à Juanaria n'est pas ici instauré, et les animateurs continuent d'écrire sur des feuilles volantes. Les RP expliquaient que le remplissage étaient encore approximatifs pour certains. Quant aux activités de suivi, elles sont plutôt confiées aux Coordonateurs. Dans l'ensemble l'équipe locale est apparue comme un peu moins solide et la différence tiendrait du recrutement.

Le renforcement de capacités doit aussi prendre en compte ce qui est fait auprès de l'équipe internationale. Ce sont dans l'ensemble des remarques similaires à celles faites sur Juanaria.

L'appui aux RP, semble d'autant plus importants que des réseaux construits en 2009, ont été achevés en 2014, ou sont en voie d'être complètement arrangés. A nouveau, les RP actuellement en poste disposent d'une expérience plus importante dans les domaines techniques, et ont permis de finir des ouvrages qui seront restés 5 ans en service mais inachevés. L'organisation Inter-Aide a d'ailleurs compris qu'il était important de capitaliser sur ces acquis pour éviter une situation similaire à l'avenir.

Comme indiqué dans la partie traitant de la pertinence des outils de communication, où il avait été souligné que les RP successifs sur ce programme avaient modifié régulièrement ces outils, les renforts en animation doivent eux aussi être anticipés. Les outils

sont testés, ne sont pas validés d'un RP à un autre, et ces aller-retours indiquent qu'il reste à améliorer cette compétence en interne, et toute capitalisation à ce sujet.

3.4.2. Renforcement des comités d'eau

Les comités d'eau mis en place sont de taille variable, en fonction des ouvrages mis en place.

Sur les petits ouvrages, limités à l'aménagement d'un captage, il n'y a pas à proprement parler de comités mis en place, mais plus une personne qui gèrera quelques menues interventions de nettoyage et d'entretien. Si un comité est mis en place au départ, il n'est apparu pour cette activité que des individus au moment de l'évaluation comme à Pevewo ou Chimowo.

Sur les ouvrages de taille moyenne, comprenant un captage, une ligne d'adduction et une fontaine ou une fontaine-réservoir, la Consultante a pu rencontrer le comité de Larat, qui était surtout composé de membres d'une même famille résidant à proximité de l'ouvrage de distribution.

L'entretien des ouvrages, et surtout de la ligne d'adduction, était fait régulièrement,

et les dispositions d'entretien technique sont assumées par un membre du comité.

Concernant la cotisation, un forfait mensuel est normalement demandé aux usagers du point d'eau. Le taux de recouvrement observé d'après le cahier de suivi était variable, et diminuait au fur et à mesure des mois qui avaient suivi la mise en route du système jusqu'à être quasi-inexistant au mois de l'évaluation.

L'ouvrage en question ne nécessi-

tera que de petites réparations, et si une cotisation ponctuelle est possible auprès de la communauté, alors cette solution devrait être suffisante, mais ne prendra pas en compte un amortissement plus large du système qui comprendra son renouvellement potentiel.

L'un des membres du comité en charge du suivi, est aussi agent de santé; en capacité de lire et écrire, elle est en mesure de tenir un suivi des comptes. Dans un autre cas, il

ANE		Koroussa Dec/12											
NOMEWO	KAY	J	F	M	A	M	J	J	O	S	O	N	D
01	MARIE Famille	10	10	10								10	10
02	KENOUS Robert	10	10									10	10
03	FARA ALINE	10	10	10	10	10	10	10				10	10
04	NGEL MENA											10	10
05	Metelus Ulrich	10	10	10								10	10
06	METELUS WILNER	10	10	10								10	10
07	Metelus Yohand	10	10	10	10	10	10	10	10			10	10
08	Emmanuël	10	10	10	10							10	10
09	Roseline J-fulus	10	10	10	10							10	10
10	Quinson Emel	10	10	10								10	10
11	Joseph Darline				10								
12	Henette Clotilde				10								
13	Louise M ^e Euzennec				10								
14	Rose M ^e Elidonse						10						
15	Lebeau Benise						10						
16	Valérie Choumène						10						

Photo 14 : Tenue des Comptes AEP Larat

n'aurait pas été possible de pousser le renforcement de capacités à ce point.

Sur les ouvrages de plus grandes tailles, tel que le réseau de Sivol, Inter-Aide a mis en place des sous-comités, affectés à chaque ouvrage de distribution, chapauté par un comité qui comprend des membres des sous-comités.

L'entretien technique du réseau, et surtout, le suivi mensuel de la ligne pour prévenir les affleurements de tuyaux, est réalisé par une tierce personne, payée à la tâche, chaque mois, grâce à l'argent collecté par chaque sous-comité. Le but est de pérenniser ce poste, dont le travail permet de réduire les investissements futurs en faisant maintenant un suivi et un entretien régulier. La mise en place de ce mode de gestion est récent (juin 2014), et les données récoltées ne permettent pas de se prononcer sur sa durée de vie potentielle.

On notera cependant que:

- * les taux de recouvrements diminuent avec le temps, mais des activités d'entretien mensuels, indemnisées, sont maintenues;
- * la multiplication des sous-comités, et donc des différents postes tels que trésorier ou président, ne permet pas de mutualiser certaines compétences, alors que tous les sous-comités ne disposent pas de personnes qui sachent compter correctement;
- * ce modèle devra être discuté avec l'OREPA pour être transféré à l'autorité compétente et pourra être amené à évoluer,
- * les membres rencontrés, en suggérant une problématique nouvelle, ont été capables de discuter pour se mettre d'accord sur une solution.

Le Comité principal et les sous-comités doivent donc continuer d'être accompagnés, et le maintien du poste entretien mensuel doit rester une de leur priorité. Ces tâches telles que définies actuellement sont suffisantes, et peuvent être régulièrement mises en avant lors de réunions d'information avec les cotisants. Le nettoyage des réservoirs, qui est également dans ses prérogatives, reste toutefois suffisamment visible pour être connue.

En parallèle, les échanges sur le transfert d'accompagnement par l'OREPA doivent être entamés rapidement; le modèle proposé ne suit pas en effet les directives DINEPA, et il a été mis en place sans connaissance de cette directive. Il est difficilement envisageable d'espérer un transfert sans échanges, initiés suffisamment en amont.

La division en sous-comités est peut-être intéressante à maintenir, pour assurer un relais sur chaque quartier desservi. Mais elle présente l'inconvénient de ne pas mutualiser les rares compétences disponibles. Elle est donc perfectible sur ce point.

Face à une difficulté mentionnée, les membres des sous-comités présents ont été en mesure d'échanger sur les solutions à mettre en place, ce qui est très positif pour faire face aux futures difficultés.

Le système de cotisation n'est pas encore au point, et doit donc être suivi tout particulièrement au démarrage. La compréhension de la cotisation est sûrement encore inégale auprès des usagers, mais la réponse d'une bénéficiaire à qui il avait été demandé qui avait été en mesure de changer le robinet de l'ouvrage commun est aussi encourageante.

geante quant à l'appropriation du système: «C'est nous !».

3.4.3. Renforcement des enseignants

Le présent rapport a déjà fait mention du programme scolaire et du renforcement des enseignants sur Boucan-Carré. Les outils de ce volet ont été régulièrement modifiés, et à l'heure actuelle, le format PHAST proposé s'est inspiré des RP précédents.

L'évaluation faite auprès de l'enseignant-directeur d'école à Labòd a permis de tester la compréhension globale du message à travers plusieurs improvisations. Dans l'ensemble, le message était bien reçu, et l'enseignant parvenait à s'adapter aux propositions faites par les animateurs et la Consultante.

L'accompagnement proposé par le programme est de laisser peu à peu l'enseignant animer l'animation seul, en laissant les premières fois les animateurs intervenir.

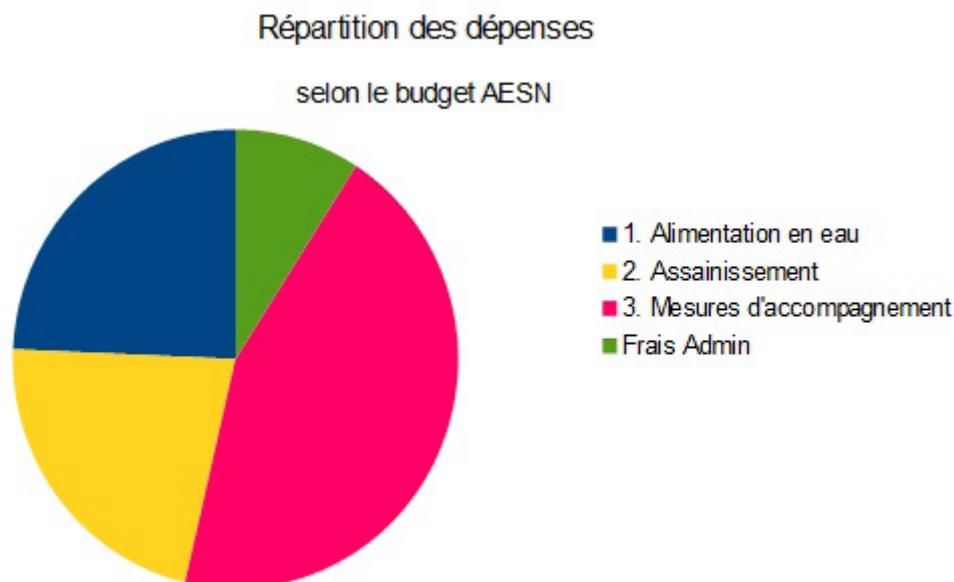
Cette approche semble appropriée et permet de bien s'adapter à chaque enseignant dont les niveaux sont très variables.

4. Efficience des Programmes

L'efficience s'intéresse aux coûts d'un programme et à son optimisation financière.

4.1. Répartition du budget

Les répartitions des postes de dépenses du budget prévisionnel sont présentés ci-dessous:



La part attribuée au «soft» est ici aussi majoritaire, ce qui correspond à un programme axé d'abord sur l'assainissement et l'hygiène. Le programme est construit pour permettre une présence relativement longue sur le terrain du personnel encadrant, ce qui favorise la réussite du projet.

Dans le cas de Boucan-Carré, les coûts d'infrastructures sur des réseaux simples

d'AEP sont disponibles. Les infrastructures disposant à minima d'une borne-fontaine ont été considérés.

Les coûts d'investissement par bénéficiaires varient de 4 à 15 € en fonction des systèmes; ils sont très en dessous des coûts sur le marché local si les travaux avaient été externalisés: pour des réseaux simples de ce type, les coûts d'investissement varient de 20 à 40€ par bénéficiaires. Le programme optimise donc bien cet aspect là, et c'est sur les activités AEP que la présence du RP apporte une réelle plus-value au niveau technique.

4.2. Calendrier d'exécution du Programme

Le projet déposé pour cette zone prévoyait initialement 5000 latrines, dont 4000 sur Boucan-Carré en trois ans. Le nombre initialement proposé de réalisations ne correspondait pas aux données terrain d'un autre programme EHA à Médor-Pérodin, et était supérieur à ce que ce programme réalise, après au moins une année de fonctionnement sur le volet assainissement, et 25 années d'ancrage sur le terrain.

Les quantités de captage prévus semblent aussi élevés sur la période allouée, quand bien même il s'agirait de simples aménagements de source. Le calendrier proposé ne correspondait donc pas aux réalisations visées, et des remarques similaires à celles formulées à Juanaria s'appliquent ici.

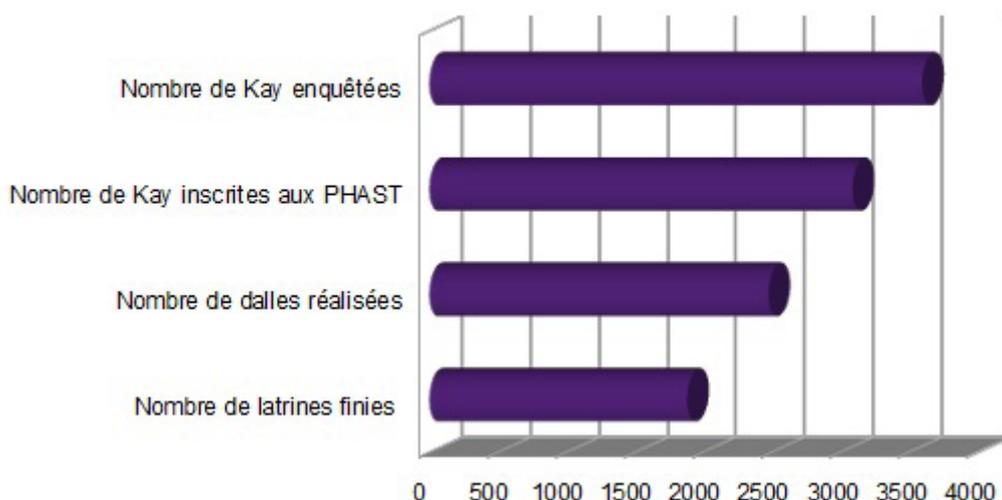
Comme le programme a démarré les activités scolaires depuis 2011, l'information sur ce volet a eu le temps de circuler, et pourtant peu de demandes ont été faites. Inter-Aide a effectué un programme Scolaire sur Boucan-Carré, qui s'est achevé en 2013. Cette concomitance des deux programmes a eu un effet limité sur le volet concerné du programme EHA, puisqu'il n'y a pas actuellement une correspondance des établissements entre appui Sco et EHA.

Au niveau des changements de RP, il n'y a qu'en 2012 où le programme a connu une absence de RP durant trois mois. Cette période est relativement courte, mais très peu d'activités ont été faites à ce moment, et le programme s'était fortement ralenti. La prise en main du programme par la RP suivante a donc été immédiate mais il y a eu à cette période une phase de relance et de reprise en main des activités qui a duré sur plusieurs mois. L'équipe a été formée à nouveau, et la base de données a été modifiée. Cette période, avec le décalage dans l'enchaînement des deux RP a pu entraîné un retard de 6 mois sur le programme.

4.3. De la sensibilisation à la contractualisation

Un autre aspect intéressant à regarder est le nombre d'habitations qui démarrent le processus et qui se maintiennent d'une étape à l'autre.

Nombre d'habitations ayant reçu les étapes du programme



La baisse d'effectifs sur ce programme est progressive tout au long des étapes, et 62 % des familles enquêtées disposent d'une *kay* latrine finie. En prenant en compte le fait que les dalles coulées sont des latrines qui seront achevées dans l'année, alors ce taux remonte à 69%.

A la différence de Juanaria, il y a moins d'écart entre le nombre de personnes engagées sur le PHAST et le nombre de personnes entrées dans un contrat de latrines. Le programme de Boucan-Carré a été pour le moment davantage efficace sur ce point.

Considérant que le programme a à présent touché l'ensemble des communautés du secteur, à l'exception d'une partie située entre Sivol et le bourg, les animateurs rentrent dans une dynamique de signature des derniers contrats avant désengagement des zones.

5. Durabilité des Programmes

5.1. Compétences acquises dans la zone d'intervention

Comme signalé dans la section de Juanaria, le programme forme des ressources humaines pour la réalisation des dalles bombées des latrines, et cette compétence est à présent disponible et potentiellement mobilisable sur d'autres usages.

Les échanges avec les deux coordonateurs et l'assistant technique n'ont pas indiqué que des demandes avaient émergé spontanément, pour des interventions sur des latrines ou sur d'autres ouvrages, excepté à Bouli où un ancien bôs avait participé à la réalisation de la dalle d'un particulier. Les raisons évoquées par le coordonateur de Sivol, étaient principalement la disponibilité de maçons déjà importante sur le bourg de Chambo et ses environs. Par conséquent, le recours à un maçon d'Inter-Aide ne présentait que peu d'avantages, puisque ces connaissances étaient limitées à un type de construction.

Il était toutefois intéressant de signaler que le coordonateur avait fait le choix, pour son



Photo 15 : Borne-Fontaine Dlo Galgal

usage personnel, d'employer un maçon formé par Inter-Aide, en dépit de ses faibles connaissances techniques, pour s'assurer ainsi une meilleure qualité de béton.

Cette exigence du programme, sur la qualité des matériaux et du dosage, sont indéniablement des acquis, même si ils ne sont pas forcément perçus comme tel par les habitants.

5.2. Émergence de nouvelles demandes

Il y a eu sur la durée du programme une demande en latrines publiques qui a émergé, sur le marché de Bouli. Un plan de gestion original a été validé puisqu'il s'agira de demander non pas une participation communautaire ou mensuelle à l'entretien, mais de recouvrir les frais de gestion en faisant payer l'usager directement, pour chaque utilisation. Une enquête auprès des marchandes a été menée: elle a permis de valider le montant proposé à 2 HTG, mais ne s'est pas forcément positionné sur l'approche inverse qui consiste à demander combien sont-elles prêtes à payer pour le service. Sur les marchés, les bénéficiaires viennent de différents endroits, et même s'ils viennent régulièrement, il reste difficile de proposer une approche purement communautaire pour la gestion, puisqu'il n'y a pas une mais plusieurs communautés qui se retrouvent sur ce lieu. La gestion serait davantage tournée sur du privé. Enfin, ce service et sa fonctionnalité pourra éventuellement fournir un indice sur les éléments moteurs concernant le choix d'utilisation d'une latrine. Le propos sur l'hygiène est ici un discours du CASEC, qui souhaite améliorer les conditions sur sa communauté, mais ce ne sera pas à priori un élément moteur pour des usagers qui eux ne résident pas sur place. L'amélioration du côté pratique ou de l'intimité des bénéficiaires, seraient à priori les éléments moteurs.

Le suivi sur cette latrine pourrait donc donner des informations intéressantes pour déterminer les motivations individuelles des usagers sur la zone.

5.3. Monitoring du projet

Le suivi de l'évolution du programme et de ses activités est une activité réalisée tout au long du projet par les R.P. eux-mêmes. C'est à travers la base de données (BDD), un document type excel, que sont compilées les données transmises par les AK ou par les RP directement.

Comme expliqué à Juanaria, cette BDD est propre à chaque programme et se modifie au fur et à mesure des RP. La précédente RP avait repris la BDD tant au niveau de la



présentation qu'au niveau de son contenu, puisque certaines données ne semblaient pas correspondre aux données papier réceptionnées. Des reprises ont à nouveau été faites par l'actuelle RP.

La gestion et le suivi des activités de ce programme est complexe puisqu'elle doit prendre en compte:

- * des secteurs géographiques variables d'une activité à l'autre
- * des données très nombreuses entre les enquêtes, les sensibilisations et les contrats latrine

Les correspondances entre les activités et les groupes ne sont donc pas directes et rendent le suivi moins évident.

Enfin, les BDD d'un programme à l'autre, en fonction du secteur géographique, étant différentes, une compilation au niveau central des données n'est pas effectuée⁴. Lors des transmissions des données à la DINEPA, les informations fournies ne sont pas strictement homogènes, alors qu'il serait attendu que d'une même organisation, sur un programme dont les activités sont équivalentes, les informations données suivent les mêmes nomenclatures.

L'adaptation d'un RP à l'autre et d'un programme à l'autre, peut paraître légitime pour bénéficier des améliorations apportées aux bases et à leur utilisation, mais aussi pour correspondre au mieux aux contraintes de projet. Un format minimum et commun de production de données, pour permettre un monitoring entre les programmes et un transfert de données homogènes à des intervenants du secteur comme la DINEPA, contribuerait à favoriser la communication avec le ministère de tutelle et autres partenaires

Ce qui a été aussi mis en place à Boucan-Carré, et repris sur Juanaria, est le suivi cartographique de certains indicateurs de projets. Une base SIG liée à la BDD des RP, et se mettant donc à jour au fur et à mesure de la progression du programme, a été initiée en 2012 et maintenue. Cette initiative des RP constitue une très bonne amélioration du suivi de données, et facilite la transmission d'information, entre RP, mais aussi auprès d'instances telles que bailleurs ou représentants sectoriels. Pour le moment, les communautés sont représentées par des points GPS, et non en terme de zones. L'habitat étant dispersé, la représentation par zones semble plus pertinente pour le suivi.

Il est important de signaler cependant que la représentation sur plan ou carte, n'est pas utilisée par les membres de l'équipe locale; ce n'est donc pas pour eux un outil de travail.

Cela reste toutefois un outil précieux de suivi, de plus en plus utilisé pour faciliter la coordination des activités notamment entre institutions et ONGs.

5.4. Choix des matériaux

Les remarques similaires à celles produites sur Juanaria s'appliquent ici.

Pour les aménagements hydrauliques, le choix du PEHD constituait un choix risqué au démarrage du projet, car celui-ci n'était pas encore disponible comme il peut l'être à présent.

Ses performances et sa solidité en font à présent un matériau incontournable dans le secteur AEP en Haïti, et vivement recommandé par la DINEPA.

⁴ Interview Laura Lionnet, siège Port-au-Prince Inter-Aide

5.5. Ancrage institutionnel du projet

Les remarques similaires à celles formulées à Juanaria. L'importance de l'ancrage institutionnel est ici plus fort car des mini-réseaux AEP doivent être à présent transférés aux autorités compétentes.

Ce transfert doit se faire le plus rapidement possible, pour habituer aussi les comités formés aux attentes de la DINEPA et éviter une rupture trop brute.

6. Conclusion

Critères	Données-clés	Conclusion
Pertinence	<p>Peu d'autres programmes latrines; Une demande réelle;</p> <p>Des outils certainement perfectibles;</p> <p>Un suivi partiel de la stratégie nationale;</p>	<p>Le programme est pertinent, bien adapté aux besoins;</p> <p>Les outils d'animation prennent en compte le public visé;</p> <p>Les échanges sur la stratégie avec la DINEPA doivent permettre d'être force de proposition à Inter-Aide; Ils devraient aussi faciliter les transferts des comités.</p>
Efficacité	<p>Des résultats en terme de réalisation moyens: 45% sur les latrines; 40% sur les captages; 40% sur les scolaires;</p> <p>90 % d'utilisation des latrines;</p> <p>+18 points pour la déclaration de lavages des mains, avant et après intervention</p> <p>+ 6 points de progression sur le traitement de l'eau à domicile</p> <p>Très bon renforcement de l'équipe, dans la limite de leurs capacités;</p>	<p>Les prévisions initiales de déploiement du programme, basées sur les résultats annuels obtenus en zone limitrophe, sont inférieures à celles enregistrées sur Boucan-Carré. Une population moins réceptive à la sensibilisation, qui nécessitera sûrement d'autres vagues de sensibilisation.</p> <p>L'utilisation des latrines construites est réelle, et la nouvelle technologie est déployée sur l'ensemble des communautés.</p> <p>L'auto-déclaration n'est pas un indicateur suffisant; mais les connaissances liées à la pratique du lavage de mains ont progressé.</p> <p>Les kits de traitement n'étaient pas commercialisés avant le programme; leur commercialisation sur des points de vente locaux avec l'appui des RP se heurtent à des difficultés.</p> <p>Une bonne équipe est un gros facteur de réussite; s'assurer de garder un programme attrayant pour conserver les bons éléments moteurs;</p>

Critères	Données-clés	Conclusion
Effizienz	<p>Investissement important sur le soft;</p> <p>Rythme d'avancement du projet ambitieux dans le calendrier; Décalage dans les passations entre RP: 6 mois de retard</p> <p>Une diminution progressive des bénéficiaires au fur et à mesure des étapes, avec 62% des familles enquêtées qui disposent d'une <i>kay</i> finie;</p> <p>Peu d'échanges entre le Sco et l'EHA, sur la période commune.</p>	<p>Programme efficient dans l'ensemble, adapté à ce contexte;</p> <p>Le rythme général est moins bon qu'envisagé, du fait du contexte social, mais aussi du faible niveau initial d'éducation.</p> <p>Adhésion de toutes les communautés au programme, bon déploiement, mais des difficultés à ce que tous arrivent à l'étape de fin de la latrine.</p> <p>Manque de coordination entre ces deux programmes, qui n'a pas permis de bénéficier des apports de l'un et de l'autre.</p>
Durabilité	<p>Utilisation du marché local au maximum de ses capacités; Renforcement de capacités locales; Déséquilibre temporaire des tarifs réels;</p> <p>Volonté de faire émerger des marchés locaux à renforcer;</p> <p>Durabilité des ouvrages</p> <p>Ancrage institutionnel sur le secteur eau et assainissement à renforcer.</p> <p>Mise en place d'outils Mapping</p>	<p>Les investissements sont directement injectés dans l'économie locale, très positif. Ce déséquilibre temporaire peut être justifié à certains endroits, mais devra peut-être abordé avec plus de précautions sur le Bas-Juanaria;</p> <p>A travers des bidons-robinets/ des sièges/ le chlore... Difficultés rencontrées de commercialisation.</p> <p>Très bon dans l'ensemble.</p> <p>Insuffisant et biaisé; il est important d'augmenter les échanges avec les acteurs du secteur pour éviter l'isolement institutionnel du projet.</p> <p>Développement d'outils de travail adaptés, facilitant aussi le transfert d'informations aux autres intervenants, pour un meilleur accompagnement au-delà du projet</p>

7. Recommandations

A conserver	A Améliorer
<p>Participation financière des communautés.</p> <p>Un suivi avant/après auprès des ménages en interne</p>	<p>La participation financière reste peu élevée, et les cautions souvent perdues... La nouvelle stratégie nous indiquera si les améliorations sont effectives. Sur l'ensemble du programme, les taux annuels de contractualisation sont globalement similaires, alors que des modifications sont faites sur l'approche. Il faudra donc suivre les effets non pas immédiats, mais au terme du programme pour mesurer les réels effets, et se positionner autrement, ou en supprimant la caution et augmentant la participation communautaire, ou en la maintenant mais en modifiant le montant, pour la raison citée dans les recommandations de Juanaria..</p> <p>Amélioration de certaines évaluations en interne, pour se baser moins sur les déclarations mais davantage sur les pratiques; évaluation qui seront faites sur un nombre plus restreint de communautés.</p> <p>Meilleure identification des intérêts des bénéficiaires, au-delà de l'hygiène, surtout que visiblement, ils veulent des latrines à Boucan-Carré.</p>
<p>Coordination inter-programmes</p> <p>Utilisation du marché local au maximum de ses capacités, et des ressources humaines locales</p>	<p>Cette coordination pourrait être plus systématique, avec des phases d'échanges bien identifiées;</p> <p>Tous les éléments favorisant la pérennité de l'activité latrines sont mis en place par le projet; mais si le projet ne veille pas à les rendre plus autonomes et plus proches des conditions réelles sans le programme, l'activité pourra rencontrer des difficultés à se maintenir. Une phase de transition peut être envisagée, ou au sein d'une même communauté lors des évolutions démographiques, ou sur un secteur entier jugé plus en capacité. Le premier a l'avantage d'être plus près de la réalité future.</p> <p>Les efforts de commercialisation doivent être soutenus; le déclenchement de la vente de produits prend du temps, et les périodes d'expositions doivent être plus longues, ne serait-ce que pour garantir aussi aux clients sa disponibilité sur du plus long-terme.</p> <p>Les autres produits dérivés doivent être testés, même si la disponibilité n'est pas à 100% ultra-locale: ceux sont des habitudes qui sont aussi créées et les impacts ne sont pas toujours ceux anticipés mais peuvent être très positifs.</p>





Annexes



Terrain Évaluation Latrines Familiales Juanaria

Latrines Familiales JUANARIA

O/N : Oui/Non C: pas de porte en dur ? : ne sait pas
 F/M/P : Familles/Voisins/Passants a: absent
 *: on pourra demander à la personne rencontrée à se laver les mains, si non-visible ab : autre membre de la famille qui allait aux PHAST

	Village	Nom Personne	Description avancée bloc sanitaire				Utilisation						Lavage des Mains*		
			Dalle Bombée Couverte	Toit tôle	Fermeture	Qui l'utilise ?	Odeur forte et difficilement supportable à proximité	Traces visibles de Selle dans la cabine, sur les murs...	Flaque d'urine/eaux stagnantes	Présence de selles à proximité de la kay	Présence d'eau pour le lavage des mains	Présence de savon pour le lavage des mains	Nombre d'ateliers PHAST suivis		
1	Pototou	Accy (AK)	O/N	O/N	O/N	F/M/P	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	-
2	Pototou	Domeshone	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	O	-
3	Pototou	Eston Etienne	O	O	C	F	N	N	N	N	N	N	N	N	?
4	Pototou	Chnisla	O	O	C	F	N	N	N	N	N	N	N	N	?
5	Pototou	Ciantinere	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	?	4
6	Pototou	Wilina	O	O	N	F	N	O	N	N	N	N	N	O	10
7	Pototou	Jean-Louis	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	?	3
8	Pototou	Samuel	N	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	O	6
9	Pototou	Enilia	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	O	3
10	Pototou	Edouard	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	O	2
11	Manak	Mme Fredel	O	O	N	F	N	N	N	N	N	N	N	O	5
12	Manak	Sale Revel	O	O	N	a	N	O	N	N	N	N	N	?	5
13	Manak	Rodiner Joseph	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	?	a
14	Manak	Aloud	N	O	N	F	N	N	N	N	N	N	N	O	4
15	Manak	Egliz	N	O	O	P	N	N	N	N	N	N	N	N	4
16	Manak	Paulo Lar	N	O	N	F	N	O	N	N	N	N	N	?	a
17	Manak	Maxen	N	O	N	F	O	O	N	N	N	N	N	?	?
18	Tipapa	Ayekareli	N	O	C	F	N	N	N	N	N	N	N	O	3



Latrines Familiales JUANARIA

76	Donte	Charles Chalène	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	O	ab
76	Donte	Cheril Cheri	N	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	O	4
77	Donte	Rosalès Cheri	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	N	N	a
78	Donte	Cheri Bendane	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	O	a
79	Donte	Cheri St Nan	N	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	N	4
80	Rivye Fwad	Feliste Dègue	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	O	4
81	Rivye Fwad	Dunkan Bonfan	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	O	4
82	Rivye Fwad	Enalia Norales	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	O	a
83	Rivye Fwad	Lafonta	O	O	O	O	O	O	F	N	N	N	N	N	O	N	4
84	Rivye Fwad	Paul	O	O	O	O	O	O	a	N	N	N	N	N	O	N	a
85	Rivye Fwad	Ogonye Bastide	O	O	O	O	O	O	a	N	N	N	N	N	O	O	a

Cas particuliers

1	Bwa-Wouj	Alina	C	N	N	N	N	N		N	N	N	N	N			
2	Manakla	Ezner															3
3	Manakla	Clemsi													O		4
4	Manakla	?							a								
5	Manakla	Giverfine															?
6	Mondion	?	N						a								
7	Mondion	?	N						a								
8	Rivye Fwad	Joseph Belanil	C	N	N	O	O	F		N	N	N	N	N	O	O	

Latrines Familiales JUANARIA

		Accès AEP			Toit Kay	REMARQUES INTERVIEW
Village	Nom Personne	Temps Parcouru pour chercher H ₂ O (min.)	Chlore disponible à la kay pour traiter clo potab ?	Récupération Eaux de Pluie	Tôle	
		-	O/N	O/N	O/N	
1	Pototou Aacy (AK)	10	O	O	O	Sa femme vend du clorox
2	Pototou Domeshone	5	O	N	O	
3	Pototou Eston Etienne	5	O	N	O	Capable de donner le prix du clorox
4	Pototou Chnisla	10	O	O	O	
5	Pototou Clantinere	10	N		N	
6	Pototou Wilna	15	N	N	O	
7	Pototou Jean-Louis	10	N	N	O	Pas de diarrhées observées ; pour lutter contre les maladies
8	Pototou Samuel	15	N		O	
9	Pototou Emilia	15	N	N	O	Les WC se répandent, elle suit le mouvement !
10	Pototou Edouard	15	O	N	O	
11	Manak Mme Fredel	7	N	N	N	
12	Manak Sale Revel				N	Pas là
13	Manak Rodinor Joseph	5	N		N	
14	Manak Aloud	10	O		O	
15	Manak Egliz	-	-	-	O	Ceux sont les toilettes de l'église ; ils ne savaient pas que c'était pour cet usage à IA au début.
16	Manak Paulo Lar	15	N		O	
17	Manak Maxen	15	N		N	Toilettes remplies d'eau à 1m.
18	Tipsapa Ayekareli	10	N		O	WC utilisé partiellement pour le stockage de matériel- WC pour les maladies
19	Flè 17 sentral ?				O	Pas là
20	Flè 17 sentral Germanis				N	Pas là
21	Flè 17 sentral Augustin Julius	5	O		N	
22	Flè 17 sentral Ifonise	20			O	Enfants présents

Latrines Familiales JUANARIA

23	Fiè 17 sentral	Mieprisiel	15	N				N	WC car pratique quand il pleut et puis c'est moderne
24	Fiè 17 sentral	Loumène	15	N				N	Met des cendres et de l'aquatabs dans ses toilettes si odeur, prendre un WC car ils nous l'ont donné
25	Regalis	Tafave	10	N				N	WC pris car pas cher
26	Regalis	Anese Portocorès	10	N				O	gravier autour de la dalle : bien entretenu
27	Nan Lendi	Odiène	30	N			O	O	WC contre maladies, Monsieur allait aux réunions pas madame
28	Nan Lendi	Jean-Claude						O	Pas là
29	Nan Lendi	Clorezia	60	N			O	O	Le bon Dieu a envoyé ces WC pour qu'ils se reposent
30	Nan Lendi	Erijean	30	N			O	O	IA a donné un encadrement, WC contre maladies, 1 centre de santé souhaité
31	Nan Lendi	Charite	60	N				O	WC car la maison est plus propre, pb de l'eau important
32	Nan Lendi	Chrisnès	60	N			O	O	fientes de poules dans les WC ;
33	Nan Lendi	Muller	60	N			N	N	Connaît le prix du clorox ; pour stopper les maladies
34	Nan Lendi	Marcus	60	N			O	O	Il avait un trou avant ; WC plus pratique
35	Nan Lendi	Pelansya	60	N			O	O	Elle avait un trou avant, maintenant elle y met le pied de Bananier
36	Nan Tren	Jeudi	30					O	fouille du trou par un tiers 250 HTG
37	Nan Tren	Philène	30	N			O	O	Mari qui a fait les Phast ; Récup eaux de pluie pas pour la boisson ; 250 HTG pour la fouille ; WC pour lutter contre maladies
38	Nan Tren	Jeannie	30	N			O	O	Papa qui a fait les PHAST ; 250 HTG pour la fouille ; de l'eau dans la latrine
39	Nan Tren	Jeudi						O	
40	Nan Tren	Elisya	30	N			O	O	250 HTG pour la fouille
41	Nan Tren	Jeniène	30				O	O	250 HTG pour la fouille
42	Nan Tren	?						N	
43	Nan Tren	?						O	
44	Nan Tren	?						O	
45	Demarag	Delidone	7	O			N	O	Pour stopper les maladies
46	Demarag	Joni	15	O				O	Pour stopper les maladies ; avait déjà des toilettes bien aménagés mais en bois : ciment + solide
47	Kalbass	Rose-Marie	20	N			O	O	Pour stopper maladies
48	Kalbass	Franck	20	O			N	N	Parents pas là ; klorox pour traiter l'eau pour se laver les mains, pas pour boire
49	Kalbass	Dyekimèt	20	O			N	O	Pour stopper les maladies ; pas de différences sur les diarrhées
50	Kalbass	Pakont	20	N			N	O	
51	Kalbass	Dyeden Pierre	20	N			N	N	
52	Kalbass	Lenoz	20	N			N	O	Pour stopper les maladies ; l'an passé elle a eu choléra

Latrines Familiales JUANARIA

53	Kalbass	Solon								O	
54	Kalbass	Jean-Pierre	20		?			N		O	Toilettes en bois mal entretenues mais ne veut pas du prgm IA et ne respecte pas certains principes
55	Kalbass	Pierre								O	
56	Celege	Mme Anol Céa	15		N			O		O	Habitude de faire des trous depuis longtemps (2 déjà) ; alors latrines plus pratique
57	Celege	Alex Céa	15		N			N		N	Même famille ; ils ont grandi avec des trous (pratique)
58	Celege	Liner Céa	15		N			N		N	Même famille ; ils ont grandi avec des trous (pratique)
59	Celege	Lespwa Dye								N	Pas sûr qu'ils l'utilisent Déménagement_Abandonnée
60	Celege	Liben Fieri	a		a			a		N	
61	Celege	Nadine	15		N			N		O	Elle avait un trou avant ; attente du projet Eau
62	Bailanyen	Vilsenor	30		N			N		N	
63	Bailanyen	?								O	Panneaux Solaires à la maison
64	Bailanyen	Elisner	15		N			N		N	Ils avaient un trou avant ; donne les principes, mais les applique pas vraiment
65	Bailanyen	Wanes Antoine	30		N			N		N	
66	Bailanyen	France Elisner								O	
67	Bailanyen	Nicole Marie-Rose	15		N					O	Un trou avant, depuis Choléra ; pour stopper les maladies
68	Malallome	Erimène	20		N			N		O	Poule qui couvait dans les WC
69	Mondion	Elifan	20		O			N		O	Plus pratique que les champs
70	Mondion	JeanBre	20		N			N		O	Un cadenas aux WC ; fouille à 250 HTG
71	Mondion	Elianis	20		O			N		N	Plus pratique les WC quand il y a la pluie
72	Mondion	Rosemène Jules	10		O			N		N	Pour les maladies
73	Mondion	Sijulien								N	Un trou avant, mais pas de kay parce qu'ils ne donnaient pas de valeur au trou
74	Donte	Jean-Claude Neuville	10		O			N		O	Des bidons accrochés aux toilettes
75	Donte	Charles Chalène	10		O			N		O	
76	Donte	Cheril Cheri	20		O			N		O	
77	Donte	Rosalès Cheri	15		?					N	même quand il pleut, on peut se servir des toilettes, c'est pratique
78	Donte	Cheril Bendane	15		?					N	
79	Donte	Cheril St Nan	20		N					O	Dalle fissurée
80	Rivyé Fwad	Feliste Dègue	30		N					O	
81	Rivyé Fwad	Dunkan Bonfan	20		O					N	
82	Rivyé Fwad	Enalia Norales								N	

Latrines Familiales JUANARIA

83	Rivye Fwad	Lafonta	15	N		O	Dalle fissurée
84	Rivye Fwad	Paul	a	a	a	N	
85	Rivye Fwad	Ogonye Bastide	a	a	a	N	
Cas particuliers							
1	Bwa-Wouj	Alina		N		O	
2	Manakla	Ezner	15	N		O	Nouveau contrat, dalle coulée, paiement de 300 HTG pour la fouille, jeune personne ne « sachant » pas fouiller.
3	Manakla	Clemsi	7	N		O	Trou fouillé par son enfant ; connaît le prix du clorox ; pour stopper les maladies
4	Manakla	?				O	Pas là- dalle coulée pas couverte
5	Manakla	Giverline	30	N		N	WC contre maladies
6	Mondion	?				N	A peine coulée la dalle
7	Mondion	?				O	
8	Rivye Fwad	Joseph Balanil				O	A un super toilette de 2 personnes ; support bois et kay large ; elle lui a coûté cher alors il ne veut pas s'engager sur d'autres travaux

Terrain Évaluation Latrines Familiales Boucan-Carré

Zone : 1 Bas BC O/N : Oui/Non C : pas de porte ? : ne sait pas
2 Haut BC F/M/P : Familles/Voisins/Passants

Identification		Description avancée bloc sanitaire				Utilisation				Lavage des Mains*			
Zone	Village	Nom Personne	Dalle Bombée Couverte	Toit tôle	Fermeture	Qui l'utilise ?	Odeur forte et difficilement supportable à proximité	Traces de Visibles de Seie dans la cabine, sur les murs...	Flaque d'urine/eaux stagnantes	Présence de selles à proximité de la kay	Présence de eau pour le lavage des mains	Présence de savon pour le lavage des mains	Nombre d'ateliers PHAST suivis
1	Chimowo	Line	O/N	O/N	O/N	F/M/P	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	-
2	Chimowo	Océan	O	O	N	F	N	N	N	N	O	O	ab
3	Chimowo	Mideline	N	N	N	F	N	O	N	N	F	?	ab
4	Chimowo	Faselus	N	O	N	F	N	N	N	N	F	?	ab
5	Chimowo	Jean	O	O	N	F	N	O	N	N	O	O	?
6	Chimowo	Moïse Lièr	C	O	N	F	N	N	N	N	F	N	?
7	Chimowo	Samilton	N	N	N	F	O	O	N	N	F	N	ab
8	Chimowo	Desi	N	O	C	F+V	N	N	N	N	F	O	?
9	Nikola	Elson	O	O	O	a	N	N	N	N	a	a	a
10	Nikola	Couzin 1	O	O	O	a	N	N	N	N	a	a	a
11	Nikola	Couzin 2	N	O	O	a	N	O	N	N	a	a	a
12	Nikola	Marveni	O	O	C	F	N	N	N	N	F	O	ab
13	Nikola	soni	O	O	O	F	N	O	N	N	F	O	?
14	Nikola	Dichnis	N	O	O	F	N	N	N	N	a	a	a
15	Nikola	Tonnel	N	O	N	F	N	O	N	N	F	?	ab
16	Nikola	Benoit	O	O	O	F	N	O	N	N	O	O	?
17	Nikola	Voisine	O	O	O	F	N	N	N	N	F	?	?
18	Pepe	Odna	N	O	O	F+V	N	C	N	N	F	?	5
19	Sivol	Paravert	N	O	N	a	Pas fini a				a	a	a

48	2	Grand Ravine	Direktè Lekol	O	O	N	F+V	N	N	N	N	O	?
49	2	Grand Ravine	Aurelia	O	O	O	F	N	N	N	N	O	ab
50	2	Grand Ravine	?	N	O	N	a	N	N	N	N	a	a
51	2	Grand Ravine	Josiane	O	O	O		N	N	N	N	O	5
52	2	Grand Ravine	Piche Fole	O	O	O	toile araignée					O	
53	2	Grand Ravine	Jasmine	N	O	O	F	N	N	N	N	N	ab
54	2	Grand Ravine	Michel	N	O	O	F	N	N	N	N	O	ab
55	2	Danyel	Ona Miachel	O	N	N		N	N	N	N		?
56	2	Danyel	Odimène	N	O	N	F	O	N	N	N	N	ab
57	2	Danyel	Oreska	N	O	O	a	C	O	N	N	a	a
58	2	Danyel	Ian Martin	N	O	O	F	C	C	N	N	N	ab
59	2	Dwal	J.Danel	N	O	O	F	N	N	N	N	O	?
60	2	Dwal	Odril St III	N	O	O	F	O	O	N	N		
61	2	Dwal	Odril St III	N	N	N		N	N	N	N		
62	2	Dwal	Ilomène	N	O	N	F	N	N	N	N		2
63	2	Dwal	Fara Jeff	N	O	O	F	N	N	N	N	N	ab
64	2	Pevevo	Deliancy	N	O	O	F	C	O	N	N	N	10
65	2	Pevevo	Mme Sonye	N	O	N	F+V	N	O	N	N	O	ab
Cas particuliers													
1	2	Gwo Bwa	Dyefanzil	N	O	O	F		En Contrat- Pas fini		N		4
2	2	Gwo Bwa	Anesil	N	O	C	F		En Contrat- Pas fini		N	O	5
3	2	Gwo Bwa	St Vanès	O	O	O	F		En Contrat- Pas fini		N	O	4
4	2	Gwo Bwa	Diansèl	N	O	N			En Contrat- Pas fini		N	a	a
5	2	Gwo Bwa	Maman Anesil	N	O	N			En Contrat- Pas fini		N	a	a
6	2	Gwo Bwa	Pierre Julie	O	O	O			En Contrat- Pas fini		N		
7	2	Gwo Bwa	Christianèse	O	O	C			En Contrat- Pas fini		N		3
8	2	Gwo Bwa	?	O	O	O	a		En Contrat- Pas fini		N	O	a



9	2	Gwo Bwa	St Radye	N	O	O	F	N	N	N	O	4
10	2	Gwo Bwa	Larès	O	O	O	a	En Contrat- Pas fini	N		a	a
11	2	Gwo Bwa	Chef Ekip	O	O	O		En Contrat- Pas fini	N		O	
12	2	Gwo Bwa	?	N	O	N	a	En Contrat- Pas fini	N		a	a
13	1	Sivol	Chelida	N	O	N	F	En Contrat- Pas fini	N		N	4
14	1	Sivol	Joassin	N	O	N	F+V	En Contrat- Pas fini	N		N	?
15	1	Sivol	Etienn	N	O	N	F	En Contrat- Pas fini	N		O	3

Zone : 1 Bas BC O/N : Oui/Non a : absent
2 Haut BC F/M/P : Familles/Voisins/Passants ab : autre membre de la famille

Identification		Accès AEP			REMARQUES INTERVIEW	
Zone	Village	Nom Personne	Temps Parcouru pour chercher H2O (min.)	Chlore disponible à la kay pour traiter d'o potab ?	Récupération Eaux de Pluie	Toit Kay
1	Chimowo	Line	-	O/N	O/N	O/N
2	Chimowo	Océan	5	N	O	Parents
3	Chimowo	Mideline	5	?		Parents pas là
4	Chimowo	Faselus	5	?		Parents pas là
5	Chimowo	Jean	5	N		Fouille 400 HTG
6	Chimowo	Moïse Lièr	5	N		Équipée d'un siège : fouille à 500HTG ; contre les maladies
7	Chimowo	Samilton	5	N		Dalle fissurée ; contre les maladies
8	Chimowo	Desi	5	N		Parents absents, jeune laissé tout seul
9	Nikola	Elson	a	a		Pas de mouches ou de bêtes qui les embêtent (maladies-pratique)
10	Nikola	Couzin 1	a	a		
11	Nikola	Couzin 2	a	a		WC équipé de siège
12	Nikola	Marveni	5	O	O	Son mari a fait les phast ; elle voulait un toilette car son frère en avait un
13	Nikola	soni	5	N	O	WC équipé de siège
14	Nikola	Dichris	a	a		Pas là
15	Nikola	Tonnel	5	?	n	Parents pas là
16	Nikola	Benoit	5	N	O	
17	Nikola	Voisine	5	?		
18	Pepe	Odna	5	N	O	avait déjà un trou, alors latrine + confort (pratique) ; fouille trou 400 HTG

19	1	Sivol	Paraviert	a	a				0	
20	1	Sivol	Paul Erar	5	0				N	IA qui nous l'a donnée ; 500 HTG pour la fouille et la kay
21	1	Sivol	Jeanine Ado	5	0				0	son mari a fait PHAST et n'a rien dit
22	1	Sivol	Nabon	5	N				0	
23	1	Sivol	Dyeapanou	5	N				0	
24	1	Larat Sivol	Roseline	5					0	cendre visible sur WC
25	1	Larat Sivol	Vanis	5	N				0	Contre les maladies
26	1	Larat Sivol	Moïse	5	N				0	cendre visible sur WC
27	1	Larat Sivol	Marie Famille	5	0	0			0	
28	1	Labòd Sivol	Hilaire	15	N	0			0	Utilisé par les animaux ; Fouille du trou 450 HTG
29	1	Labòd Sivol	Fedner	20	N	0			0	achat possible d'aquatabs à Mitebalais à la pharmacie ; WC pour stopper maladie
30	1	Labòd Sivol	Charles Marie	20	N	n			0	
31	1	Labòd Sivol	St Genye	a	a				0	Pasià
32	1	Labòd Sivol	Olanve	20	N	n			0	Dalle mal placée, effondrement léger ; WC pour stopper maladie
33	1	Labòd Sivol	Jocelin	5	0	0			0	papa
34	1	Labòd Sivol	Léonard	a	a				0	Pasià
35	2	Gwo Montaj	Ste Héliène	30	N	0			0	Mari qui a assisté aux PHAST
36	2	Gwo Montaj	Fierandye	15	N	0			0	cendre visible sur WC
37	2	Gwo Montaj	Nazilia	a	a				0	
38	2	Gwo Montaj	St Clèr	30	N	n			N	cendre visible sur WC ; un trou avant contre les malades ; fouille 250 HTG
39	2	Gwo Montaj	Elimène	30	N				0	
40	2	Gwo Montaj	Jeziwon	30	N				0	
41	2	Gwo Montaj	Monalia	30	N				0	Les toilettes c'est parce que le pays se développe
42	2	Labòd Bouli	Axène	10	N				0	
43	2	Labòd Bouli	Ahmad	20	N				0	
44	2	Labòd Bouli	Marie	a	a				N	

45	2	Labòd Bouli	Amos	20	?				N	
46	2	Labòd Bouli	?	a	a				O	
47	2	Feyad	?	a	a				O	Panneaux Solaires cendre visible ; dalle déplacée
48	2	Grand Ravine	Dirèktè Lekol	30	O	n			O	
49	2	Grand Ravine	Aurelia	15	N	n			O	
50	2	Grand Ravine	?	a	a				O	
51	2	Grand Ravine	Josiane	15	N	n			O	cendre visible sur WC ; les WC se répandent maintenant ; 500 HTG pour le trou et la kay
52	2	Grand Ravine	Piche Fole	15	?				O	HS
53	2	Grand Ravine	Jasmine	10	N	n			O	
54	2	Grand Ravine	Michel	10	O	n			O	Robinet type IA vide
55	2	Danyel	Ona Miachel	5	N	n			N	
56	2	Danyel	Odimène	5	N	n			O	beaucoup de déchets dans la kaylatine ; mari en charge de la gestion de la source
57	2	Danyel	Oreska	a	a				O	
58	2	Danyel	Ian Martin	5	N				O	ne sait pas pourquoi faire une toilette ; met du chlorox dedans pour l'odeur
59	2	Dwal	J. Danel	5	N	n			O	
60	2	Dwal	Odril St III						O	
61	2	Dwal	Odril St III		?				O	Problème remise à niveau avec RP ; il a deux toilettes et sur l'une la tôle n'est pas mise, pas en service
62	2	Dwal	Ilomène	2	N				O	
63	2	Dwal	Fara Jeff	5	O				O	C'est contre les maladies ; 200 HTG pour la fouille ; le chlorox c'est à l'agent de santé de donner
64	2	Pevevo	Deliancy	5	N				O	Fib du trou qui s'afesse ; il dit qu'il a un bokit robinet mais ne le trouve pas ; il a fait un WC avant IA, parce qu'il en voyait ailleurs
65	2	Pevevo	Mme Sonye	5	O				O	ils ont demandé un trou plus petit pour mettre un siège mais ne l'ont pas mis
Cas particuliers										
1	2	Gwo Bwa	Dyefanzil	25	N				O	WC faite pour lutter contre les maladies ; n'a pas assez d'argent pour acheter chlorox aux marchés Nan Sab
2	2	Gwo Bwa	Anesil	20	N				O	Trouve du GIF à M'dor mais loin ; WC contre les maladies
3	2	Gwo Bwa	St Vanès	5	N				N	WC contre maladies ; on lui donne pour traiter l'eau mais ne voit pas de différences sur la santé

4	2	Gwo Bwa	Diansèl	a	?			O
5	2	Gwo Bwa	Maman Anesil	a	?			O
6	2	Gwo Bwa	Pierre Julie	5	N			N
7	2	Gwo Bwa	Christianèse	5	N			N
8	2	Gwo Bwa	?	a	?			N
9	2	Gwo Bwa	St Radye	15	N			O
10	2	Gwo Bwa	Larès	a	a			N
11	2	Gwo Bwa	ChefEkip	5	?			O
12	2	Gwo Bwa	?	a	a			N
13	1	Sivol	Chelda	5	N			N
14	1	Sivol	Joassin		?			O
15	1	Sivol	Etienne	5	N			O

GIF à acheter à Mébor ou Nan Sab ; WC contre les maladies et une meilleure alimentation (mouches)

un toilette a vent pas trop mal fait ; WC contre les maladies

500 HTG pour la fouille du trou ; WC pour stopper maladies

WC car plus pratique pour se protéger de la pluie ; contre les maladies aussi

ils ont fait les toilettes pour suivre les autres ; sait où acheter du cloiox

Compte-Rendu Réunion Edwige Petit, DINEPA

Compte-Rendu Réunion 04 Août 2014
Edwige Petit
Directrice Assainissement DINEPA

L'entretien s'est déroulé dans son bureau de Port-au-Prince et a duré 2h. environ.
Edwige Petit est Directrice du Département Assainissement de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) en Haïti.

Stratégie de la DINEPA en matière d'Assainissement

Selon elle, 2/3 des ménages ne disposent pas d'une toilette améliorée, mais une majorité dispose d'une toilette. Les projets doivent donc être orientés sur :

- * ceux qui disposent d'une toilette non-améliorée
- * ceux qui n'en ont pas encore.

Comme l'assainissement est une question d'amélioration continue des lieux d'aisance, il est important selon elle, elle a insisté plusieurs fois en ce sens, que les projets intervenants sur une zone donnée, ne focalisent pas leur intérêt sur ceux qui ne disposent pas de toilettes, mais bien sur l'ensemble de la population qui ne disposent pas de toilettes améliorées. Dans le cas contraire, ceux qui disposeraient d'une toilette non-améliorée ne s'en serviraient plus au bout d'un moment, et le taux de latrinsation n'augmenteraient pas mais diminueraient au contraire.

Rendre systématique la construction d'une maison et celle des toilettes est LA priorité de la DINEPA, et l'essentiel de sa stratégie. Pour cela, le mot d'ordre est : ZÉRO SUBVENTION à la construction. Les WC ne doivent pas faire l'objet d'un investissement à part, mais doivent être intégrés et réalisés en même temps que les maisons. Pour ceux qui ont déjà d'un habitat, c'est par la sensibilisation que la construction doit pouvoir se faire. Si insuffisante, des méthodes coercitives doivent être employées par l'État Haïtien.

Le « Paquet » Assainissement de la DINEPA

Ce « paquet » assainissement requis par la DINEPA lorsqu'un projet intervient dans une zone rurale doit comprendre :

- * une enquête de base, recensement des ménages, menée par les URDs (Unités Rurales Départementales) et TEPACs (Techniciens Eau Potable et Assainissement Communaux)
- * la délimitation des localités « à risque »
- * la formation des constructeurs
- * la mise en place d'une « Kay Asenisman » qui constituerait un centre de formation et de vente des produits/équipements/matériels utilisés pour faire une toilette
- * une incitation des CAEPAs (Comité d'Alimentation en Eau Potable et Assai-



nissement) à mobiliser les usagers à la latrinisation avec l'obtention de travaux AEP dès lors qu'un taux de couverture (80%) en latrines suffisant est obtenu sur une zone.

Les objectifs affichés sont ceux de changer l'image de la latrine et de « sortir » du projet sur la latrine individuelle, c'est à dire que la latrine ne doit pas être fournie, mais que tous les éléments soient réunis (disponibilité matériaux/constructeurs etc.) pour permettre aux gens de faire leur latrine.

Intervenants étatiques sur l'assainissement

Avant, l'assainissement était éclaté entre différents acteurs ; maintenant, et depuis Juin 2011, il existe une direction Assainissement à la DINEPA qui a un rôle de régulateur. C'est aussi cette direction qui a travaillé sur la stratégie et les financements de 1001 à 2013.

Le travail se fait de concert avec les Ministères suivants :

- * Ministère de l'Environnement
- * Ministère de la Santé Publique

Le Ministère de la Santé Publique s'occupait avant des excréta : ce mandat revient à la DINEPA, qui prend aussi la gestion des vidangeurs.

Certains services, comme ceux des Eaux Pluviales en milieu urbain sont toujours rattachés au MTPTC (Ministère des Travaux Publics et Travaux de Construction, auquel est rattaché la DINEPA), comme la gestion des canaux via le SEEUR (Service d'Entretien des Équipements Urbains et Ruraux).

Chaque dernier vendredi du mois, il y aurait une table ronde organisée à la DINEPA pour les acteurs intervenant dans ce domaine.

Il existe une volonté de renforcer l'ancrage institutionnel selon la « triade » suivante :

- * Service
- * Éducation
- * Application des Lois

En zone rurale, ceux sont les CASECs qui représentent la mairie ; selon Edwige Petit, ils doivent être mobilisés.

Au niveau communal, on retrouve aussi les TEPACs (dont le mandat n'a pas encore été reconduit et qui devrait avoir une exigence d'une visite mensuelle), les Agents de Santé du MSPP, les écoles et les inspecteurs académiques pour le milieu scolaire, les Agents de Surveillance du cadre de vie (du Ministère de l'Environnement).

Les attentes DINEPA sur les projets :

La DINEPA souhaite obtenir des Organisations travaillant sur le terrain, les informations

suivantes :

- * Lignes de base
- * Plan de zonage

Les attentes en actions concrètes :

- * Appui technique aux mairies
- * Sensibilisation des bénéficiaires, notamment à travers les agents de santé
- * Appui, voir subvention, des latrines dans les espaces publics (marchés/ écoles), si plan de gestion envisagé.
- * Appui au traitement des boues de latrines comme testé par SOIL (revalorisation des boues?)

L'ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) n'est pas suffisant, il faut que ce soit total total !

La perception du projet Inter-Aide

Au démarrage de l'entretien, Mme Petit a déclaré ne pas disposer des informations concernant les zones géographiques d'intervention d'IA. Finalement, elles ont été retrouvées sur son logiciel de suivi ; elles ne sont pas assez détaillées selon elles, puisqu'il s'agit de zonages communaux.

Elle a déploré l'absence d'IA aux réunions mensuelles du secteur.

L'approche d'IA a été décrite en termes plutôt négatifs, en partant du principe que le taux de couverture annoncé (98%) pour certaines zones, ne devaient certainement pas inclure les 5 à 10% disposant déjà d'une latrine.

Enfin, le don de tôle et de ciment lui paraît aberrant puisque cela représente une subvention. Surtout, la tôle ne lui paraît pas adaptée car selon elle, les personnes ne disposent pas de toit tôle sur leurs propres maisons dans ces zones.



Compte-Rendu Entretien Sophie Paychère, Anc. RP BC

Compte-Rendu Réunion Sophie Paychère
27 Juin 2014
Ancienne R.P. sur Bouli

L'entretien s'est déroulé via skype et a duré 2h. environ. Sophie Paychère a été Responsable de Programme pour Inter-Aide de 2012 à 2014, basée à Boucan-Carré, avec son compagnon qui a lui aussi participé au programme.

Données Disponibles

Sur les données GPS disponibles, Sophie a indiqué qu'elle n'avait pas été prise pour chaque latrine réalisée, mais pour chaque lakou où le projet avait atterri. Un document type SIG a été réalisé (logiciel QGIS) par la RP pour permettre un suivi géographique de la zone plus abouti. Ces dossiers n'ont pas été transféré à la Consultante.

Les nouveaux RP avaient prévu de prendre toutes les coordonnées GPS des latrines, alors peut-être cela a-t-il été fait depuis le démarrage de leur mission Février 2014.

Historique du Programme

Le programme a démarré en 2007 sur la zone de Boucan-Carré, et il était au départ très axé hydro (eau potable) ; en 2011, une RP (Vanessa) a alors lancé le programme assainissement avec construction de latrines et sensibilisation sur les scolaires.

L'année suivante, Sophie Paychère est arrivée en tant que nouvelle RP et est restée 2 ans ; il y a eu 3 mois entre le départ de la RP et l'arrivée de la nouvelle (voir pourquoi ce délais, pb de recrutement ?) Des modifications au programme ont été alors apportées et seront détaillées plus bas.

Il existait au préalable 2 bases : Montagne-noire et Boucan-Carré ; en 2011 la base du bas, celle de BC, a été fermée suite à un vol. Elle a été rouverte en 2012 car ceux sont ces communautés qui ont le plus fait appel à IA à l'arrivée de la nouvelle RP. Le siège n'était pas pour au début, mais c'est là qu'il y a eu l'essentiel du travail au début.

Enquêtes

La Consultante éprouvait quelques confusions concernant la méthodologie et chronologie des enquêtes réalisées par IA ; elle a donc demandé des éclaircissements.

Vanessa avait réalisé une série d'enquêtes répertoriée sur la BDD (Base De Données) de la base ; à l'arrivée de Sophie, cette BDD a été revue :

le questionnaire a été modifié, en s'inspirant de celui éprouvé sur Medor

à partir de la lettre d'une localité, les RP interviennent et réalisent alors une enquête préliminaire. A Labòd, qui contient beaucoup de divisions, Sophie a tout refait pour mettre à jour, ce qui a pris du temps. Ce délais n'apparaît comme pas très clair : puisqu'à chaque lettre de demande est réalisée une enquête, il peut s'ensuivre le lancement du programme. Pourquoi dans ce cas-là a-t-il été nécessaire de tout reprendre ?

A la suite des réalisations, une autre enquête est prévue, ceux sont les enquêtes post-réalisation. Elles sont en général faites 6 mois après l'intervention. Dans le cas de ce

projet, elles ont été réalisées bien après et n'ont pas couvert 100% des réalisations au départ des précédents RP. Ces enquêtes sont rentrées dans la même BDD, indiquées dans le fichier.

Contexte du Programme

A cause du délais de transition entre RP en 2011-2012, l'arrivée des nouveaux RP a relancé le programme, et il a fallu un certain temps durant lequel les nouveaux RP ont sillonné la zone pour signaler leur présence et indiquer qu'IA avait repris ses activités. Les problèmes locaux de communication restent : la couverture téléphone et les routes, surtout en période pluvieuse. Avec de telles difficultés de communication, l'échange entre RP et animateurs, mais aussi avec les bénéficiaires n'est pas coupé, mais très ralenti. C'est donc un véritable enjeu pour le suivi.

Il existe aussi très très peu de centres de santé, et c'est donc là l'enjeu du programme hygiène, puisqu'il doit réduire ce besoin.

Il s'agit aussi d'une zone où le Vaudou est très présent ; cela n'a eu que peu d'impacts sur le programme en tant que tel. En revanche, au moment du choléra, il a été difficile d'intervenir sur les croyances (problèmes similaires qu'en GDA). Ces croyances se sont vite effacées par rapport aux incriminations de la MINUSTAH.

Composante scolaire du Programme

La composante scolaire du programme a subi de nombreuses modifications entre la RP 2011 et la RP 2012-2014. Celui-ci consistait en de nombreuses animations réalisées dans les écoles, par la RP elle-même. Au départ de la RP, aucune n'a été mise en œuvre. Pour pérenniser le programme, la nouvelle RP a donc axé ses interventions sur l'équipe pédagogique et les Comités de parents des écoles.

Il y a notamment eu cette activité du « pou pou et de la plume » avec un verre d'eau et une mangue, pour sensibiliser aux nettoyages des fruits et légumes et à la clarté de l'eau qui n'est pas synonyme de potabilité. Normalement cette activité a été reprise par les enseignants et même les animateurs.

Un carnet de chansons avait également été fait ; les chants pouvaient s'entendre dans les mornes, donc quelque part le message était aussi bien enregistré quand il était délivré directement par la précédente RP.

Concernant les latrines scolaires, le choix a été fait de les faire suivre le design des latrines privées, avec une dalle béton déplaçable. Au départ, il était prévu des latrines type OMS avec fosse profonde, dure à atteindre (coûts réduits ?). Au niveau programme d'entretien, cela reste à préciser.

Méthode PHAST et Adaptation

Il s'agit donc de la méthode PHAST, mise en œuvre avec un nombre de réunions plus réduit, parce qu'il a été noté un manque de motivation sur la durée. A la suite de la construction des latrines, il est aussi prévu un certain nombre d'ateliers qui ont été eux aussi raccourcis.

La partie « lavage des mains/entretien de la latrine/traitement de l'eau » a été placée en réunion 3, et non aux ateliers, pour permettre d'obtenir cette formation avant que la motivation ne baisse.

La méthode PHAST a été aussi un peu modifiée pour intégrer une part de culpabilité dans la sensibilisation (méthode DUEL, à chercher). C'est donc un mix entre PHAST et

DUEL qui a été implanté.

Des fiches destinées aux Animateurs ont été mis en place pour les aider à suivre le PHAST (elles sont à consulter sur le terrain).

Globalement, il y avait de grosses difficultés à obtenir la kay latrine finie, et comme tout fonctionne sur la base d'une coopération entre plusieurs habitations, la non-finition de l'une pénalise les autres. Face à cette difficulté, le programme a été réadapté : au départ un seul délai de réalisation de 45 jours avec un problème récurrent de revente des tôles sans finir les kay. Il a été allongé à 90 jours, avec un premier délai de 30 jours après la pose de la dalle et la mise sur pieds des poteaux, et un délais de 40 jours pour placer les murs, la paille et la tôle.

La caution de départ était de 200 HTG, et a été ramenée à 150 HTG car les gens devaient se déplacer 2 fois à présent. Une 1ère caution était rendue (de 50 HTG) lors de la validation des poteaux, et une 2ème était ensuite donnée pour la kay finie (de 50 HTG).

Cette stratégie a été validée car il y a même eu des 2èmes cautions qui ont été rendues. Mais cela dépend des contextes : à Medor, ils sont restés sur une seule caution.

Contexte Ressources Humaines

Au niveau de la Ressource Humaine, il y a un problème récurrent du fait de l'isolement de la zone : faibles capacités, d'où un gros besoin de formation pour les rentrer en capacité attendue pour le programme. Il y a eu de gros efforts de la RP et son compagnon pour les accompagner et les inciter à rester toujours curieux et alertes sur le programme, afin d'éviter les habitudes et le pilotage automatique des activités.

Sur le terrain, l'organisation était la suivante :

1 Coordinateur. Modifiée en octobre 2012 car elle ne voulait plus marcher, ce qui est absolument impossible sur ce programme. Le changement de RH peut avoir l'effet d'un renouveau qui dynamise l'équipe, ce qui a été le cas lors de ce remplacement.

1 équipe d'animateurs, dont quelques uns ont été virés, mais peu dans l'ensemble.

Les animateurs disposent d'objectifs mensuels et trimestriels, avec la mise en avant de la fierté lors de l'obtention de la kay latrine. Attention, Sophie a insisté sur le fait que la non-obtention des kay finies pour les latrines, n'était pas un signe de défaillance de l'animateur, car il existait des zones vraiment difficiles (les animateurs restent-ils seuls face à leurs problèmes, ou procèdent-ils à des échanges avec d'autres animateurs, en plus du soutien permanent RP ?).

Le programme sur BC dispose de 2 équipes, donc 2 coordinateurs.

Il existe aussi un Assistant Technique qui est là depuis le début du programme, et qui est commun aux 2 équipes. Il aide à la supervision/réalisation des travaux en accompagnement des boss.

Activités Captage et Comités de gestion

1 seul comité d'eau a été mis sur pied lors du séjour de Sophie (en 2 ans). La condition d'accès à un captage est un taux de couverture des usagers de 75% en latrines familiales. Ce taux a été parfois modifié, notamment dans les petites communautés où une exigence de 100% était attendue (est-ce vraiment raisonnable, même dans un lakou de 14 maisons? En même temps que représente l'ouvrage d'AEP de 14 lakou ? Récupérer le nom de cette communauté).

A Kanava, il existe un ouvrage important avec plusieurs réservoirs dont les travaux ont commencé en 2009 (à vérifier), et pour lequel plusieurs comités interviennent. Des tra-

vaux sont encore prévus, les comités doivent encore être suivis... Grosse structure en perspective (difficulté à mettre cela en œuvre si l'URD ne suit pas ; difficulté à mettre en œuvre un ouvrage regroupant plusieurs comités en Haïti).

En général, les familles sont plus demandeuses d'ouvrages béton autour d'une source que de latrines. La condition sinéquanone donc pour avoir accès au captage aménagé, ouvrage dont les villageois sont fiers, est

- * une couverture de 75% en latrines familiales + :
- * une cotisation de 500 HTG par foyer (quel niveau de recouvrement ?) ;
- * un recouvrement des coûts chaque mois ;
- * la gestion logistique du chantier (nourriture des boss et de l'AT ; transports de matériaux etc.)

Pourtant, dans les 6 premiers mois après la construction du captage, lorsqu'il y avait des pannes, IA a fourni du matériel (colliers de prise en charge ; tuyaux PEHD). Il ne l'a jamais donné, mais subventionné partiellement.

Les captages sont surtout maintenant laissés aux RP suivants.

Filière Chlore

En 2011, Zanmi Lasante et Kore Fanmi ont été 2 programmes (l'un rattaché à une ONG, l'autre au gouvernement) qui ont fourni gratuitement du chlore dans la zone. Après, ils n'ont rien donné. En 2012, il y en a eu peu, mais en 2013 il y a eu une remontée massive des cas de choléra enregistrés (plusieurs facteurs ; cas général sur tout le pays). Selon la RP, les gens n'avaient pas acquis le réflexe chloration, et les moyens de traitement sont peu disponibles dans la zone. Le montage d'une filière chlore pour le rendre disponible fait partie des dernières actions menées par les RP avant passation.



Compte-Rendu Réunion RP Juanaria

Compte-Rendu Réunion 09 Août 2014
Responsable Programme
JUANARIA

L'entretien s'est déroulé dans leur maison à Régalis le dernier soir des visites. Lucas et Lucie travaillent sur le projet depuis Février 2014.

Localités difficiles

L'excuse prise par les localités qui ne font pas les latrines après sensibilisation reste souvent l'éloignement des matériaux, aussi l'argent. Que faire face à cela ? Quelles autres excuses évoquées ?

Si il y a des localités plus motivées, qui veulent avancer sur le contrat latrine, le projet avance avec eux ; avec une zone comme Bota par exemple, les autres communautés voisines passent le cap, et cela a incité Bota à faire ses latrines. Donc l'idée serait d'avancer sur les autres en espérant que cela soit incitatif, et c'est ce qui est observé sur le terrain. L'idée n'est pas de les forcer.

Concernant les localités sur-lesquelles il y a des difficultés, qu'est-ce qui est prévu, sachant qu'actuellement les RP ont les moyens d'avancer avec les plus motivés. A Boucan-Carré, ils font face maintenant aux récalcitrants ; sachant ça, quelle est leur perspective en tant que RP actuels ? C'est vrai qu'ils avancent avec les plus motivés, mais en même temps, quand ils démarrent sur une localité, ils essaient de la finir comme il faut, pour éviter de se retrouver avec le cas de Boucan-Carré, où des localités sont faites à 50-60%. Il y a eu réflexion pour investir sur une subvention mulet pour aider au transport de matériaux pour les zones éloignées des sites de sables et graviers. Ils toucheraient plus de subvention, mais il est attendu plus de participation communautaire, avec une augmentation du prix de la participation : 100 HTG + 100 HTG. Dans ce cas il faudrait éviter qu'un membre de la communauté s'enrichisse grâce à ce mulet, donc il faudrait veiller à bien répartir les bénéfices. Dans ce cas là aussi, on sort de la philosophie Inter-Aide où ils ne se prêtent pas le mulet mais se font de l'argent avec.

Peut-être aussi, le futur RP pourra penser à proposer un autre modèle de latrine, sans faire du CLTS complet, plus accessible au niveau matériaux. Mais cela pourra être envisagé lorsque l'effet boule de neige induit par des communautés voisines ne fonctionnera pas dans ces endroits.

Ça reste difficile de préparer le terrain pour les autres ; la progression des RP doit prendre les choses dans l'ordre.

Objectif de 80% de latrines dans la zone, qu'en penser ?

Pour le moment, seules 2 à 3 communautés qui posent vraiment problème... d'un point de vue sanitaire c'est plus pertinent d'avoir 80% dans ttes les communautés que 100% dans certaines et 0% dans d'autres.

Il reste de la marge de manœuvre : le projet a démarré il y a peu de temps. C'est toujours difficile de prévoir les objectifs d'une année à l'autre. Le précédent RP avait prévu moins de contrats sur 2014 que ce qui est fait actuellement. Donc on verra avec les variations du projet.

Modèle de latrine diffusé sans intervention d'Inter-Aide

Il existe des demandes spontanées de latrine sans IA ; enfin l'idée discutée c'est aussi de lancer quelque part un marché sur ces zones, en subventionnant au début. Finalement, une couverture de 80%, est-ce que ça ne contribue pas à « tuer » le marché ? En fait il y a tout le temps des latrines à faire... à TiPapa ils étaient à 100%, installation de 8 jeunes garçons et ils sont passés à 80% de couverture. Ce serait vraiment une grosse performance de ne pas ouvrir un projet dans une zone voisine, mais cela reste un peu idéal. Mais si les bès seuls en faisaient un business, bcp de lakous n'auraient pas les moyens de déboursier, ils ont besoin d'un petit appui.

Si on réduit la subvention ?

C'est délicat : diminuer la subvention c'est augmenter la participation. Le problème majeur c'est qu'ils discutent entre eux, ils connaissent le fonctionnement du programme. Les modifications risquent de coincer un peu l'avancement. La subvention est plutôt ok, elle correspond aux rentrées d'argent saisonnières des gens dans les mornes. C'est important la participation financière pour l'appropriation de la latrine.

C'est vrai que c'est difficile de la changer sur le programme, mais en même temps il n'y a pas de variation du prix, alors qu'ils ont augmenté depuis 2010. En fait, les matériaux sont moins chers que ce qui était planifié sur ce programme ; le prix des tôles a baissé. Le choix ici du tarif s'est fait par rapport à l'expérience des autres : c'est la raison de la caution en 2 étapes, du montant de la participation, ou même du nombre de jours dans les contrats. Ils ont voulu maintenir une continuité par rapport à ce qui avait été initié par le 1er RP.

Sur les latrines faites il y a un an, et le suivi fait :

Sur les latrines familiales, dans tous les cas, une fois que le contrat est fini, organisation d'une semaine-bilan qui a duré en fait 2 semaines voir plus, pour faire un suivi sur les anciens contrats, un suivi à + ou - 6 mois après réalisation. Après, cela prendra trop de temps, donc c'est important de pouvoir faire ce suivi rapidement, aussi pour éviter les mauvaises habitudes. Si l'intervention est rapide, ce sera plus facile d'intervenir.

Voir comment rendre ce bilan vraiment systématique.

Est-ce qu'il y a vraiment le temps pour ça ? Oui il faut le prendre ; parce qu'on n'a pas l'objectif comme une entreprise, on veut pas de la quantité, mais surtout de la qualité. C'est important de vraiment réfléchir à peut-être pas faire de latrines pendant un mois, pour s'assurer que le suivi qualité est fait.

C'est aussi une méthode employée par les RP pour évaluer les animateurs ; ils peuvent pas aller sur tous les PHAST, et ils ne cherchent pas à être derrière eux en permanence. Donc ce qu'ils font c'est une visite de temps à autre sur certaines localités pour aller voir ce qu'ils ont fait plutôt que ce qu'ils font. Sur la forme, le bilan suivi à + 6 mois peut varier de format... à voir et à décider.

Captage entamé à 80% de latrinisation :

La démographie change, et pour le démarrage du captage, on doit avoir ce minimum de 80%. Souvent les usagers sont au-dessus des sources, donc les aménagements seront

limités : quelle motivation ? Pour le cas où il y a les 80%, mais quelques récalcitrants ou des personnes qui font des AR avec Hinche.... est-ce que le taux de 80% est modifiable ?

Le projet n'a pas une vision sur la personne, mais plutôt une approche épidémiologique, sur la communauté. Donc il n'y a pas de bénéfices vraiment à avoir, à s'occuper de quelques récalcitrants et donc se maintenir à 80%, et pas forcément chercher du 100% dans les petites communautés. Par exemple à Manak, la population est difficile à motiver, on a perdu du temps, et finalement, le suivi s'est arrêté parce qu'il y a pas matière à s'acharner.

Mais cela ne correspond pas à ce qui a été dit plus tôt sur finir une zone ouverte... Ils souhaitent jouer sur la P communautaire pour avancer, et aussi comprendre les profils des gens qui ne parviennent pas à adhérer au contrat.

Au sujet des gens qui avaient déjà une latrine :

Ces gens-là avait déjà fait un bond en avant par rapport aux autres. Maintenant, ils se trouvent dans une situation un peu plus défavorisée parce que leur latrine est moins robuste. C'est compréhensible qu'ils s'engagent moyennement sur les contrats, parce qu'ils ont déjà fait un trou assez profond et qu'ils ont pas envie de tout refaire. On cherche à les intégrer aux sensibilisations, et dans tous les cas, ce sera repris au moment de faire les captages, avec une nouvelle phase de sensibilisation.

Sur le volet scolaire

C'est normal qu'il y ait un peu de temps, les sensibilisations ont commencé il y a un an. Il y a quelques demandes qui sont parvenues.

Aussi, quand on a vu que +1000 familles sensibilisées, l'accent a été mis à réduire l'écart entre sensibilisation et latrines, donc la préoccupation scolaire a été réduite sur cette première période des RP.

A partir du moment où les animateurs vont passer dans les écoles pour parler du programme, ils devraient recevoir des lettres, mais cela n'a pas encore été entamé. Les vacances scolaires de 3 mois ont aussi contribué à reporter.

Synergie Sco + EHA

La construction d'une latrine associée à celle de l'école n'était pas systématique auparavant (Réunion siège IA) ; après discussions avec Gilles (l'appui Génie Civil des SCO), ce serait finalement judicieux d'associer les deux. Lors des échanges avec une autre RP Sco, la charge de travail serait importante mais pourrait être intégrée ; la démarche lui semblait logique mais ce n'est pas une recommandation IA. Quelle approche mise en place à Juanaria ?

Les RP ont demandé au responsable siège, CH, que ce soit systématique. Dans la construction d'écoles, ils ont beaucoup de matériaux à apporter, alors c'est judicieux de rajouter des quantités pour les latrines. Normalement le siège est réceptif à cette demande. Donc la stratégie à mettre en place c'est bien d'associer les deux.

La mettre dans une école à sa construction ça permet d'éviter plusieurs mois où les élèves sont là et ne se servent pas de latrines.

A savoir si il y a intervention dans une école quand la communauté n'a pas encore les latrines chez eux : cela semble évident que ça puisse se faire.

Les latrines sur l'ensemble des lieux de vie d'un haïtien

Les haïtiens ne restent pas que chez eux, ils vont aux champs, à l'école, au marché, donc même si sur les trajets comme déjà abordé, on a pu voir que l'habitude se crée d'emprunter les toilettes des autres sur les déplacements. Quelle perception de ce problème ?

Il y a des exemples comme ceux de TiPapa, où la toilette communautaire n'avait jamais été abordée, et qui a pourtant été demandée. Au début ils en avaient prévus 7, ils ont été freinés à 1, parce que l'entretien est une chose difficile. Ils sont donc rentrés dans la démarche de latrines sur les différents lieux de vie. Donc c'est positif. Après, ça reste difficile : on peut pas faire de toilettes partout.

Dans une zone de jardin, quel serait le problème finalement de faire ses besoins à terre, et de le recouvrir, puisqu'il y a moins de concentration ?

Le pb c'est que la pratique de recouvrir elle ne se fait pas vraiment, sinon il n'y aurait pas les maladies. Cela reste très difficile à vérifier auprès des personnes interrogées ceci dit. Mais utiliser un message fort comme « ne pas faire à terre », c'est donner des principes clairs, même si ils ne sont pas toujours respectés. Ce qui motive à se laver les mains en Europe après être allé aux toilettes, c'est la pression forte, le regard des gens. Au niveau scolaire, il y a d'ailleurs une des activités proposées par le CLTS qui s'appelle la « marche de la honte », durant laquelle les élèves marchent à proximité de leur lieu de défécation. La formation scolaire n'est pas encore finie ; elle est basée sur ce qui est fait à Bouli et à Médor, mais elle est en cours de finition.

Sur l'expérience de la plume et du fèces de poule avec le verre d'eau, les avis sont partagés. On n'est pas sûr de l'effet escompté.

CASECS/ASECS - OREPA/DINEPA :

Est-ce que vous parvenez à les voir ?

Fortuitement croisés, mais ils n'ont pas à chercher à les voir. Le travail se fait plus avec les leaders naturels, donc ils ne cherchent pas à les voir vraiment.

Le CASEC sur Regalis est en fuite en ce moment, alors à quoi bon chercher à travailler avec eux.

Compte-tenu du fait que les CASECS représentent l'état dans ces zones, quel discours ?

Ils travaillent surtout avec les leaders naturels et les représentants Eau et Assainissement. Comme le projet fait des latrines... est-ce vraiment nécessaire de les voir ?

Pour OREPA/DINEPA ?

Ils ont été rencontrés ; ils sont un peu déçus de voir que les URDs ne leur ai pas donné beaucoup de retours. Au niveau central, ça serait lassant que chaque RP aille voir les représentants. Donc ce serait bien de les rencontrer aussi, mais surtout Laura au niveau central qui gère.



Comme la chef Assainissement ne semble pas recevoir beaucoup de visites, c'est important de voir avec Laura ce qui se passe vraiment et comment ça s'organise. Ce serait en effet pas intéressant d'avoir chaque RP qui prend rdv, et Laura centraliserait. Cependant, Laura n'a pas toutes les données et un appui d'un RP pourrait l'aider. Surtout, il y a Edwige Petit, de l'assainissement, et Fabienne Bertrand, pour l'eau potable zone rurale. La dernière est vraiment active, et booste les URDs si il faut. Quel avis ? Les RPs reconnaissent que le programme s'est concentré sur le local avant le central ; et travailler sur les deux permettrait peut-être de dynamiser le local notamment. Laura au bureau de Port-au-Prince suit d'autres programmes que les programmes EHA, donc c'est vrai que sa connaissance du terrain et des contraintes propres à l'EHA ne sont pas maîtrisées. Un appui ponctuel RP lors de ces réunions pourrait être intéressant. Surtout, comme vu avec les URDs, une fois l'approche bien expliquée, la position des URDs a changé lors de la réunion RP-OREPA. Le problème c'est de constater que les URDs ont tenu à nouveau le discours contradictoire avec l'évaluatrice. Peut-être aussi que ses problèmes de compréhension seront ancrés tant que les visites terrain n'auront pas lieu, car sa vision est encore théorique. Visiblement il y avait aussi un problème sur l'échange des données ; il y a un manque de communication aussi entre IA et ces institutions. Il faudrait pas juste presser les rdv au moment du renouvellement accord-cadre.

C'est d'autant plus dommage que certaines approches proposées par IA semblait intéressante pour les URDs, alors même qu'ils sont dans les directives. Le problème aussi peut-être, c'est que les URDs sont plus au point sur l'Eau que sur l'Assainissement.

Compte-Rendu Réunion RP Boucan-Carré

Compte-Rendu Réunion 14 Août 2014
Responsable Programme
Boucan-Carré

L'entretien s'est déroulé dans leur maison à Sivol le dernier soir des visites. Léa et Pierre travaillent sur le projet depuis Janvier 2014

Répartition du temps entre les deux bases

Équivalent ; plus de temps à Sivol pour des raisons logistiques, et à cause de Kanava. Ce dernier réseau étant fini, ce devrait être à nouveau équivalent.

Les animateurs

L'équipe est faible au niveau éducation ; l'un des problèmes de la zone du haut (petite montagne), c'est aussi la faiblesse du coordonateur, qui ne joue pas vraiment son rôle. Actuellement, il n'est pas en mesure de gérer l'équipe c'est à dire la redresser quand elle s'écarte du sujet, leur donner des objectifs, avoir une vue à plus long-terme, identifier de lui-même les problèmes et les solutionner. Il a des difficultés à voir plus que 15 jours, et ceux sont les RP qui doivent pointer les problèmes pour qu'il y pense. Les solutions proposées sont souvent simples et se limitent à des réunions avec les communautés.

Difficulté la plus importante en arrivant

Le manque d'organisation, le manque de cohérence sur les actions/communautés, l'absence de protocole sont autant d'éléments qui ont déstabilisé les RP en arrivant. Ils ont donc revu la méthode, sans la changer, mais en créant des outils pour la clarifier. Ils ont aussi exigé que le contrat en cours deviennent la priorité, pour augmenter les chances qu'il soit mené au bout et que le suivi matériaux par exemple ne soit pas optionnel mais renforcé. Les personnes qui ont reçu du PHAST mais ne sont pas dans le contrat, restent importantes, mais en 2ème plan par rapport à ceux qui l'ont signé. Cette réorganisation et suivi renforcé lors du contrat avait été identifié comme une des solutions permettant d'éviter la perte de la 2ème caution ; en janvier/février : de bons retours. Mais après... cela n'a pas suffi, et en juin tout s'est à nouveau écroulé.

Impact de la perte de la 2ème caution sur le projet

Beaucoup de temps perdu car après il y a un suivi délinquant mis en place, donc du temps pris sur les animateurs. Il était très renforcé à leur arrivée : 1 visite/2 semaines, il s'est étendu à 1 visite/mois.

Au niveau de la base de données, le nombre de dalles est rentré, le nombre de kay fini dans le contrat est rentré, celui à +4 mois aussi, mais pas celui au-delà de 4 mois. Ça peut se revoir avec une enquête source, mais là encore, c'est difficile de corréler une enquête source avec la BDD latrines car les sources peuvent être pour une partie de la communauté ou 2 communautés etc. Pas de correspondance.

Les outils disponibles chez les animateurs pour inciter les gens à monter une latrine sont différents d'une personne à l'autre, et aucune solution n'a vraiment été trouvée. Le



coordo de Sivol a une stature qui lui permet d'être dur et de forcer les gens à monter leur kay. Mais ce n'est pas non plus le but du projet d'en arriver là. (L'usage de méthode coercitive est employé aussi par d'autres animateurs avec les RP)

Les changements de comportement prennent du temps, le gros des efforts est fait ; les résultats de l'enquête menée par Jumel indique que même si elles sont moyennement bare, les kay sont utilisées (88% en service pour 69% qui sont moyennement fermées). La notion d'intimité est très variable puisque nombre d'entre eux l'utilisent sans que ce soit fermé, exemple pris de la dame croisée près de la BF Dlo Galgal.

Le problème c'est que si la kay n'est pas fermée, ils peuvent s'en servir mais il n'y a pas garantie qu'ils s'en servent tout le temps finalement.

Les prévisions de captages :

zéro captage avec Vanessa, 3 avec SP (Akildiso ; Larat ; Chimowo) ; travail à Dwal, Kanava et Pévéwo et nous visons Dichemen, Trize, Dyal.

Un captage qui ne peut pas aboutir parce qu'ils veulent pas qu'on touche à cette source, bagay mistik ; à Labòd là-haut, ils devaient se réunir pour une réunion et on attend toujours, le CASEC détient le terrain de la source mais les gens attendent que le CASEC fasse quelque chose.

2 autres captages qui foirent aussi à Dwal et Tè-Blanch : à Dwal ils se sont démotivés, bcp de boulot pour pas grand chose alors qu'ils sont pas loin des matériaux. A Tè-Blanch toute petite source, avec des travaux un peu lourd à faire, donc plus trop intéressés.

Pour une zone où il n'y a pas d'eau comme Labòd en bas, la question du puits est abordée mais ils sont pas sûrs que les communautés soient vraiment prêtes. Pour la récupération d'eau de pluie chez les usagers, c'est un peu difficile d'envisager une solution qui sorte du don de récipients et avec une eau qui se maintient à peu près propre. Il y a une promotion à la récupération à travers les systèmes de lavage de main des écoles, mais ce n'est pas le projet de donner.

Temps des PHAST et temps de fin des contrats.

Ils sont sur une durée de 3 ans... très mauvais exemple Boucan-Carré. Les communautés ne sont jamais vraiment fermées, c'est ce qu'ils ont cherché à modifier : fermer les localités systématiquement, proprement. Revenir dans cette communauté si il y a une lettre de faite à nouveau.

La lettre c'est un peu un problème : d'une part il faut savoir écrire, et d'autre part il faut oser. Pour un captage, une lettre exigée. Pour qqes latrines à finir, pas de lettres demandées (assouplissement), parfois les animateurs peuvent les aider à écrire des lettres. (Problème d'archivage qui est mentionné pour une lettre).

Vision pour la fin

Pour les latrines, pas sûr que ça servent d'aller au-delà de 1 an et demi ; pour les captages, il va y avoir un suivi avec le kit Del Agua, et notamment sur Kanava où l'eau même si non traitée doit être de bonne qualité.

Les études ne seront pas menées partout sur tous les captages avec les analyses, mais sur certaines, un avant/après.

Pour certaines zones, ils repassent pour voir ce qui y a à faire, et finissent sans s'acharner. Cette dynamique a déjà commencé à être mise en place, mais l'équipe dispose de

peu de temps mort. Si SP en a eu au début, c'est aussi pê parce que l'exigence de la lettre est moindre maintenant.

Le programme a été beaucoup redressé avec SP, qui a redonné une dynamique. Il était au point-mort à son arrivée. Le temps entre son arrivée et le départ de Vanessa était de 3 mois seulement, mais la logique avant était pas la même : mettre une dalle pour faire joli, faire du contrat du contrat etc. Apparemment, au début quand Samuel est arrivé, les animateurs ne savaient pas pourquoi ils travaillaient.

Volet Scolaire

Pas de suivi sur l'ensemble des activités de Vanessa, donc on n'a pas les données complètement. Depuis le début de l'année, 2 lettres.

A partir de Septembre, les animateurs vont passer dans les écoles pour promouvoir cette composante. Si pas faite sous les conditions IA, ils vont pas s'acharner.

Volonté aussi de repartir sur les latrines d'école en mauvais état, ce n'est pas fait pour les privés, mais ça vaut le coup pour les scolaires. Créer des incitations avec les systèmes lave men est aussi envisagée.

CASEC

Celui de Bouli, avec qui ils travaillent pour la latrine Marché. Il est moteur pour la reconstruction de la source, mais le problème c'est qu'il était moteur à la précédente réhabilitation et qui n'a pas permis de sauvegarder l'ouvrage.... donc questionnement.

Seul CASEC rencontré : celui de Bouli à leur arrivée. Pour en-bas, le CASEC réside loin et ils n'y sont jamais allés.



Compte-Rendu Rencontres Équipe et Bénéficiaires Juanaria - Août 2014

Ficien (AK) – Coordonnateur – Assistant Technique

Quel rôle a l'Assistant Technique?

Pas de cahier pour l'AT ; son rôle est d'aller vérifier la dalle/ enquête source/ faire le contrat quand le RP ou le Coordonnateur ne peut pas y aller.

Il fait aussi le relevé des points GPS avec repérage des sources et évalue les sources à capter et celles à pas capter.

Quelles sources peuvent être captées, quelles sources ne le peuvent pas ?

Une source que l'on peut capter si lorsqu'on fouille, on trouve de la terre ; si il y a des racines bois dans la source, il faudrait les éliminer.

Quel rôle a le Coordonnateur ?

Le coordonnateur il a un rôle d'Assistant ; si un nouvel animateur intervient, l'AT fait les formations de l'AK et le suivi du nouvel AK. Si d'autres besoins de formation, il les fait. Il fait aussi le suivi du travail des AK, de leur progression.

Les difficultés rencontrées ?

La + grosse difficulté, c'est que des fois les animateurs passent plusieurs fois, et les gens ne font pas les kays latrines. Certains endroits, les gens ne veulent pas avancer dans le travail de latrine. Alors il motive à travers la caution qui peut être perdue.

Ça les dérange de perdre la caution ?

Ce qui fait dire aux gens que ça ne les dérange pas de la perdre, c'est qu'ils ne rencontrent pas de difficulté à perdre 100 HTG, parce que le travail est fait de toutes façons et évalué à plus.

Si on augmentait la caution ?

Le travail pourrait diminuer parce que par exemple 250 HTG ça serait difficile pour ceux qui se font un peu d'argent avec le maïs. Le problème, c'est qu'en fait c'est souvent une personne qui fait perdre la caution, pas le groupe en entier. Alors si ça ne le dérange pas lui, ça peut poser problème aux autres.

Comment ça se fait que cette personne soit intégrée dans le contrat ? Les AK n'auraient pas vu qu'il n'était pas motivé ?

A Manak par exemple, le problème c'est que c'est le leader qu'on pense qu'il était motivé mais en fait pas vraiment.

Seulement Manak qui donne autant de problèmes ; on attend une lettre d'excuse de sa part.

Quand on rencontre des difficultés, on demande à ce que la communauté fasse pression avant IA. On avance plus avec les communautés motivées, parce que les gens attendent et sont plus en demande. Alors une zone comme Manak, on attend.

A Manak toujours, ils ont dit qu'ils utiliseraient un agent de police pour récupérer les tôles si jamais les kays n'étaient pas montées. Ça leur a donné un coup de pression.

Est-ce qu'ils vendent les tôles?

Non pas de vente de tôles sur Juanaria. C'est juste ils disent qu'ils n'ont pas le temps. Pour 3^{ème} contrat Manak, ils ont donné rdv et pas une personne qui s'est présentée. Tous les PHAST sont finis pour cette zone.

En fait non, selon l'AK 44 familles ont reçu le PHAST mais il y en a 62, après révision de l'enquête. Donc les PHAST sont pas finis pour ces derniers groupes.

Xavier a proposé de fermer la zone ; puis taux de participation aux PHAST 98% pour les 44... ça a permis d'augmenter. Mais après durant les contrats, la motivation a baissé.

Est-ce que vous pensez vraiment que l'on peut fermer l'activité dans cette zone ?

Le coordonateur voit que l'on peut faire plus de motivation et pas arrêter. On devrait pas fermer mais on leur donne un coup de pression. C'est notre faute si ils n'ont pas un bon taux... on n'a pas fait ça.

L'AK non plus veut pas fermer ; ceux qui veulent le 3^{ème} contrat, on prévoit une réunion de sensibilisation pour tous, mais on n'a pas encore la date, pour essayer de booster ceux du 2^{ème} contrat. En fait ils avaient déjà posé un lapin. Alors le choix est fait d'avancer ailleurs.

Une femme intervient... elle intervient et ne semble pas informée du processus d'arrêt d'intervention ; elle n'est pas bénéficiaire de latrines car elle fait partie du 3^{ème} contrat ; en fait c'est quelqu'un de la même famille que ceux avec qui ils ont le plus de difficultés, un leader dans la zone. Sa latrine a été visitée et elle n'était pas en forme cette latrine (pas de bouche/pas de fermeture) ; il était absent pour répondre.

Est-ce que ça arrive souvent que les leaders posent des difficultés ?

Il n'y a qu'ici que les leaders d'ici posent des problèmes ; il y a toutes sortes de leaders, des paysans, des responsables, des enseignants... ça dépend. En général, ils sont vraiment moteurs.

Est-ce qu'il y a des CASECs par ici ?

Il y en a un à Zabriko, à 2h de marche de Régalis ; il en reste un autre vers bas juanaria.

Est-ce que vous travaillez avec lui ?

Non parce que le projet n'est pas un projet politique. On a travaillé sur la kay d'un CASEC mais il n'y a pas collaboration avec lui long-terme; ça s'est bien passé. D'ailleurs il était vraiment motivé selon l'AK, on aurait pu travailler avec lui plus.

Maintenant on a aussi un agent de police vers Manakla, il y en a un autre à Abryo. Ils ont des armes. Il y a eu des bandes de voleurs qui étaient là, maintenant que des agents de police ont été installés, il y a moins de voleurs.

Discussion sur les voleurs.

Est-ce que ces membres de l'équipe ont une latrine ?

Le Coordonateur en a trouvé avec le contrat ; tout le monde ici en a ; les bès aussi ils ont des latrines chez eux. Souvent ils en ont bénéficié par des contrats communautaires. Avec Xavier, il avait été décidé que même si les gens de la communauté où ils habitent sont pas encore prêts, ils pouvaient faire des latrines. Ce qui n'a pas eu besoin d'être fait sauf pour un bès et un AK. Ficien lui-même a eu un contrat individuel avec le responsable dépôt, sous Lucas.

Comment a-t-on fait dans le moment où la sensibilisation était faite et qu'ils n'avaient pas de latrines eux-mêmes ?

On avait un trou fouillé, même un plancher avec bois ; et puis à force de sensibilisation, l'idée a germé qu'il fallait absolument une latrine de meilleure qualité.

Pendant la période de formation, ils ont aussi procédé à une amélioration de leur premier aménagement.

Durant l'entretien d'embauche, IA a demandé comment on s'occupait de ça. Le Coordonnateur avait de quoi, et l'AK a su jouer avec la question pour donner une bonne réponse. Pour la formation de bès, ils n'ont pas posé cette question. Or avant AT, il était bès.

Sur le contenu des réunions sensibilisation, des remarques ? Qu'est ce que vous utilisez comme matériel ?

Le matériel d'IA : cartes/images ; paperboard... crayons pour tracer les routes de contamination.

Sur le contenu, les plus grosses difficultés rencontrées à la sensibilisation c'est le passage de la théorie à la pratique. Pour boucher les trous, ils ont un peu du mal à le garder boucher. Le lavage de mains, ça va ils font. Pour traiter l'eau, plus difficile car pas habitué au goût. Il y a eu aussi une enquête auprès des marchandes, et elles ne vendent pas trop. En dehors, ils achètent de l'eau purifiée, mais dans les mornes, non. Quand il y a du choléra, ils traitent, quand il y en a pas, ils baissent un peu leur attention. Ça dépend. Eux-mêmes n'utilisent pas les mêmes produits, certains sont achetés, d'autres donnés par Zanmi Lasante.

La différence IA ?

Ils sont implantés sur le terrain, donc ils visitent le site, et le travail est mieux fait. Et puis les réactions sont rapides : si il y a du choléra, ils interviennent pour sensibilisation.

Pour beaucoup de gens, c'est IA qui leur explique pourquoi faut se laver les mains etc. Les enfants grandissent ainsi avec des latrines, et la future génération sera habituée et elle les fera.

Est-ce qu'il y a eu des demandes en-dehors d'IA pour des latrines ?

Sur les zones où ils travaillent pas de personnes qui demandent des latrines, mais sur des zones en-bas oui. Pour l'AT par exemple, il y a eu une demande de prix, il a donné son tarif à 300 HTG mais le monsieur n'est pas revenu pour faire. L'AK a aussi un exemple, plus vers Hinche, bès Toto a fait une dalle pour un client. Si il y a l'autre histoire, ils connaissent pas.

Entretien Renol Antoine (AK)

Problème de son sur cet interview

Zone Kalbas : 19 latrines avec 2 mouns qui restaient. Ils seront intégrés sur un autre contrat ailleurs.

Pourquoi les gens ne sont pas entrés dans le contrat ? Peut-être problème d'argent (1 des personnes a déjà notamment une toilette)

Est-ce qu'il a une latrine ? Oui depuis décembre 2013, dans un contrat à part, pour les membres de l'équipe.

Quelles formations reçues : 3 jours de formations, et puis en capacité d'aller sur le terrain. Au départ, le RP allait avec eux sur le terrain, pour les premières réunions. Le Coordonnateur effectue des visites durant les PHAST.

Pas besoin de davantage de formations ? C'est pas la première fois, il était animateur MPP auparavant.

Quels impacts IA : les gens ont à présent des toilettes avec une forte sensibilisation sur l'hygiène, ce qui n'arrive pas souvent.

Au sujet des gens qui ont déjà une latrine, il y a des conseils donnés à ces personnes pour mieux utiliser leurs toilettes : oui ils sont invités à la formation sensibilisation.

Avec cette formation, ils savent maintenant comment traiter l'eau ce qui n'était pas le cas avant. Le partage d'information n'est pas automatique, et tout le monde n'est pas en capacité.

Quel renfort pour les inviter à partager : l'approche consiste à leur poser des questions et qu'ils trouvent les solutions eux-mêmes. Cette approche les aide à mieux transférer l'information chez eux à la maison.

Au moment des enquêtes, quand les gens n'étaient pas présents : leur nom est pris ensuite en réunion.

Celege a perdu sa 2ème caution, pourquoi ? : Une personne qui n'a pas fini pour tester si c'est vrai qu'ils perdaient la caution. Ils ont testé. Le lendemain la latrine était finie. Quel délai laissé pour finir : 8 jours. 1 animateur ne suffit pas pour faire tout le suivi tout le temps.

Est-ce qu'il y a eu des réunions de sensibilisation dans des zones sans contrats après ?
Oui c'est arrivé sur une zone Wòch-Plat, personne ne s'est motivé.

Est-ce que les matériaux sont loin ? Oui un peu il faut marcher 1h environ.

Est-ce qu'il y a des localités à proximité qui ont des contrats ? Oui deux qui sont à 10 min de marche. Pourtant elles sont entrées dans les contrats. (...)

C'est la faute de l'animateur si ils sont pas motivés (...). Si on ne trouve pas de solutions on en parle avec le RP, Samuel et les autres, pour chercher d'autres techniques. On les aide dans les étapes (matériaux lavage etc), et on espère aussi que les autres communautés autour leur mettent la pression.

Quelles modifications proposerait-il ? La zone de couverture des animateurs est grande et beaucoup de futures demandes qui attendent depuis longtemps. Il faudrait davantage d'animateurs. (...)

En tout cas ce qui compte c'est pas de faire des contrats, des contrats, des contrats, mais de faire des contrats de qualité.

Les gens ne font pas tout bien mais au moins ils connaissent, quand ils sortent des réunions, ils savent que c'est important de se laver les mains etc. En réunion, on n'a pas un 100% de compréhension mais on répète on répète.

Sur le fait que les personnes disent la bonne réponse mais ne pratiquent pas : il y en a oui, ils disent parce qu'ils connaissent mais ils ne font pas. Sur les messages, les



difficultés c'est plus pour le traitement de l'eau, là il y a des difficultés à le faire. Quand ils font les enquêtes, ils peuvent estimer, mais ne savent pas vraiment car il y a des choses qui restent personnelles.

Il y a eu des demandes pour des toilettes à mettre sur certaines routes, mais la gestion c'est important alors il ne faut pas se précipiter. Il y a eu des demandes vers Ballanyen.

Entretien Chrismène Dareus (Bénéficiaire Nan Tren)

« Toutes les maisons ont des toilettes; je lave les mains avec du savon, je les essuie et j'utilise de l'eau traitée. Là je n'ai pas de gif chez moi, on en trouve des graines 5HTG à Régalis, mais des fois on n'en trouve pas. C'est pas très cher, mais on en trouvait par l'agent de santé gratuitement, il en a laissé de grosses quantités. Pour trouver de l'eau je vais jusqu'à Nan Fig, ici il n'y a rien, c'est loin, je me sers de l'eau de pluie. Pour laver les affaires, je vais en bas à Régalis. C'est mon mari qui a fouillé le trou. Mais je ne sais plus à combien de réunions il est allé. Mais je ne sais plus je n'étais pas là, avant j'étais au-dessus de Hinche, à la Flè 17. »

Entretien Vital (AK)

Quelles activités avant Inter-Aide ? Activité principale c'est cultivateur/agriculteur ; avec des bêtes avant. Elles ont été vendues pour acheter de la terre. Pas trop loin. La terre serait affermée, quelqu'un pour la cultiver pendant qu'il est occupé ailleurs, comme ça ça fait rentrer de l'argent.

Quels ressentis sur les activités de toilettes ? Parfois des difficultés pour porter le sable ; les gens ont beaucoup de patience pour porter le sable, le laver. Avant que le contrat soit signés, ils marchent beaucoup. A Nan Lendi, ils ont perdu toutes les cautions.

Quels problèmes rencontrent les gens ? On a questionné les gens pour savoir tous les problèmes rencontrés sur les questions de l'eau ; ils nous l'expliquent. Le problème c'est surtout dans la négligence du traitement de l'eau. Ils ne le font pas souvent. Eux-mêmes le problème qu'ils voient c'est la sécurité autour du captage. Ils sont plus intéressés sur les captages avant les latrines. Ils veulent s'assurer que l'eau est propre et protégée des bêtes (intervention de la bénéficiaire pour confirmer que les bêtes dans les sources, c'est vraiment un problème)

Comment vous comprenez la philosophie d'Inter-Aide avec latrines d'abord ? Bon on peut faire un captage, mais sans latrines, il peut toujours y avoir de l'infiltration. Donc il faut d'abord protéger en évitant de faire ses besoins partout mais sur un seul côté.

Avez-vous des latrines chez vous ? J'avais un trou, puis j'ai fait des latrines, mais pas encore en béton car le sable est loin, et je n'ai pas le temps. C'est un trou avec du bois dessus, des planches.

Quelles modifications sur votre latrine depuis que vous travaillez avec Inter-Aide ? J'ai mis une bouche dessus, je ne le faisais pas avant. C'est pour protéger des mouches. Elle est fermée avec un prélat acheté à Hinche. Comme j'ai un projet de latrine pour

plus tard, je l'ai pas complètement fermée.

Pas de problèmes avec ? Non, ça va, j'ai mis de la cendre pour camoufler les odeurs. Je ne faisais pas ça avant. Il est plutôt profond le trou alors ça va les odeurs.

Vous traitiez de l'eau avant ? Oui.

Qui vous a formé sur ça ? J'ai fait des toilettes parce que l'on apprend qu'il y a des maladies. Surtout au moment du choléra, on nous avait appris ça ; et puis quand j'étais à l'école on avait des latrines. Alors, ça m'a motivé pour en faire chez moi. On a quitté l'école assez tôt, parce que mes parents n'avaient pas trop de moyens alors à la ville j'avais faim. Ici on ne manque de pas grand chose. En tout cas on n'a pas faim.

Au niveau de l'animation, quels problèmes : PHAST II pas facile du tout... ils prennent beaucoup de temps à comprendre les routes. Le III ça va, le IV aussi. Mais le II c'est vraiment pas facile, il faut passer beaucoup de temps.

Est-ce qu'il y a des zones qui ont perdu leur caution ? Oui par ici ; il y a des zones qui donnent des difficultés quand le sable est très loin. On leur a dit de prendre un mulet, parce qu'ils ne sont pas une majorité pour trouver un mulet. Mais c'est pas facile. Ils sont 40, alors celui qui a un mulet veut pas donner le service, sinon le mulet sera perdu.

Ok ça apparaît comme une difficulté ; mais quelles solutions on peut trouver ? On pourrait partager un crédit de transport. Il leur faut 2h pour chercher les matériaux. Pour un toilette il faudrait la journée, parce que 2 voyages mulet pour une seule latrine. Un mulet en forme, il peut prendre 3 bokits de graviers. (confirmation de la bénéficiaire).

Si jamais on doit faire des toilettes toujours loin du sable/graviers, que peut-on faire ?
Changer les matériaux ? On peut se servir d'autres matériaux comme bois palmis mais après 1 an, ça pourrit. Donc il faut aller chercher d'autres bois, donc ça peut revenir plus cher. En gros ça dure 1 an, alors les dalles béton c'est bien, parce qu'elles se déplacent.

Est-ce que vous ne pensez pas que ce serait bien de changer le design pour ces gens-là ? On pourrait l'aider mais ce n'est pas une protection normale. Si on utilise des planches c'est mieux parce que c'est plus durable. On peut utiliser du bambou aussi, c'est résistant le bambou. Il y en a pas mal dans certaines zones. (Intervention guide pour confirmer qu'à Pototou y en a). A Tren, pas vu du bambou, mais même si il y en a, c'est dur de trouver une quantité pour tout le monde.

Interview bénéficiaire Pototou

« On a fait des latrines parce qu'avant on allait dans les champs et avec la pluie ça n'était pas pratique. On ne trouvait pas d'endroits, maintenant on ne cherche plus, on a une maison latrine bien protégée »

Interview St Elie (Pas bénéficiaire ; Bwa-Wouj)

« Je n'ai pas de toilettes et je n'ai pas fait de trou. Je n'étais pas dans le programme. J'ai besoin du programme pour faire le trou. Je veux des toilettes pour pas aller dans les champs. Avant j'avais un trou, en attendant le programme, mais il n'est jamais venu.

Il y a des gens à Bwa Wouj qui ont bénéficié du programme. Mais à leur passage tout le monde n'était pas là et ils n'ont pas pris les noms de tous. Ils ont fait des réunions, les gens ont déposé 200 HTG et ils ont fait des latrines.

Ils donnent des toilettes : on donne 200 HTG et on a du fer, du ciment et de la tôle.

Je sais pas combien coûte tout ça, c'est le programme qui donne. Oui je connais des endroits où acheter, c'est vrai je connais les prix là où je pourrais les acheter. Le fer et ciment, ça me ferait 60 \$ (300 HTG).

Personne n'avait de toilettes à Bwa Wouj avant.

Ce que j'ai chez moi pour couvrir mon toit, c'est de la tôle. J'en ai beaucoup, j'en ai acheté à 35\$ une feuille tôle mais maintenant c'est plus cher. On peut acheter Maïs-sade/Hinche. Ma maison, elle prend 32 feuilles tôle.

A cette époque la vie était meilleure, c'est pour ça que j'ai fait ma maison. On vendait des pois, et là on a eu plusieurs années. 7 ans sans récolte pois. La terre s'abîme, avec la pluie il y a des glissements de terrain. C'est avec les cyclones ».

Interview Groupe Ti Papa

« Nous on voit qu'on aimerait bien d'autres toilettes publiques, il y a la lessive, il y a les gaguères ... tout ça ceux sont des places où il nous faudrait des toilettes. On peut faire des toilettes même sans le programme Inter-Aide, on avait déjà commencé pour la latrine rivière. Sinon, on peut acheter fer et ciment + salaire bès, et on s'arrange entre nous. En tout cas il vaut mieux que l'on en fasse deux bien, plutôt que 10 qui sont moins durables. Nous on préfère faire de bonnes latrines, solides, et finies. Tous les matériaux sont là déjà, ils nous manquent la cotisation.

Notre association n'a pas de nom c'est juste un comité ; mais ça peut évoluer. On a des membres, un secrétaire.

C'est le comité qui fera la gestion ; on ne demandera pas de cotisation pour l'entretien, on le fera gratis. On regarde pour faire une école à Ti Papa ».

Compte-Rendu Rencontres Équipe et Bénéficiaires Boucan-Carré - Août 2014

Amos (AK) – Verdieu (Coordonnateur Bouli) (micro en panne)

Amos est rentré dans le programme il y a un an avec Sophie et Jérôme. Il a une latrine maintenant mais il en avait pas avant. Il ne savait pas comment la faire. Il a travaillé avec World Vision sur un programme de nutrition, mais ce n'est que maintenant qu'il a reçu une formation sur l'hygiène.

Les problèmes rencontrés :

Dans les zones où il n'y a pas de motivation, c'est difficile, mais ils font un effort en tant qu'animateur. Les enfants restent souvent chez eux tout seul et ils détruisent les kay latrine, pour faire du feu par exemple.

Sur les autres intervenants :

CLM est intervenu, ils visaient les gens les plus démunis ; ils ont donné beaucoup de choses. Pendant une formation à Bouli, CLM les a rencontré pour savoir comment faire les latrines. CLM a utilisé le Coordonnateur pour faire ces formations, après qu'ils se soient mis d'accord pour faire un programme un peu commun sur les latrines. CLM a trouvé pas mal qu'on puisse réutiliser la latrine. Ils avaient accepté le système de caution.

Sur la philosophie IA : C'est un programme différent des autres, il y a l'école, les questions d'alphabétisation, mais il n'y a jamais la question des maladies, donc celui-là il est différent. Et puis ils montrent aux gens comment faire, ils ne leur donnent pas. Les gens ont tendance à prendre ce qu'on leur donne... en même temps ici ils prennent pas tout et n'importe quoi. CLM donnait des maisons qui n'ont jamais été habitées. Les gens ne comprenaient pas pourquoi c'était gratuit. Avec IA, ils sont plus d'accord.

Les effets des différents RP : ils ont cru que IA était parti puis Jérôme et Sophie sont arrivés. Avec Vanessa on donnait tôle et ciment ensemble mais les tôles on ne les revoyait jamais des fois. Ils ne savent pas si les tôles ont été vendues... elles n'étaient pas posées. Alors il y a eu des modifications pour éviter cela.

Il y a souvent un problème d'argent alors de 200 HTG ils sont passés à 150 HTG. Les latrines qui restent, ceux sont les plus pauvres.

Le problème aussi c'est que les femmes elles veulent bien porter les matériaux mais les monsieurs ne veulent pas fouiller le trou. Alors ils payent pour ça : 250 HTG, 350 HTG ou même 500 HTG.

Comme il est coordonnateur, il travaille avec plusieurs animateurs : en général après 1 ou 2 ans, les latrines sont abîmées : tôles remplacées par des vieilles ou par rien, murs qui ne sont plus là... son travail c'est de les encourager.

Rencontre Komite Lekol Grand Ravin

Ils ont une centaine d'élèves, filles et garçons. Pour le moment ils utilisent l'église pour faire l'école, mais ils aimeraient bien plus. En Juin, ils ont commencé avec les activités d'école-latrine ; ceux sont les enfants qui sont allés chercher les matériaux, en Juillet. Ils ont payé quelqu'un pour faire la maison 500 HTG et pour fouiller le trou 300 HTG.



Les trous n'ont pas été payés parce que le comité a déjà beaucoup donné. Ils prévoient de laisser du savon en tant que membre de comité, alors qu'une femme du comité ira chercher l'eau.

Rencontre Jezimène + Mirak, AKs

Elle a démarré avec Vanessa. Beaucoup de petits problèmes sur les zones où elle est, c'est difficile de finir une communauté.

En même temps, ce n'est pas à eux de faire, en tant qu'AK ils sont juste là pour appuyer les communautés pas pour les tirer.

En R1, des fois ils ne veulent pas du programme parce que ceux sont des blancs, ils avaient peur de CLM.

Les difficultés rencontrées : changement de comportement pas facile ; souvent ils ne finissent pas le contrat, les AK font un suivi individuel mais ce n'est pas facile. Et puis il y a de l'eau dans les latrines.

Le suivi est fait surtout pour les personnes qui ont du mal à suivre les principes.

Rencontre Valbessen AK

Il a une latrine à lui faite sous un contrat IA. Il a démarré en 2013, avec une formation de Verdieu, le coordonateur. Le problème du manque de réunions, c'est qu'à leur passage, il y a souvent des enfants tout seuls, qui ne passent pas encuite le message.

Alors on repasse avec un mégaphone pour leur transmettre la date de report de la réunion. A nandwal, il n'y avait pas de latrines mais maintenant il y en a 70. Il fait une visite tous les 3 mois. Ils ont perdu leur caution car il y en a qui ne mettaient pas les tôles ou qui les retiraient (3).

Il a vu des dalles CLM mais elles ne sont pas bonnes car il ya des matériaux de mauvaise qualité qui ont été acceptés.

La grosse différence avec IA c'est qu'ils laissent les responsables sur le terrain, et ils demandent de l'argent.

Intervention du RP au retour su plusieurs latrines pour que les gens remettent leur rôle (deux)

Rencontre Comité Captage Nan Dwal :

2 membres du comité présents.

« Le captage est déjà très abîmé, souvent l'eau est coupée. Le comité se réunit chaque mois, parce que les gens ne veulent pas payer, c'est un problème. Comme ce n'était pas fini, ils ne voulaient pas donner leur participation communautaire. On connaît un peu la DINEPA, sans plus. Le cahier de suivi, il est dans la maison d'un autre membre (*absent de chez lui le jour de la visite*) ».

Échange RP- animateurs sur terrain :

Ils ont mis en place des kombit matériaux, c'est à dire qu'ils sont là pour appuyer les gens au moment de l'apport matériaux, pour els aider à mieux choisir, mieux laver etc.

Si la rivière est proche, il y a peu d'intérêt, mais si elle est loin, cela fait un travail groupé plus motivant, et ça marche pas trop mal. Avant il y avait sur cette zone une animatrice Bénita, qui avait du mal à faire des contrats. Ils se sont rendus compte que l'animatrice lors de son passage validation de matériaux disait juste qu'ils n'étaient pas bons sans davantage d'explications. Si tu n'es pas là pour les aider et que l'on dit simplement que le travail n'est pas bon, ce n'est pas du tout facile de les motiver pour la suite. Ils ne savent pas choisir les matériaux alors c'est normal que ce qu'ils prennent ne soient pas très bien, si personne ne leur montre.

Les 75% attendus aux réunions, c'est par rapport aux chiffres de l'enquête sur une zone. C'est théorique. Maintenant ils demandent une présence à 3 réunions PHAST minimum, et pas juste être présent pour le contrat.

Il y a eu plus de suivi des bôs par l'Assistant Technique depuis l'arrivée des nouveaux RP.

(...) Détails sur le nouveau contrat. En général, la livraison ciment se fait le lendemain de la signature du contrat. Les délais sont à peu près bien ; pour une localité plus éloignée, où la communauté va chercher les outils du bôs, cela peut prendre 2 à 3 jours, comme à Mirak par exemple.

Les animateurs passent à des moments clés du processus : le lendemain où les dalles sont coulées, le dernier jours avant que la dalle soit levée. Le suivi poteau demande plus de suivi, il s'agit de passer tous les 2-3 jours, donc ils passent 2 fois. L'animation du Lave Men se fait dans les 8 jours après le levé dalle. L'animation pour se servir de la latrine se fait en dernier.

Entretien non-bénéficiaire à Gwo-Bwà

Ils ont arrêté de venir aux réunions. En fait à cette période ils sont très peu chez eux, parce qu'ils louent un terrain plus bas et se sont fait une petite maison pour cultiver la terre et ne pas avoir à remonter tout le temps. Elle n'est pas super leur maison, ils n'ont pas la garantie d'y retourner chaque année, alors ils font peu d'améliorations.

Rencontre Nanou, AK Sivol

Elle a démarré tout récemment fin 2013-début 2014. Il y a un suivi important à son démarrage. A Wo-Kapsen, 5 toilettes CLM qui n'ont pas été finies ; leur contrat a été repris. Les tôles ont été fournies par IA, avec adaptation du contrat.

Elle-même dispose d'une toilette faite en 2011 quand il y avait Vanessa.

Il y a eu des gens qui ont revendu leur tôle, alors l'AK les tiens plus : beaucoup de pression pour qu'ils les remettent sur les maisons. Il y a même eu un travail commun fait avec la police.

Avant ce travail, elle était professeur à l'école ; le salaire n'était pas régulier, elle a donc postulé sur le programme IA. Elle a donc reçu les formations pour les écoles, et plus tard en tant qu'animatrice.

Elle insiste beaucoup sur les murailles et leur solidité parce que si elles ne sont pas fermées, elles ne sont utilisées que la nuit. Ils disent que la journée ils sont au jardin, ou au marché...

Beaucoup de difficultés : sur Sivol par exemple, sur un contrat avec 20, il y en a 1 qui avait tout bien fini et 9 qui n'avaient même pas murillé.

Le message sur les maladies et la transmission avec les mouches, ils ont vraiment du

mal à le comprendre, ce n'est pas facile pour les gens.

Les plus grosses difficultés des messages à passer chez les gens : lavage de mains et traitement de l'eau.

A l'école communautaire de Sivol, il n'y a pas de latrines : elle a dit que ce n'était pas aux élèves de porter le sable.

Rencontre Assistant Technique, BC:

Il a grandi à Mirebalais, avec des toilettes chez lui. En 2007 il a rencontré FX, qui avait besoin d'un soudeur et d'un plombier.

Il a une expérience en République Dominicaine, où il a passé deux ans, sur plomberie soudure. Cette zone était vierge de programmes alors FX (RP de 2007 à 2010), était vu comme un Dieu, encore aujourd'hui. Il a démarré beaucoup de travail, beaucoup de captages. Ceux qui se sont écrasés sont souvent ceux associés aux CASECs en haut. A l'arrivée de Vanessa, elle n'a fait que des latrines. Elle a rencontré beaucoup de difficultés ici à mener le projet. C'est avec elle que l'eau est arrivée à Sivol, et c'est lui l'AT qui a fait le 2ème passage de ravine, tout seul.

Il y a des zones dures car la priorité est donnée aux captages. Mais sur Sivol par exemple, il y a beaucoup de latrines à présent.

En fait il n'y a pas beaucoup de gens qui finissent leurs latrines, ils font beaucoup d'aller-retour entre l'école à Chambo et ici. Lui-même n'a pas de toilettes depuis 2011 car ils se sont remplis d'eau. Mais les voisins, sa famille, en ont, alors ils ont la structure en commun.

A Mirebalais, on trouve beaucoup de « bayakou » (personne pour vidanger les latrines-travail souvent de nuit). Ici il n'a pas trop de motivation pour vidanger sa latrine ; de toutes façons, il partira sûrement après le programme IA.

C'est lui qui a formé les bès à Juanaria, pendant 4 jours. La différence entre les deux zones ? Il n'y a pas d'autres organisations sur Juanaria. Et puis ici, l'école nationale est à Chambo, alors que là-bas c'est à Régalis, en plein dans Juanaria. Donc peut-être aussi ils sont plus éduqués.

4 agents de santé + 4 agents de Kore Fanmi à Sivol. Il n'y a pas beaucoup d'échanges entre eux et le programme, mais les agents de santé délivrent le message. En 2009-2010, il y a eu des latrines construites par FX dont ils ne se servaient pas, mais à présent oui. Et puis il arrive que des gens jettent des roches à ceux qui vont faire leur toilette dans leurs jardins à eux.

Pour les questions de captage, ils ont du mal à comprendre que ce n'est pas IA qui doit le gérer. Maintenant les comités sont assez biens, et tous les réservoirs marchent bien en même temps. Chaque 3 mois, il y a le passage de l'AT sur les captages. Pour le moment ce n'est qu'un passage mais il pense qu'il faudrait plutôt faire une réunion. A Chimowo par exemple ils étaient motivés, mais maintenant plus du tout.

Depuis 2009, il y a eu 4 ou 5 personnes qui ont déplacé une dalle parce que la latrine était pleine.

Rencontre Joassin Onel Trésorier Comité Réservoir 1, à Kanava :

Il y a 3 personnes actives dans le comité : Dieudonné Joseph, pour le lavage réservoir et Karrel, pour le lavage réservoir aussi (ils ne font pas partie du comité en fait). Et lui-même.

Si les tuyaux sont sortis, Karrel est supposé les recouvrir, et les mettre dedans. Ça leur coût 11\$ par réservoir pour aller vérifier la ligne d'adduction chaque mois.

Leur rôle c'est de récolter l'argent, changer les robinets, faire attention à ne pas contaminer le réservoir, et nettoyer le captage.

Là, ils ont besoin d'un autre robinet ; mais il y a eu des échanges d'argent (...) (problème de suivi avec ce trésorier, de l'argent qui rentre et sort sans justification, une incapacité à faire les calculs de suivi).

Quand il y a eu des problèmes de recouvrement, ils ont fermé l'eau pendant 4-5 jours pour que les gens payent. Ils ont eu 9 cotisation après ça. Lui aussi il en a pâti, il devait aller à la source pendant ce temps.

Rencontre Rosette Catille, President Et XX, trésorier Comité Dlo Galgal.

Elle décrit ses activités de présidente ; elle réclame un salaire pour ce travail parce qu'elle a nourri les bès pour les travaux et l'argent touché en compensation était trop petit.

Son rôle c'est aussi de protéger l'ouvrage des enfants qui font du désordre autour de la robinetterie. Tous les deux ont un WC IA, et elle a déplacé le sien parce que les enfants avaient jeté des roches dedans.

Pour le moment, une seule personne a payé ; eux-même en tant que membres du comité ils n'ont pas payé.

Karrel est en charge de nettoyer le réservoir chaque mois, ils payent 55 HTG pour cela. Il enlève aussi les crapauds des ouvrages, retirent les microbes.

Si il y a un problème de tuyau, ils feront une réunion du comité. Et ils discuteront avec les autres comités pour trouver une solution.

Ils savent traiter l'eau et ont un bokit avec robinet donné par l'agent de santé ; celui du trésorier est cassé et il ne sait pas comment le réparer. A Chambo on trouve un bokit (20L) pour 50 HTG.

Ils avaient demandé de l'eau depuis FX ici. Ils avaient porté les roches et le sable pour les ouvrages plus haut. Ils avaient été payés 25 HTG le bokit pour ça. Et puis des gens s'en sont servis pour leur maison, des matériaux, et ils ont parfois rendu parfois pas.

Rencontre comités Kanava :

Président + trésorier comité réservoir l'église; Président Comité Réservoir Lerines; Trésorier Comité Réservoir Bò Senak

Le trésorier du réservoir de l'église est bès depuis 2007 avec FX. Il a travaillé sur le captage de Kanava seulement avec lui. Ensuite il a travaillé sur le captage de Chimowo

et Akildiso. Là il n'a pas de travail en ce moment.

Eux ils travaillent à récolter l'argent pour le donner ensuite au Grand Comité pour l'entretien ; avec ce qui reste, ils peuvent acheter un robinet. Ils pensent déposer tout cela au Fonkoze. Quand les autres ont coupé l'eau au réservoir car les gens n'ont pas voulu payer, ils le sont empêché d'aller se servir dans leur réservoir à eux. Il y a des personnes qui ont même envie de faire des lignes privées.

Certains ont des problèmes de cotisation d'autres pas.

Ils ne savent pas où acheter les robinets pour changer. Ils voient avec l'A.T. Pour les équipements de toutes façons.

Sur la question de la gestion des lignes Inter-réservoirs : ceux sont en aval qui doivent s'en occuper (longue discussion entre eux pour savoir comment procéder et validation de cette solution après échanges + discussion sur stratégie si quelqu'un abîme la ligne).

Il n'y a pas de réunions Inter-Comités prévues à moins qu'il y ait un problème. Chaque mois, ils font une réunion publique pour indiquer qui a cotisé et qui n'a pas cotisé.

Les membres de ces comités ont plutôt été désignés par les autres ; mais ça reste difficile car on les accuse parfois de manger l'argent, alors ils sont pas très contents certains d'avoir ce poste. Ils se font critiqués et en même temps ils ont été désignés.

Les membres du comité connaissent ont entendu parlé de la DINEPA mais la connaissent peu, Au bourg il y a un employé DINEPA, qui a fait de la distribution d'Aquatabs. OREPA ils ne connaissaient pas.

Échanges avec l'agent de santé qui est trésorier :

Surtout activités autour de vaccination/distribution Aquatabs. Normalement le programme va s'arrêter pour la distribution, changement de stratégie. Cette personne a plusieurs casquettes : Kore Fanmi + Zanmi Lasante + MSPP. Il y a eu aussi un programme ATPC lancé par Zanmi Lasante mais le programme s'est arrêté. Il n'y a pas d'échanges formels avec les animateurs, de coordination. Le message délivré est différent : à IA on leur donne des explications, à ZLS on leur dit juste ce qu'il faut faire ou pas faire. Il voit que les gens comprennent mieux parce que maintenant à Sivol, ils ont des toilettes.

Échanges RP dernier jour :

Pour les matériaux ils avaient deux points de distribution, dont un qui existait déjà et qu'ils ne gèrent pas ils sont juste client. Avec celui-là aucun problème, avec l'autre, la personne s'est endettée, la précédente RP avait fait une grosse commande avant son départ pour faciliter le travail, mais il ne l'a pas honoré.

Ça a pu arriver que les gens se déplacent et que les matériaux ne soient pas là : c'est vraiment inadmissible, et ils travaillent beaucoup à éviter cela. Ça ne s'est produit qu'une seule fois depuis janvier 2014.

De Feyobyen à Nikola, il y a un réseau DINEPA réhabilité il y a un an. La population



avait demandé la réhabilitation du réseau mais cela a été jugé au-dessus des capacités des bôs par Jérôme et Sophie (précédents RP). Aussi, il y avait eu des interventions avant sur la zone en Assainissement, et ils n'avaient pas atteints les 80%.



Compte-Rendu Réunion de Cadrage Évaluation Programme EHA sur Boucan-Carré et Juanaria, Ayiti

28 Juillet 2014

Présents :

Christophe HIVER (CH) : Chef de Secteur Haïti ; Responsable projet Éducation. IA

Mathieu METOIS (MM): Responsable capitalisation sur les 6 pays d'intervention. IA

Marie-Pierre LALAUDE-LABAYLE (MP2L) : Consultante pour l'évaluation EHA

Le présent Compte-Rendu ne reprend pas strictement l'ordre chronologique des échanges survenus lors de cette réunion, mais rassemble sous plusieurs thèmes les différents points abordés. Ceux surlignés en gras sont notamment ceux apparus comme importants ou nécessitant une confirmation de validation de la part des personnes présentes en réunion.

Historique des activités d'I.A. à Boucan-Carré et Approches du programme actuel

Remise d'un document récapitulant l'historique et le positionnement géographique d'IA en Haïti par CH.

Rapidement, les activités d'IA en Haïti démarre dans les années 80, avec notamment des programmes en hydraulique ; à la fin des années 80 les programmes hydrauliques dans les Cahos ferment car il n'est plus ressenti le besoin d'une intervention, ou sa pertinence est remise en question.

Plusieurs demandes de la population ont été transmises depuis mais n'ont pas été prises en compte par IA. Finalement en 2006, le programme hydraulique ouvre à nouveau à BC et se concentre sur les ouvrages Eau principalement, en intégrant très peu d'Assainissement.

Cette approche est remise en question à partir de 2009, et le programme se poursuit en démarrant avec des activités d'assainissement : l'idée est de se concentrer sur des ouvrages individuels, tout en créant ou renforçant un lien communautaire possible, pour se diriger ensuite vers des ouvrages Eau, plus gros, partagés par un groupe relativement importants de bénéficiaires. Il y a donc une progression croissante sur la taille des ouvrages que devront gérés les bénéficiaires.

Surtout, la volonté est de mettre l'assainissement devant l'accès à l'eau potable pour l'endiguement des maladies diarrhéique.

Le choix se porte sur la méthode PHAST utilisée sur les programmes IA au Malawi ;

Précisions sur les modalités d'intervention du Programme

La perspective d'IA lors du démarrage de son intervention sur une zone est de parvenir à une couverture de 80% en latrines familiales. Ce pourcentage correspond d'une part à l'arrêt de l'intervention d'IA dans une zone, mais au sein des groupes de bénéficiaires, il représente le niveau à partir duquel des aménagements Eau sont envisageables.

Au démarrage du programme, des demandes de la part des bénéficiaires (ou leaders), qui motivent une à plusieurs visites qui permettent :

- * une évaluation rapide et grossière des besoins
- * une enquête relativement exhaustive mixant la récolte de données démographiques, de données « Scolaires » et de données « EHA », réalisées par une dizaine d'enquêteurs, pris localement.

Il y a alors validation, ou pas, du démarrage d'un programme ou de plusieurs programmes (scolaire + EHA).

A partir des zones prioritaires identifiées dans la 1ère phase, il y a rencontre avec les leaders des zones prioritaires identifiées. Ces zones prioritaires sont choisies normalement de façon stratégique, et le RP est libre de définir cette progression (partir du plus éloigné de la base ou pas). A noter toutefois que le RP reste dépendant des demandes formulées par la population.

Un nouveau courrier doit être transmis au RP par les bénéficiaires : il s'agit là d'un groupe d'habitation plus restreint, ou de plusieurs groupes d'habitations.

Afin d'étudier cette demande, le RP effectue une enquête pré-intervention plus exhaustive en matière de données EHA récoltées, auprès de l'ensemble des habitations visées. C'est le snapshot de la situation initiale. A noter que ces données récoltées ne sont pas strictement les mêmes d'un programme EHA à un autre (puisqu'il y a différentes BDD?) ; le RP est responsable de ces données récoltées et de leur archivage.

A la suite de cette enquête, 4 ateliers « PHAST » (normalement au nombre de 7, ils ont été réduits à 4 pour correspondre aux contraintes de déplacement dans le contexte rural haïtien) sont entamés par les animateurs avec le groupe d'habitations. Une participation de 75% est attendue pour pouvoir passer à l'étape suivante : la signature de contrats latrines. [...]

Au moment de la construction des latrines, un système de caution est mis en place avec les familles ; c'est un système individuel mais la caution de chaque famille est liée aux réalisations des autres. A BC et Juanaria, la caution est remise en 2 fois alors qu'historiquement elle n'était remise qu'en une fois (sur les autres programmes EHA en Haïti). Ce choix sur BC pourrait être remis en question par les actuels RP.

Pour le suivi des réalisations latrines, il y a un suivi +3 mois et un suivi +6 mois effectués par les RP. En fonction des résultats de ce suivi (80%) de couverture, l'étude technique d'aménagement de source est lancée/ou validée, et le groupe d'habitations peut alors envisager l'aménagement Eau. Également, à la suite de la construction des latrines, 3 ateliers supplémentaires sont prévus pour les usagers de la latrine.



Concernant les aménagements Eau, il existe les « petits » et « gros » contrats et en tout 21 étapes à franchir; les petits rassemblent un certain nombre d'actions à mener par la communauté sans intervention d'IA. Si réalisé avec succès, il est envisagé un « gros » contrat avec infrastructures potentielles de transport et stockage de la ressource. La cotisation de la communauté est de 500 HTG. Il y a remise en question des cotisations mensuelles puisqu'elles ne correspondent aux rentrées d'argent sur l'année des familles. [...] A noter que les analyses de coût de maintenance d'un réseau sont issues de données projet réalisées dans d'autres contextes que les mornes haïtiens.

Une réunion-bilan avec la communauté, au terme de l'intervention, n'est pas une pratique des programmes EHA à BC et Juanaria, alors qu'elle est rendue de plus en plus systématique sur Médor et Pérodin.

Le suivi +3 et +6 mois, par le RP, diffère de l'enquête post-intervention ; celle-ci a été testée une fois sur Boucan-Carré, et n'est pas encore systématisée comme à Pérodin-Médor (prgms plus anciens). L'enquête post-intervention vise à comparer sur plusieurs échantillons, la situation entre des familles touchées et des familles non-touchées par le programme. Le détail précis de ce qui est comparé n'a pas été abordé.

Cet objectif des 80% de couverture en latrines, provient de données obtenues sur des projets d'IA à Madagascar, pour lesquels une diminution significative des maladies diarrhéiques était obtenue à partir de ce niveau de couverture.

Relations Institutionnelles/Relations avec les autres Programmes

Il y a un historique de 20 ans d'intervention d'IA ; la volonté de l'association est de réduire cette durée.

Une intervention de 7 à 8 ans, couvrant 3 à 4000 familles (selon CH) ; à noter qu'il est prévu, rien que pour BC, la réalisation de 4000 latrines en 3 ans d'intervention, ce qui paraît bien au-delà du réalisable. A Médor-Perodin, le rythme actuel est de 1200 à 1300 latrines par an. Année de démarrage de l'EHA sur Pérodin et Médor et population totale sur cette zone d'intervention ?

Pour BC, il est envisagé de terminer le programme en 2015 (probablement au-delà), et pour Juanaria en 2018.

Il y a eu ces 5 dernières années, de nombreuses modifications des structures étatiques en charge de l'Eau et l'Assainissement. Les liens existent actuellement entre les programmes et le niveau central de la DINEPA, mais aussi avec le niveau local l'OREPA. Le personnel affecté aux questions rurales sur les départements (URD) ne s'est encore jamais rendu sur le terrain mais a rencontré certains RP. Les TEPACs, nouvellement installées depuis 2 ans (niveau communal), se sont rendus à une reprise sur l'un des captages d'IA à BC.

Pourtant, il y a volonté de transmettre les informations (données GPS des ouvrages/Détails des ouvrages) à la DINEPA/OREPA, mais aussi de transformer en CAEPA certains comités d'ouvrages hydrauliques. Quant aux bès formés pour la réalisation de dalles latrines et aménagements de captage, il est attendu qu'ils soient eux aussi certifiés par la DINEPA/OREPA. Ils le sont déjà par IA pour certains d'entre eux.

Les modes opératoires de cette transmission et validation n'ont pas été détaillés par IA (à qui ? Sous quel format ? Niveau de discussion?).

La transmission de ces informations et la reconnaissance des personnes formées, permettraient de terminer le programme sur une zone plus facilement et d'assurer un relais.

Au-delà du programme, les bès ainsi formés sont-ils mobilisés par les habitants ? Apparemment oui, ce serait un fait observé sur Pérodin-Médor, il existerait des demandes de latrines spontanées.

Sur les zones évaluées, il existe aussi quelques programmes tels que Kore Fanmi qui interviennent. Dans l'ensemble il y en a très peu, surtout sur les domaines de la Santé. Kore Fanmi est un programme géré par la Présidence et qui diffusent notamment, via des agents communautaires, de l'Aquatabs. Cette distribution est gratuite, irrégulière. Les échanges avec ces agents communautaires et les AK et RP existent. L'atteinte faite au programme EHA reste essentiellement sur la mise en place d'une filière pérenne de chlore, puisque celle-ci est régulièrement ralentie par la distribution gratuite.

Co-Existence de programmes scolaires et EHA

IA a sur de nombreuses de ces zones d'intervention EHA des programmes Scolaires (HAE) :

- * sur la zone de Juanaria il est lancé depuis 2012, mais on compte plus de 4 RP sur ce prgm depuis son lancement (gros retard).
- * sur la zone de BC, le prgm est fini depuis 2013, les constructions d'école sont donc derrière.

Rapidement, le prgm sco. consiste en la modélisation d'une école idéale avec les parents d'élèves, puis en un échancier des activités réalisables pour l'atteindre. Ceux sont des accompagnements de plusieurs années, qui comprennent le renforcement des compétences des maîtres, la structuration des comités de parents, l'apport en outils pédago et mobiliers etc.

Depuis le Choléra en Ayiti :

Dans le cas où il n'y a pas de programmes EHA, c'est le responsable du programme sco. qui appuiera la réalisation des composantes Eau et Assainissement. si un programme EHA est en cours sur une même zone, il s'agira aux RP EHA d'appuyer cette composante.

Enfin, quand des constructions ou réhabilitations d'école ont lieu, il n'y est pas inclus de latrines. Celles-ci doivent faire à nouveau l'objet d'une demande par le comité de parent ; sur Pérodin-Médor, il a été observé une durée moyenne de 2 ans entre les deux

interventions, ce qui serait le temps de maturité des communautés.

Le transfert d'information/Capitalisation

Il y a d'une part le transfert d'information au sein d'IA, et le transfert d'infos à destinations des communautés.

Concernant ces dernières, le plus gros besoin pressenti est la disponibilité d'une information leur permettant d'être autonome pour la gestion des aspects techniques du réseau. Cela comprend l'identification des lieux d'approvisionnement, les filières d'acheminement et la mise en place de fiches outils. Il n'est pas certain que ces trois aspects soient actuellement entièrement réalisés sur BC et Juanaria (fiches oui, filières?).

A présent, en ce qui concerne le transfert d'informations au sein d'IA : il existe déjà sur internet une plate-forme « Pratiques » alimentées par les autres organisations « soeurs » d'IA. Le responsable de capitalisation doit justement travailler à l'amélioration du contenu diffusé etc.

Cette plate-forme sur internet, n'est pas vraiment accessible à un RP dans les mornes. Ses autres relais en local sont une RH (Gilles) qui est à PaP et qui est mobilisable pour les questions du GC, transversal à tous les programmes.

Il existe aussi des échanges avec les autres RP des autres zones (depuis 7 ans, il n'y en aurait eu que 2 à Pérodin-Médor) et qui disposent d'une bonne expérience.

Il existe aussi un Chef de Secteur, qui est le supérieur hiérarchique des RP ; celui-ci, pour prendre en compte justement cette question de l'isolement, fait une visite par trimestre. Le chef de secteur historique du projet EHA de BC et Juanaria est parti récemment. Les projets sont donc rebasculés vers le 2ème Chef de secteur Haïti (CH) qui suivaient d'autres programmes.

Entre RP, il est normalement établi un rapport de passation dont, à la date de la réunion, le seul exemplaire rendu disponible à la Consultante est celui de BC entre Sophie et Léa. Ceux entre Vanessa et Sophie, et Xavier et Lucas ont à présent été transmis. Il existe un modèle à suivre normalement.

Les attentes de cette évaluation

Pour cette évaluation, IA attend que puisse être validée la stratégie de mise en avant de l'assainissement sur l'eau potable pour servir l'objectif de réduction des maladies diarrhéiques.

Enfin, il est attendu d'évaluer les effets sur la zone (impacts).

La Consultante a souligné qu'il semblait difficile à travers cette évaluation de valider ou d'invalider la stratégie ; les éléments mis à disposition, le contexte de l'évaluation et le temps alloué ne permettent pas de fournir les éléments de réponse suffisants.

D'ailleurs un programme plus vaste d'évaluation sur l'ensemble des projets EHA d'IA, mené notamment par le responsable de la Capitalisation, est prévu avec démarrage en Novembre pour la collecte de données terrain.

Toutefois, un « avis » pourra être donné par la Consultante, avec les éléments disponibles. Surtout, MP2L a proposé de fournir, suite à la mission de terrain, des éléments permettant de structurer le projet d'évaluation plus global que souhaite mener IA.

Également, IA se pose des questions sur la pertinence de la composante EAU des projets EHA. Certains ouvrages historiques n'ont-ils pas atteints une taille critique (Kanava) ? Est-ce que la proximité (si elle est toujours vraie) de sources naturelles ne rendent pas obsolètes les volontés d'aménagement puisqu'elles se trouveraient systématiquement à 15' de marche des habitations ? A noter que lors des échanges entre Léa et MP2L, Léa avait mentionné une difficulté à trouver des sources sur les trajets de l'évaluation.

Concernant le nombre de visites prévues/Focus-Groups : CH a demandé à ce que davantage de latrines puissent être visitées ; la proposition de la Consultante est d'axer l'évaluation sur l'observation, en réduisant ce temps passé sur chaque latrine, il est prévu d'en faire plus qu'annoncé. Si IA attend une interview supérieure à 10' de chaque famille rencontrée, le nombre de visites correspondra à celui de la proposition. Un guide d'entretien (pour entretien < 10') des usagers latrines doit être proposé par MP2L. Celle-ci aura aussi à sa disposition un micro pour permettre d'aller plus vite dans les visites, et d'en faire davantage.

Pour les FG, ils étaient réservés aux Comités d'eau, Professeurs et Parents d'élèves ; d'après les plannings transmis par les RP et compte-tenu de l'avancement du projet, il y aura très certainement un seul comité d'eau rencontré : celui de Kanava.

A la question : «pourquoi le programme EHA avance aussi lentement à BC», la réponse fournie à la consultante indique qu'il y a eu trop de discontinuité entre RP, c.a.d. des temps vides entre chaque RP et des durées de 1 à 2 ans seulement. Le problème aussi viendrait des recrutements puisque ceux-ci ne respectaient pas les attentes initiales, à savoir au minimum 2 ans d'expérience en contexte et programmes similaires.

Enfin, en ce qui concerne les Recommandations de l'évaluation, elles pourront être organisées selon le tableau excel fourni par MP2L dans le document de méthodologie révisé transmis par MP2L, à savoir : pour chaque aspect du projet (impact/efficacité/efficience), des recommandations pourront être formulées à partir des constats réalisés.